



**Mémoire Présenté**  
**par : ALIOUNE**  
**SECK**

**UNIVERSITE GASTON  
BERGER DE SAINT  
LOUIS**  
**UFR DE LETTRES ET  
SCIENCES HUMAINES**

**Le rôle du capital des Modu-Modu dans le  
champ du changement social dans un  
contexte de décentralisation : le cas de la  
zone de Kebemer**

---

**Année académique 2004/2005**

REPUBLIQUE DU SENEGAL

\*\*\*\*\*

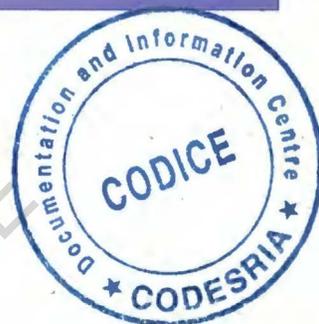
UNIVERSITE GASTON BERGER DE SAINT LOUIS

\*\*\*\*\*

UFR DE LETTRES ET SCIENCES HUMAINES

\*\*\*\*\*

COMMISSION DOCTORALE



# Mémoire de D.E.A

**SUJET : LE ROLE DU CAPITAL DES MODU-MODU  
DANS LE CHAMP DU CHANGEMENT SOCIAL DANS  
UN CONTEXTE DE DECENTRALISATION : LE CAS  
DE LA ZONE DE KEBEMER.**

Présenté par

ALIOUNE SECK

Sous la direction du

Pr. Abdoulaye NIANG

Maître de Conférences

UGB - SAINT LOUIS

Année académique 2004/2005

14.07.01  
SEC  
13130

05 OCT. 2006

## DEDICACE

14.07.01  
SEC  
13130

- **Louange à ALLAH, le Tout Puissant, le Clément**, qui nous a offert les moyens et ressources nécessaires pour l'accomplissement de ce travail. Que son pardon nous soit accordé ! Et qu'il nous bénisse !

- **A notre feu père, Amadou SECK** qui nous a inculqué une bonne éducation de base fondée sur le sérieux, la discipline et le travail. Papa, nous prions nuits et jours pour que le Miséricordieux, vous accueille dans son Paradis. Papa, nous resterons éternellement fiers et heureux d'être votre fils ;

- **A notre maman chérie, Marème SECK** qui malgré le poids de l'âge, nous a, depuis notre tendre enfance, gratifiée son amour, son assistance, et sa compréhension. Maman à vous une très longue vie de bonheur, de paix et prospérité ; Puissiez-vous découvrir en ce travail le témoignage d'une tendre affection ;

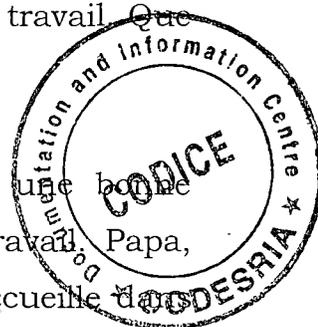
- **A notre Guide spirituel Sérigne Mouhammadou Moustapha SY** qui s'est toujours sacrifié pour que la jeunesse musulmane retrouve les vertus du saint Coran et les enseignements du prophète Mohamed (PSL) ;

- **A mes amis et grands frères** : Mamadou, Ousmane, Babacar

- **A mes confidentes et sœurs** : Fatou, Bineta, Sophie, Hadji Salimata, et Coumba Salla ;

- **A tous les habitants** de Grand- Mbao, mon village natal et à toute la communauté Lébou du Sénégal ;

Nous **dédions ce travail** marquant la « consécration » de plusieurs années de sacrifices et d'efforts intenses.



## REMERCIEMENTS

Ce sentiment de joie presque sauvage mêlé d'apaisement qui suit ce que l'on croit être un accomplissement, au moins temporaire, peut conduire à un contentement de soi, où l'on estime alors ne rien devoir à personne. Ce qui, loin s'en faut, n'est pas le cas.

Notre reconnaissance et nos très chaleureux remerciements vont d'abord au

- Pr. **Abdoulaye NIANG**, Maître de Conférences à la section de Sociologie, en sa triple qualité de Directeur de mémoire, de conseiller et de référence en sociologie (véritable homme de terrain). Merci Monsieur, d'avoir accepté de guider nos premiers pas dans la pérégrination intellectuelle, malgré votre indisponibilité et votre emploi du temps chargé ;

- **Messieurs** Pr. Gora Mbodj, Mamadou Balla TRAORE, Ibou Sané, Alfred Inis N'DIAYE, Pr. Issiaka-Prosper LALEYE, Amédoune BA, Ibrahima BAO, Mme SALL, etc., Pendant quatre ans, ils ont participé activement à notre formation ;

- Doctorant en Géographie, **Sérigne Mansour TALL**, et à **M. Pierre LEVY**, ingénieur démographe et allocataire à l'IRD, qui nous ont permis l'accès à de riches ouvrages sur le thème de la migration internationale;

Mention spéciale, à nos très chers **Modu-Modu** et à nos amis et « complices » du Village J : Samba DIAO, Abdel Kader SYLLA et Mouhammadou DIA, et à tous mes camarades de DEA 2006, qui nous ont appris beaucoup de choses dans la convivialité.

Il nous faut enfin évoquer, en forme de point d'orgue, ce que nous devons à toute l'équipe du **CODESRIA**, pour nous avoir gratifié, en nous offrant l'opportunité de participer au Lauréat des Petites-Subvention de l'année académique 2005-2006.

# GLOSSAIRE

- A.R.K** : Association des Ressortissants de Kébémér
- B.I.T** : Bureau International du Travail
- B.M** : Banque Mondiale.
- C.O.D.E.S.R.I.A** : Conseil pour le Développement de la Recherche en Sciences Sociales en Afrique
- C.E.S.T.I** : Centre de l'Enseignement Supérieur de la Technique de l'Information
- D.G.C.I.D** : Direction Générale de la Coopération Internationale pour le Développement
- F.M.I** : Fonds Monétaire International
- G.P.F** : Groupement de Promotion Féminine.
- G.I.E** : Groupement d'Intérêt Economique
- I.R.D** : Institut de Recherche pour le Développement
- I.E.I** : Intensification de l'Emigration Internationale de Travail
- I.P.G** : Institut Professionnel de Gestion
- M.I** : Migration Internationale
- N.P.I** : Nouveaux Pays Industrialisés
- O.C.B** : Organisation Communautaire de Base
- O.I.M** : Organisation Internationale des Migrations
- O.M.I** : Office des Migrations internationales
- O.R.S.T.O.M** : Office de Recherche Scientifique dans les territoires d'Outre-mer
- O.N.F.P** : Office Nationale de Formation Professionnelle
- P.A.S** : Programme d'Ajustement Structurel
- P.A** : Pays d'Accueil
- P.O** : Pays d'Origine
- P.E.M** : Pouvoir Economique Modu-Modu
- P.R.E.F** : Plan de Redressement Economique et Financier
- U.R.I.C** : Observatoire des études sur les Urgences, les Innovations et les Mécanismes du Changement Social

## LISTE DE TERMES WOLOFS

\***Am -Am** : Le capital économique qui permet à l'individu de réaliser ses projets, de satisfaire ses besoins dans un monde de plus en plus capitaliste.

\***Modu-Modu** : Celui qui émigre hors des frontières du Sénégal avec l'objectif principal de s'enrichir le plus rapidement possible et de revenir consommer les ressources accumulées avec ses compatriotes non -émigrés ;

\***Toukki** : L'action d'émigrer ou d'immigrer c'est-à-dire de quitter son pays pour une autre horizon.

\***Géers** : Dans la spécialisation professionnelle et l'endogamie clanique dans l'ancien royaume du Cayor, les **Géers** en s'opposant aux **Ñeeño**, représentent dans la société les supérieurs de naissance; ils sont de sang pur, alors que les **Ñeeño** étaient réputés d'impurs et constituaient des hommes libres et formaient le groupe des castes artisanales.

\*-**Ñeeño** : Cette caste représente les **Jeéf lék**, c'est-à-dire ceux qui vivent de leur travail et les **sab lek**, c'est-à-dire ceux qui vivent de la parole (chant, légendes, conte etc.). ; Parmi eux, on compte les **Oudé** (les cordonniers), les **Tegg** (les forgerons), les **Laobé** (les sculpteurs) et les **Gueweul** (les griots, les experts de la parole).

\*-**Goor** : Les hommes libres s'opposent quant à eux, aux **Jam** (les captifs). Mais avec l'islamisation, la considération d'un individu de **Jam** est interdite.

\*- **Wayane** : c'est une pratique qui consiste chez les **Géers** à offrir des dons matériels ou financiers, aux **Ñeeño** dans le but de consolider leur pseudo-supériorité envers les **Ñeeño** qui du reste, ont avalisé ce système et le réclame toujours lors des cérémonies et rencontres solennelles.

# SOMMAIRE

<b>DEDICACES</b> .....	<b>1</b>
<b>REMERCIEMENTS</b> .....	<b>2</b>
<b>GLOSSAIRE</b> .....	<b>3</b>
<b>LISTE DE TERMES WOLOFS</b> .....	<b>4</b>
<b>SOMMAIRE</b> .....	<b>5</b>
<b>EPIGRAPHE</b> .....	<b>6</b>
<b>INTRODUCTION GENERALE</b> .....	<b>7</b>
<b>Première partie : Cadre théorique et Méthodologie de la recherche</b> .....	<b>15</b>
<b>CHAPITRE I : Cadre Théorique</b> .....	<b>15</b>
<b>CHAPITRE II : Méthodologie de la Recherche</b> .....	<b>70</b>
<b>Deuxième partie : Présentation du Milieu de l'Etude</b> .....	<b>80</b>
<b>CHAPITRE I : Monographie de la commune de Kébémér</b> .....	<b>80</b>
<b>CHAPITRE II : Présentation du Plan de Développement Economique Et Social de la commune</b> .....	<b>89</b>
<b>Troisième partie : Présentation des résultats tests</b> .....	<b>103</b>
<b>CHAPITRE I : Identification sociologique des émigrés</b> .....	<b>103</b>
<b>CHAPITRE II : Le Modu-Modu, un acteur du développement local urbain</b> .....	<b>116</b>
<b>CHAPITRE III: Le Modu-Modu, un acteur du changement social</b> .....	<b>133</b>
<b>CONCLUSION GENERALE</b> .....	<b>150</b>
<b>BIBLIOGRAPHIE</b> .....	<b>153</b>

## EPIGRAPHE

*« Ainsi les transferts dus à la migration transforment les structures sociales et économiques, augmentent les inégalités de revenus et intensifient par la même le sentiment de privation chez les non-migrants. Enfin, l'expérience que les migrants accumulent dans les pays d'accueil est susceptible de modifier, dans les communautés d'origine, les perceptions et les valeurs, en créant une véritable "culture de la migration" »<sup>1</sup>*

---

<sup>1</sup> **Dione Babacar (2004)**, Tendances récentes des migrations internationales dans le Sénégal urbain : existe-t-il une dynamique de quartier ? Les quartiers de Dakar, Touba et Kaolack, thèse de Doctorat de 3<sup>e</sup> cycle, Université de René Descartes, Paris, p2

## INTRODUCTION GENERALE

Au cours des vingt dernières années, les migrations ouest-africaines ont évolué, à la fois vers une relative intensification des mouvements migratoires, surtout en direction du Nord, et vers un élargissement des zones de départ et des zones de destination. Dans le même temps, au Nord comme au Sud, les politiques migratoires se durcissent.

En Afrique de l'ouest, le Sénégal témoigne tout particulièrement de l'importance de l'émigration internationale. Car, les migrations de longue distance engage de plus en plus de sénégalais, originaires de presque toutes les régions du Sénégal.

De ce fait, « *le bassin de recrutement des candidats à l'émigration, longtemps limité à la Vallée du fleuve Sénégal et mobilisant essentiellement des flux organisés selon des bases ethniques et familiale, s'est étendu au centre Ouest du pays et à la plupart des grandes villes. Contrairement à certains pays africains comme le Burkina où « l'émigration internationale est principalement un mouvement des populations des campagnes vers l'étranger » (d'après Konaté)* ». <sup>2</sup>

Outre la vallée du Fleuve Sénégal, les régions de Louga et Diourbel sont aujourd'hui deux grandes zones d'émigration internationale. Ce phénomène, au moins par son intensité, semble relativement récent puisque que jusque vers les années 1970, ces régions agricoles étaient considérées avec la région de Kaolack, comme des zones d'accueil pour les migrants internes et internationaux (guinéens, maliens, gambiens).

En plus de cela, les sénégalais ne s'orientent pas seulement vers les pays voisins. Ils migrent aussi en Afrique centrale (Cameroun, Gabon, Angola, Congo) et en Afrique Australe (Afrique du Sud).

---

<sup>2</sup>Tall Sérigne Mansour (2002), « L'émigration internationale sénégalaise d'hier à demain » p549- 579, in Diop M.-C. (Sous la direction de), *la société sénégalaise entre le global et le local*, Paris : Karthala, 723pages, p549.

Tout azimut à cette évolution, l'espace migratoire des Sénégalais s'élargit surtout en Europe. La France, si elle reste le pays de l'Union Européenne qui abrite la plus forte communauté sénégalaise, n'est plus une destination exclusive. Aujourd'hui, les sénégalais immigrent aussi et peut-être davantage en Italie, en Espagne et en Allemagne. Les Etats- Unis et le Canada deviennent aussi, dans une moindre mesure, des destinations de l'émigration sénégalaise.

Cette migration, dirigée principalement vers l'Europe du Sud (Italie, Espagne) et les Etats -Unis est organisée non pas selon des logiques familiales mais selon une identité émergente, qui est la confrérie.

*« La constitution de diasporas et la production de nouvelles identités migratoires des sénégalais sont intrinsèquement liées aux permanentes fabrications de territoires circulaires par l'acteur migrant- Haal-Pulaar et / ou Wolof, Mouride (...) bref Sénégalais - créateurs et reproducteurs de liens sociaux entre lieu d'origine et étape de parcours»<sup>3</sup>*

Tout ce passe comme si les « émigrés » sénégalais exploitaient sans cesse de nouveaux créneaux dans les pays d'accueil, dès lors que les possibilités d'insertion dans une destination préférentielle s'amenuisent. De ce fait, à côté de la variable ethnique, la dimension religieuse est caractéristique de certaines trajectoires des migrants sénégalais. A ce propos, Aly Tandian note que :

*« La référence à la religion est un facteur important dans l'actualité des diasporas sénégalaises en Afrique, en Europe et aux Etats -Unis où les Mourides (...) développent une force de travail, un système de sécurité sociale communautaire et polarisent leur philosophie autour du travail comme rachat du péché et principe fondamental de leur éthique »<sup>4</sup>*

---

<sup>3</sup>Tarius1992, cité par Dia. Amadou Hamath, « Les interactions rurales et urbaines, circulation et mobilisation des ressources : Les associations d'immigrés en France et leurs liens avec les membres et leurs territoires d'origine ; l'exemple des ressortissants de Kanel en France (A R K F)», in Revue sénégalaise de Sociologie, n°4/5, janvier 2000-2001, pp 295-328.

<sup>4</sup> TANDIAN.Aly, cité par Dia Amadou Hamath, « Les interactions rurales et urbaines, circulation et mobilisation des ressources : Les associations d'immigrés en France et leurs liens avec les membres et leurs territoires d'origine ; l'exemple des ressortissants de Kanel en France ( A R K F )», in Revue sénégalaise de Sociologie, n°4/5, janvier 2000-2001, pp 295-328 , in Revue sénégalaise de Sociologie, N°4-5, janvier 2000-2001, p 297.

Cette dimension religieuse, de l'intensification du phénomène migratoire au Sénégal a été également constatée par Amadou Dia pour qui :

*« Il est important de souligner qu'au-delà la variable ethnique, la dimension religieuse est caractéristique de certains trajectoires des migrants sénégalais ; l'exemples des mourides qu'ils soient Baol-Baol, Modu-Modu, ou Ndjambour-Ndjambour est assez révélateur ».*<sup>5</sup>

Toujours au Sénégal, la dynamique migratoire, au-delà de sa dimension géographique et religieuse, apparaît aussi à travers sa dimension ethnique.

Les recherches menées sur les migrations sénégalaises laissent apparaître l'importance de la variable ethnique dans les trajectoires migratoires. Au début, seules deux ethnies émigraient principalement : les Soninké, ensuite, les Haal-pulaar de la région du Fleuve. Aujourd'hui, ce sont d'autres ethnies comme les wolofs et d'autres minorités ethniques qui sont candidates à l'émigration internationale.

Cette évolution du phénomène se manifeste également à travers la participation de plus en plus considérable dans les mouvements migratoires, des citadins comme des ruraux et la complexification du phénomène.

En effet, comme le remarque si bien Awa BA :

*«Aujourd'hui, l'ère des migrations continentales et intercontinentales s'affiche et prend des ampleurs démographiques et sociales importantes. Aucune couche de la population n'est épargnée par ce phénomène même parmi les intellectuels et universitaires »*<sup>6</sup>.

Cette complexification du phénomène au Sénégal, signifie le fait qu'« à Louga, capitale du Ndjambour, l'émigration est devenue presque un mode, un phénomène boule de neige qui intéresse toutes les couches de la population »<sup>7</sup>.

Dès lors, tout comme Louga, les autres régions du Sénégal se vident de jours en jours de leurs bras valide qui vont à la recherche de cieux plus

<sup>5</sup> DIA, Amadou Hamath, Les interactions rurales et urbaines : circulation et mobilisation des ressources, in Revue sénégalaise de sociologie numéro 4et 5, 2001, p 297.

<sup>6</sup> BA Awa , Impact de l'environnement socio-culturel et politico-économique sur les stratégies d'accumulation et l'utilisation du profit chez les acteurs du secteur informel, l'exemple des Modu-Modu du Département de Louga, UGB ,1996, 120pages,89.

<sup>7</sup> BA Awa, op, cCit, p 92.

cléments. De ce fait, les ambassades des pays de destination ne désemplissent jamais de demandeurs de visas, qui sont pour la plupart rejetés, mais qui ne se découragent guère.

De surcroît, tous les moyens sont bons pour traverser les frontières. Dès lors, la clandestinité apparaît comme la voie la plus prisée pour émigrer. Dans cette entreprise, les candidats à l'émigration sont le plus souvent victimes des escrocs qui leurs promettent ce précieux tampon (le visas) sur le passeport en quelques jours de tractations. Ils mettent leur vie en danger, car les gardes côtes de certains pays n'hésitent pas à tirer sur eux en cas de poursuite. Ce fut le cas, il y a trois mois de cela neuf (9) émigrés sénégalais ont trouvé la mort dans cette aventure, dans les côtes de la Turquie.

Imaginez le nombre qui en meurt, chaque jour, chaque mois ou chaque année sans que leurs parents ne soient informés de leur disparition ou du moins ne s'en rendent compte qu'ultérieurement.

Malgré ces risques, l'ex Président sénégalais, Abdou Diouf se prononçant sur les lois adoptées en vue de freiner l'émigration dans les pays européennes attestait que :

*« Aucune loi ne peut arrêter cette vague déferlante ».*

Dans le contexte spécifique de Kébémér, en licence de sociologie, lors de notre étude cas nous y avons déjà constaté l'ampleur démographique du phénomène.

Ainsi, nous constatons qu'en dépit du renforcement du contrôle dans les frontières, les flux migratoires au Sénégal d'une manière générale ne cessent de se multiplier et se dirigent en partie vers les pays développés. Mais le problème épineux reste celui de la clandestinité, de la plupart des départs.

D'ailleurs, tout récemment, nous apprenons de la garde civile espagnole dans les colonnes du quotidien marocain l'Opinion, du mercredi 25 octobre 2005 que : *« Quelques 500 immigrants subsahariens dont une dizaine de Sénégalais ont lancé mardi soir un nouvel assaut contre la clôture métallique de Melilla (province espagnole qui fait frontière avec le Maroc) »*

Dépassée par les événements, la garde civile espagnole n'a pas hésité à employer la manière forte, tirant des balles en plastique. Au cours de ces terribles affrontements, dix personnes, cinq Africains subsahariens et cinq gardes civils, ont été blessées.

Suite à cette circonstance tragique, Mr Abou Malal DIOP, Ministre des Sénégalais de l'extérieur déclare que « 1200 émigrés sénégalais ont été rapatriés. Ils sont originaires majoritairement des régions de Tambacounda, Matam, Bakel et Louga ».

Ces départs massifs s'expliquent comme le prouvent les résultats d'études menées sur les Sénégalais d'Italie, dans le cadre du projet de l'Université de Turin « Coopération Interuniversitaire Turin-Sahel » appuyé par la région du Piémont, en collaboration avec l'Université Gaston Berger de Saint Louis:

*« Avant tout, dans les récits des migrants, le travail émerge comme motivation centrale de la migration : on bouge de son propre lieu d'origine pour chercher un travail ou un travail meilleur que celui dont on dispose. Toutefois, certaines voix contestent cette motivation : soit en réduisant la composante de la nécessité de trouver un travail, dans la décision de partir, soit en mettant en relief d'autres motifs au départ (la curiosité, le désir de voir et de connaître, l'esprit d'aventure, la volonté de parcourir les expériences des parents et amis et aussi la mode).*

*En deuxième lieu, on décide de migrer car on aspire à une promotion personnelle en termes de carrières ou en termes de d'enrichissement des expériences : dans le premier cas, on cherche une affirmation de ses propres capacités du travail, dans le second cas on estime comme déterminant pour le développement de sa personnalité, l'expérimentation de lieux et de contextes différents des siens.*

*Enfin, en troisième lieu on part pour quitter les rôles et des charges qui sont perçus comme coercitifs, dans la conviction que l'éloignement du lieu d'origine et de la famille permet de vivre plus librement»<sup>8</sup>*

Pour toutes ces raisons, l'émigration vers les pays développés constitue, de nos jours, l'un des sujets de conversation les plus courants dans les milieux populaires sénégalais. La question ne laisse indifférent ni dans les centres urbains où la quasi-totalité de la jeunesse est obsédée par le phénomène *Modou-Modou*<sup>9</sup> ni dans les campagnes où « 70% de l'exode rural est dirigé vers l'étranger » (REMUAO-EMUS 1995)<sup>10</sup>.

Cet état de fait constituait notre inquiétude de départ. Pourquoi, malgré, toutes ces politiques restrictives, observe-t-on une intensification de l'émigration internationale au Sénégal ? Pourquoi, sont-ils prêts à tous les sacrifices et humiliations pour mettre pied sur le Vieux continent Européen?

Cette question d'actualité était notre question de départ dans le cadre du mémoire de maîtrise. Il fallait étudier le pourquoi de l'engouement et l'euphorie de la plupart des jeunes sénégalais et surtout Kébémérois à se lancer dans l'aventure vers les pays développés.

Aujourd'hui, la migration est la chose la mieux partagée dans cette commune. Elle est devenue un phénomène à la mode. Tout le monde veut partir ou au moins avoir des parents émigrés.

Cette complexification de l'émigration, apparaît également au niveau des castes. Nous sommes dans une société Wolof, raison pour laquelle

---

<sup>8</sup> BENENATI Elisabetta, op.Cit. p 23-49

<sup>9</sup> À l'origine, le terme désignait les migrants saisonniers du bassin arachidier sénégalais à la recherche de revenus additionnels dans les grandes villes comme Dakar. Depuis le début des années 90, il s'applique à tous les migrants internationaux quel qu'en soit l'origine.

<sup>10</sup> L'enquête souligne que Sénégal a perdu environ - 0,3% de sa population âgée de 15 ans et plus entre 1988 et 1992.

l'intensification de l'émigration apparaît ici à travers l'implication aussi bien des **\*Géérs** (nobles) que des **Ñeeno** qui représente les castes inférieures.

Ce mimétisme dans les départs qui marque également, l'intensité du phénomène dans la ville, se vérifie à travers le niveau d'étude et les professions des candidats avant qu'ils ne se lancent dans l'aventure de la migration internationale.

Les mouvements migratoires touchent aussi bien ceux qui ont été alphabétisés en langue française (65%)<sup>11</sup> comme en langue arabe que les analphabètes. Etant une zone urbaine, avec la prolifération des écoles, l'enseignement en langue française est de plus en plus généralisé bien que les émigrés dépassent rarement le primaire.

En plus de cela, presque tous les corps de métiers sont concernés par le mouvement migratoire. La majorité des émigrés, avant leur émigration travaillaient dans le commerce et les autres activités de type informel (bijouterie, maçon, menuisier, tailleur, mécanicien, cordonniers etc.).

Dans une perspective d'approfondir nos informations sur le phénomène Modu-Modu à Kébémér, dans le cadre d'un mémoire de DEA en Sociologie, nous voulons articuler cette thématique à la question du changement social qui est en cours de se produire dans le contexte de décentralisation en vigueur dans la plupart des villes du Sénégal comme Kébémér.

L'étude se veut aussi une description des investissements économiques, sociaux, et symboliques des Modu-Modu dans le champ du changement social dans un contexte de décentralisation.

Pour vérifier ce rôle de l'émigration dans les pays d'origine, nous avons mis à profit les préceptes méthodologiques couramment admis en sciences

---

<sup>11</sup> -Seck, Alioune (2004), Les enjeux de l'intensification de l'émigration internationale dans la commune de Kébémér : Analyse anthropo- sociologique du pouvoir des Modu-Modu, Mémoire de Maîtrise, SLD de Mr Abdoulaye Niang, Maître De Conférences, UGB – Saint Louis, Section Sociologie 185 pages.

sociales, en se fondant sur un canevas qui répond à nos objectifs dans cette étude. Le cadre théorique de l'étude qui constitue la première partie, nous a permis d'opérer une conquête de l'objet à travers une problématique et un modèle d'analyse. Vient ensuite la méthodologie qui retrace le protocole de recherche. Après des éléments de monographie sur la commune de Kébémér et une présentation du Plan de développement économique et social, nous avons finalisé les résultats obtenus de l'enquête test sous forme de tendances générales, qui nous serviront de prolégomènes pour la réalisation de la thèse.

CODESRIA - BIBLIOTHEQUE

## **PREMIERE PARTIE : CADRE THEORIQUE ET METHODOLOGIQUE**

Deux chapitres composent cette partie de notre étude. Dans le premier, consacré au cadre théorique, nous avons exposé la problématique de recherche, dégagé des hypothèses et procédé à la construction du modèle d'analyse.

Le second chapitre résume notre démarche méthodologique, dont les parties essentielles sont : la phase exploratoire, le choix des unités d'observation, celui des outils de collecte des données et l'enquête test.

### **CHAPITRE I : CADRE THEORIQUE**

Dans ce chapitre, nous avons fait état de l'intérêt scientifique du sujet ainsi que des objectifs que nous poursuivons à travers cette étude. Après quoi, nous avons exposé notre problématique générale de recherche et construit un modèle d'analyse qui en est le prolongement

#### **Section I. OBJECTIFS DE L'ETUDE ET INTERET DU SUJET**

##### **Paragraphe 1 : Objectifs de l'Etude**

Au terme de cette étude, nous espérons pouvoir atteindre un certain nombre d'objectifs que voici :

- 1- Tester les outils théoriques et méthodologiques que nous aurons utilisé pour faciliter la réalisation de la thèse de troisième cycle ;
- 2- Corriger les insuffisances qui étaient mises en exergue (par le jury) lors de la présentation des résultats de notre mémoire de maîtrise ;
- 3- Approfondir les résultats de nos travaux antérieurs sur le phénomène Modu-Modu à Kébémér, en élargissant le champ d'étude et en intégrant de

nouveaux concepts qui prendraient mieux en compte la problématique posée ;

4- Faire une analyse anthropo- sociologique, du rôle d'intermédiaires, d'interface et de courtiers de développement. Ces derniers, s'ils savent apporter au village des réalisations concrètes ou des financements externes, acquièrent une nouvelle légitimité ;

5- Montrer que les associations de ressortissants dans les zones de départ sont des courtiers en développement dans un contexte de décentralisation. A Kébémér, les ressources de financement du PLD sont essentiellement externes. Leur utilisation devient un enjeu dans le champ politique local. Elle permet à certaines catégories sociales (les jeunes captifs ou les jeunes migrants des lignages dominants ou les jeunes lettrés...) d'entrer dans ce champ ;

6- Montrer que dans les campagnes, "le fait de porter l'idée de développement et de réaliser des infrastructures collectives au village légitime l'accès à l'arène politique locale via la notabilité associative". L'émigration engendre la modernité de l'habitat et le développement de l'urbanisation.

7- Montrer que dans les quartiers, comme dans les campagnes d'origine, L'émigration grâce au capital des Modu-Modu est un facteur d'amélioration de la qualité de la vie des populations locales. Elle permet d'augmenter le pouvoir d'achat des familles où l'on compte au moins un émigré. En même temps, les nouveaux acteurs économiques qui sont les Modu-Modu développent à travers leurs investissements lucratifs, la promotion économique et sociale des populations restées au pays. Enfin, ils interviennent concrètement dans les domaines communautaires comme l'économie, la santé, l'éducation, le sport, la religion et la politique.

## **Paragraphe 2 : L'intérêt scientifique du sujet**

*« Le moment est venu d'examiner dans son ensemble et sous ces divers aspects, la question de la migration internationale qui concerne des centaines de millions de personnes et se pose aux pays d'origine, de transit et de destination. Nous devons mieux comprendre les causes des mouvements internationaux de population et leurs liens complexes avec le développement »<sup>12</sup>*

Ce constat du Secrétaire Général de l'ONU, dans son rapport sur le renforcement de l'Organisation, A 57/387, montre que s'il y a lieu aujourd'hui, plus que jamais de s'intéresser au phénomène migratoire, c'est certes à cause de son intensité de plus en plus effrayante, mais aussi et surtout de ses conséquences socio-économiques qui seraient même les nouveaux déterminants de son ampleur démographique.

Seulement, les analyses portées sur les conséquences de l'émigration internationale dans les zones d'origine qu'elles soient d'inspiration sociologiques ou économiques mettent de plus en plus en évidence la complexité du processus migratoire international. Cette complexité provient du fait que la migration est perçue comme productrices de territoires.

*« La localité d'origine est d'abord et de façon presque élémentaire, un espace producteur à la fois (par effet de voisinage) et révélateur (par ségrégation spatiale d'un groupe homogène) de liens sociaux. Le village et le quartier urbain ont en commun, de permettre aux individus d'être plus facilement accessibles les uns des autres dans un espace qu'ils partagent à des degrés divers.*

*En ce sens, la localité peut constituer un des noeuds primordiaux des réseaux migratoires. Par ailleurs, le village ou le quartier d'origine peut-être un territoire transformé par les investissements économiques, sociaux et*

---

<sup>12</sup> Communiqué de Presse Pop/843, 28 octobre 2000, New York in le nombre de migrants dans le monde [http://www. Un.org](http://www.Un.org).

*symboliques des migrants et qui favorise en retour la diffusion du comportement migratoire »<sup>13</sup>*

En somme la localité de départ est, de ce point de vue, expressive de cette bipolarité à l'œuvre dans les théories migratoires. : L'espace induit une dynamique migratoire au travers des proximités sociales et/ou des proximités spatiales qu'ils suscitent et sollicitent. Le quartier urbain constitue un cadre nouveau pour l'analyse des conséquences des migrations internationales sénégalaises.

De ce fait, le village et le quartier urbain apparaissent dans la littérature scientifique des migrations comme échelles d'observation des comportements migratoires. Ils sont alors des espaces que les migrants traversent, reconstruisent, réinvestissent tant au niveau économique et social, symbolique et identitaire. (Tarrius, 1993 ; Tall, 1994 ; Robin et coll, 1999 ; Dione et Lombard, 2004). Mais, ils ne sont que rarement envisagés comme des lieux d'une détermination contextuelle de la migration. La migration est souvent perçue comme productrice de territoires ;

Dans cette perspective, les deux approches sociologiques examinent notamment les facteurs qui interviennent au cours du processus migratoire et qui peuvent en expliquer les évolutions dans un contexte de décentralisation.

*« Bien sur, le village et le quartier urbain sont présents dans la littérature scientifique sur les migrations. Le premier modèle explicatif est centré autour du réseau migratoire. Il considère la migration comme un système d'acteurs sociaux qui favorisent la transmission de ressources (informationnelles, relationnelles ou statutaires) à l'intérieur d'une structure à forte cohésion. Les liens d'entraide, qui relient les migrants, les migrants de retour et les non-migrants à la fois dans les pays de départ et de destination, ont alors pour fonction principale de minimiser les coûts et les risques de la migration, grâce aux différentes formes d'appui qu'il apporte au migrant.*

---

<sup>13</sup> Dione Babacar (2004), op.Cit, p2

*Le second modèle, celui des causes cumulatives, stipule que le processus de migration modifie les conditions économiques et sociales du lieu d'origine. Ainsi les transferts dus à la migration transforment les structures sociales et économiques, augmentent les inégalités de revenus et intensifient par la même le sentiment de privation chez les non-migrants. Enfin, l'expérience que les migrants accumulent dans les pays d'accueil est susceptible de modifier, dans les communautés d'origine, les perceptions et les valeurs, en créant une véritable "culture de la migration" »<sup>14</sup>*

A cause de cette complexité, nous pensons qu'il est erroné de considérer la problématique des flux migratoires uniquement à la lumière de la force d'attraction qu'exercent les pays de destination. Nous devons également et principalement, nous pencher sur les sources du phénomène qui sont liées aussi aux situations qui prévalent dans les pays d'origine.

Cependant, la plupart des études antérieures sur l'évolution effrayante des mouvements migratoires internationaux avaient développé une approche économiciste sur le thème. L'émigration était perçue comme une simple réponse à la crise socio-économique et un moyen de satisfaction des besoins de premières nécessités.

Aujourd'hui, ce diptyque émigration- promotion socio-économique ne semble plus opératoire ou tout au moins semble être dépassé. D'abord parce qu'il y a une évolution des mobiles des flux migratoires de l'économique vers le social, c'est-à-dire l'apparition de nouvelles exigences qui dépassent la simple sphère économique. Ensuite, il nous apparaît important qu'une approche de type anthropo-sociologique du capital des Modu-Modu doive dépasser la mise en perspective économique du phénomène migratoire. L'innovation de taille de cette étude réside dans le fait que l'analyse du phénomène de migration en tant que fait isolé, constitue aux yeux du sociologue, une démarche sans intérêt. ; C'est pourquoi, il est nécessaire de l'analyser en amont et en aval, c'est-à-dire appréhender les facteurs motivationnels mais aussi ses effets économiques, socio- culturels dans la société.

---

<sup>14</sup> Dione Babacar (2004), op.Cit, p2-3

## **Section II- PROBLEMATIQUE DE RECHERCHE**

Afin de mieux comprendre ce phénomène et encore mieux, si on veut agir sur lui, la démarche la plus appropriée consiste à appréhender ses conséquences dans les pays d'origine.

### **Paragraphe 1 : Le contexte Général de l'Étude**

Dans le contexte de la décentralisation, où les migrations transnationales et internationales sont considérées comme une mobilité géopolitique et géo-économique, ces partenariats peuvent prendre une signification bien particulière pour l'Afrique, dans les rapports Nord-Sud, en matière de solidarité internationale et de développement. Cette étude propose une réflexion sur cette signification.

Cette étude est un essai d'analyse et d'explication des modalités du courtage en développement " dans un contexte de décentralisation comme au Sénégal et à Kébémér plus précisément. Ainsi, Le contexte de la décentralisation nous sert de cadre d'observation au rôle de l'émigration et des émigrés sénégalais dans le processus de changement en cours.

Le choix de ce cadre, s'explique par les mutations démocratiques en cours en Afrique qui se manifeste entre autre par la bonne gouvernance et surtout la décentralisation, qui constitue une réponse possible à la question de la répartition des fonctions administratives entre l'État et les autres collectivités publiques. La décentralisation revient à transférer certaines attributions du pouvoir central au profit d'autres personnes administratives territoriales (département ou commune, par exemple) ou de personnes administratives spécialisées.

Ce qui nous intéresse donc, ce sont les implications sociales et politiques de la décentralisation dans l'espace locale, quitte à ce que celles-ci ne soient pas en congruence avec les objectifs déclarés en termes d'autonomisation et de promotion du développement local.

Au cours de la mise en œuvre d'actions de développement dans un tel contexte, des individus ou groupes font émerger ou exacerber tout un ensemble de pratiques, médiatisées, qui procèdent le plus souvent de la perception différentielle des enjeux de l'action. On tentera donc de comprendre et d'expliquer ces réactions locales face à la décentralisation, qui ont leurs raisons et leurs cohérences, qu'elles soient d'ordre stratégique ou représentationnel.

Ici, la décentralisation se présente sous deux aspects fondamentaux. Il s'agit d'abord d'une rupture par rapport à un ordre ancien, caractérisé par une centralisation dans l'exercice des compétences. Ensuite, la décentralisation est chevillée à des objectifs précis : efficacité et performance dans la gestion des ressources locales.

Dans cette perspective de solidarité qui se pratique aussi bien au niveau national qu'international, en particulier pour aider les pays les plus démunis à se développer, les émigrés et la diaspora d'une manière générale joue le rôle d'interface entre les pays d'origine et leurs partenaires institutionnels étrangers. Dès lors, ils deviennent des courtiers locaux en développement.

En effet, dans le contexte de la décentralisation, les Africains de la diaspora s'organisent de façon formelle dans des associations pour oeuvrer, en partenariat avec les compatriotes demeurés au pays, à la réalisation des projets de développement en terre d'origine. De nouvelles formes de coopération ont vu le jour au courant des années 1990. Il s'agit notamment du partenariat entre les associations diasporiques, les mouvements associatifs ou les organisations non gouvernementales (ONG) du pays hôte.

Ces associations de partenariat et de solidarité internationale ont joué et continuent de jouer un rôle important dans le développement local en Afrique. Leurs interventions ont permis de doter de pan entier de villages et de localités d'infrastructures de base, c'est-à-dire d'écoles, de dispensaires, de centres de santé, de silos de stockage de céréales, d'aménagement de périmètres irrigués, de constitution de banques céréalières, de réseaux d'eau

potable et d'assainissement, etc. Les diasporas participent également à des activités d'économie sociale : développement de micro-financement, transports, coopératives dans divers secteurs, etc.

Construction de classes, de centres santé ou de routes, réalisation de forages, prise en charge de l'impôt des collectivités... A travers de multiples actions, les Africains de la diaspora contribuent beaucoup au développement socioéconomique de leur pays respectif. Dans certaines régions du Mali ou du Sénégal, l'essentiel des infrastructures existantes ont pu être réalisées grâce à l'appui des fils de la localité ayant émigré en Occident.

Ces émigrés, regroupés en organisations et associations, ont tenu à prendre part activement à la résolution de la problématique du sous-développement en Afrique et au sud du Sahara en partie.

C'est pour cette raison que lors du Forum Social Africain, des 22-2 et 26-31 janvier 2005, Mme Brice Monnou, Africaine d'origine vivant en France, vice-présidente du Forum des organisations de solidarité internationale issues des migrations (Forim) a tenu à signaler que

*« La structure qu'elle à l'honneur de diriger regroupe six cent organisations de migrants originaires d'Afrique du Nord, d'Afrique au Sud du Sahara, de l'Asie du Sud Est et des Caraïbes. Ces organisations travaillent, en France, pour l'intégration de leurs membres mais aussi pour le développement des pays dont sont originaires ces membres ».*<sup>15</sup>

Selon elle, les migrants ont des problèmes qui dépassent l'obtention des papiers leur permettant un séjour légal sur leurs terres d'accueil. Mais malgré ces difficultés liées à l'insertion, auxquelles ils se trouvent confrontés, ils travaillent à valoriser leur apport dans le développement des pays hôtes mais aussi dans leurs pays d'origine.

Pour mieux capitaliser cela, Mme Brice Monnou, souligne que :

---

<sup>15</sup>FORUM SOCIAL AFRICAÏN, forum social mondial, Porto Allègre, 22-23 et 26-31 janvier 2005, emigration et solidarité internationale : ces citoyens entre deux mondes

*«Le Forim essaie de mobiliser, de réunir autour d'une plate-forme tous les migrants en France pour créer une mutualisation des forces. A partir de là, nous essayons de créer un partenariat solide avec les Ong du Nord mais aussi du Sud, en tant qu'originaires des pays du Sud.*

*Avec les Ong du sud, nous avons des projets. Il existe des Ong originaires de plusieurs pays africains, qui non seulement envoient de l'argent pour la réalisation d'infrastructures sociales, mais qui développent aussi d'autres formes de partenariat comme, par exemple, le renforcement des capacités des acteurs de la société civile du sud*

*Cet apport est passé d'environ 2 milliards de dollars US à plus de 70 milliards. Cette somme est de loin supérieure à l'aide publique au développement accordée à l'ensemble des pays du Tiers Monde. En outre, cet apport constitue la seule source de revenus pour beaucoup, dans les pays pauvres comme le Sénégal. Donc canaliser un tel apport dans des investissements productifs serait une contribution significative au progrès de ces pays». <sup>16</sup>.*

Ce constat, nous pousse à poser la relation étroite entre l'émigration et le changement social dans un contexte de décentralisation. Ce rapport d'interaction entre les pays d'accueil et les pays d'origine se manifeste par l'engagement volontaire formel des émigrants dans les activités de développement économique, social et culturel de leurs localités ou régions d'origine. Il peut s'agir d'expédition de biens en nature, de transferts de fonds « institués » (des retenues sur salaire effectuées par les services sociaux de retraites, d'allocations familiales, etc.).

L'insertion des diasporas dans le développement de l'Afrique reste donc un projet national et panafricain à approfondir, par des réflexions soutenues.

---

<sup>16</sup> FORUM SOCIAL AFRICAÏN, forum social mondial, Porto Allègre, 22-23 et 26-31 janvier 2005, émigration et solidarité internationale : ces citoyens entre deux mondes

## Paragraphe 2 : Le contexte spécifique

La décentralisation au Sénégal a une histoire lointaine, qui tire ses origines depuis la période coloniale. Déjà vers la fin du XIX<sup>e</sup> siècle, les premières communes ont vu le jour (1872 pour Saint-Louis et Gorée, 1884 pour Rufisque, 1887 pour Dakar). Ce mouvement va se poursuivre après l'indépendance mais sans réellement prendre en compte la nécessité de responsabiliser les populations locales.

Il faudra attendre la fin du XX<sup>e</sup> siècle pour que la décentralisation prenne suffisamment en charge la nécessité de promouvoir le développement local. D'ailleurs, le discours à la nation du Président A. DIOUF du 03 avril 1992, veille de la fête de l'indépendance, faisait nettement ressortir cette option :

*« Des mesures vont être prises incessamment, elles vont dans le sens d'une plus grande participation populaire. Si l'Assemblée Nationale est d'accord, la première de ces mesures portera sur notre politique de décentralisation »<sup>17</sup>.*

L'objectif était de mieux responsabiliser les populations par les réformes de décentralisation dont on peut dire que l'expérience antérieure n'avait pas relevé le défi de la participation populaire au développement.

Ce processus va atteindre son sacré en 1996 avec le vote des lois de décentralisation. La loi 96-06 du 22 Mars 1996 portant Code des collectivités locales réunit les textes de lois de la décentralisation. Elle instaure la région en collectivité locale ; ce qui est un trait caractéristique de la décentralisation sénégalaise. La loi 96-07 du 22 Mars 1996 instaure un transfert de compétences aux collectivités locales.

Le nouveau cadre légal et réglementaire traduit une nouvelle approche du gouvernement dans les politiques de développement. De nouveaux principes

---

<sup>17</sup> Abdou DIOUF, « Discours à la nation du 03 Avril 1992 » In Ministère de la Coopération, *Programme d'Appui à la Décentralisation et au développement urbain au Sénégal (1992-1995)*, p.91

de responsabilité, de désengagement, de participation, etc., guident les nouvelles réformes.

C'est dans ce contexte que le Conseil municipal de la commune de Kébémér a initié une réflexion le 7 octobre 2002 portant sur l'élaboration d'un plan de développement économique et social. Cette volonté a été matérialisée par la signature de deux arrêtés portant nomination du président du Comité de Pilotage et du Comité d'Organisation.

L'enjeu stratégique de l'élaboration du plan est la construction d'une vision partagée du développement de Kébémér. Il intègre le renforcement des capacités de l'équipe municipale, la nécessité de concevoir des programmes susceptibles de mobiliser des financements et le renforcement de la gouvernance locale.

Pour la mise en œuvre de ce plan les autorités municipales de Kébémér doivent nécessairement faire appel Association des Ressortissants de Kébémér, dont le rôle dans le développement local ne peut plus être ignoré du fait des investissements communautaires des Modu-Modu.

Ces associations de ressortissants demeurent pour autant de véritables cadres d'intégration dans les pays d'Accueil et s'affirment comme des entrepreneurs du développement local des pays d'origine.

De ce fait, l'émigration crée de nouvelles sociabilités, de nouvelles associativités comme c'est le cas de l'ARK, (Association des Ressortissants de Kébémér qui regroupe tous les émigrés de Kébémér qu'ils soient en Italie, en France, aux Etats-Unis ou dans la sous région), les Dahira (Mouride, layénne, tidjane ou Khadre) des émigrés, les GIE des émigrés appartenant à la même lignée, etc.

Toutes ces associations constituent un réseau de solidarité, d'entraide et d'assistance mutuelle, mis en œuvre par les Modu-Modu dans leurs différentes zones d'accueil. C'est aussi des associations à fondement

géographique, car elle est constituée sur la base de l'appartenance à une même aire géographique : la ville de Kébémér.

Aujourd'hui à Kébémér, l'enjeu premier de l'intensification du phénomène Modu-Modu réside dans le souci de tout émigré à participer à la mise en œuvre du plan de développement économique et social de Kébémér. Les émigrés apparaissent aux yeux des populations locales et des autorités politiques comme des agents et partenaires au développement suite à l'exercice de leur pouvoir économique.

Ce capital aujourd'hui a considérablement corrigé les inégalités sociales et spatiales des revenus en donnant des réponses aux besoins des populations à faible pouvoir d'achat. Les Modu-Modu se sont responsabilisés dans la prise en charge de leurs problèmes de développement. Ils comptent lutter contre les effets néfastes de l'explosion démographique, de la crise de l'emploi dans le secteur moderne à cause du manque d'infrastructures industrielles dans la ville.

### **Question Générale De Recherche De Recherche**

Dans le cadre de la mise en œuvre de la Décentralisation, les Modu-Modu en tant qu'acteurs de changement social, ne jouent-ils pas le rôle d'intermédiaire et d'interface entre la municipalité de Kébémér et ses partenaires institutionnels dans les pays d'accueil. De ce fait, ne représentent-ils pas des courtiers incontournables dans la mise en œuvre des projets issus de la décentralisation ?

### **Paragraphe 3 : Revue critique de la littérature, ou historiographie de l'émigration internationale articulée au changement social au Sénégal**

*« Aujourd'hui, on estime à plus de 130 millions le nombre de migrants internationaux dans le monde (réfugiés compris). Environ 40 millions se trouveraient en Afrique sub-saharienne. Mais, alors que la question de la mondialisation occupe les débats politique et scientifique, au Nord comme au sud, les Etats adoptent des mesures de plus en plus restrictives pour contrôler les flux de populations et limiter les entrées sur leur territoire. Au cœur de ce paradoxe, les migrations internationales connaissent de profondes modifications. L'origine géographique et la nature des flux changent, de nouvelles modalités de circulations émergent et participent à la restructuration des espaces régionaux et à la construction de nouveaux espaces inter – continentaux »<sup>18</sup>.*

En effet, soumis à une contradiction nouvelle entre libération des échanges et renforcement du protectionnisme sur le plan migratoire, les mouvements de populations mettent en relation de multiples lieux ; qu'ils soient de transit, de destination ou de retour. Cette évolution induit une nouvelle forme de l'espace ; il ne s'agit plus d'un espace continu mais d'un espace structuré qui lie tous les pays du monde.

Dans cette perspective, les candidats originaires d'Afrique de l'ouest cherchent sans cesse de nouvelles alternatives et développent des stratégies pour tenter de contourner les politiques restrictives des PA. Simultanément à ce développement de stratégies de contournement, on observe un élargissement des zones d'origine et une diversification des populations candidates au départ. Les lieux de la migration se multiplient. Les relations entre les pôles de départ, de transit, d'accueil ou de retour se densifient et se complexifient, malgré les contingentements, les systèmes de quotas ou de green- card :

---

<sup>18</sup> NELLY. Robin et Eugenio AMBROSI, Evolution des migrations internationales, [Http://www.ird.sn/activites/mondiali/migra/projet2.htm](http://www.ird.sn/activites/mondiali/migra/projet2.htm).

*« Chacun et chacune évoluent et se recomposent en fonction de la qualité des relations qu'ils établissent avec les autres espaces et les autres sociétés auxquelles ils sont connectés. De nouvelles géographies et de nouvelles réalités sociales de l'émigration ouest- africaine se dessinent ».*<sup>19</sup>

Depuis cette recrudescence, cette dernière décennie, des mouvements migratoires ouest-africaines, sénégalaises plus particulièrement, plusieurs approches ont été tentées pour cerner les conséquences effectives de l'émigration internationale dans le champ du changement social.

### **Les approches économistes de l'émigration internationale**

Quelques soient les sources considérées, le constat est le même : toujours les émigrés injectent des sommes d'argent énormes ce qui laisse une visibilité de l'apport des émigrés dans le développement, en opposition de celui des politiques. En effet, d'après, les sources du Fond Monétaire International (IMF) plus précisément du Data base International Monetary Fund WASHINGTON 2000 :

*« Près de 60 milliards soit 92, 5 millions de dollar américain ont été transférés en 1997 par les travailleurs migrants du Sénégal à l'étranger. Alors que les travailleurs étrangers immigrés au Sénégal n'ont rapatrié durant la même année que 64 millions de dollars américains soit près de 42 milliards de FCFA. Si le solde va en augmentant, c'est du fait que le Sénégal évolue vers un pays d'émigration. »*<sup>20</sup>

Le rapatriement des capitaux des émigrés est estimé à près de 63 milliards de FCFA en 1998. Selon ce même rapport <sup>21</sup>, le dynamisme du secteur des BTP( Bâtiment et Travaux Publics) est lié à la bonne tenue de l'immobilier résidentiel dans les zones urbaines et au rapatriement des capitaux des émigrés. Par ailleurs, le ministre des Affaires étrangères et des sénégalais de l'extérieur MAESE nous apprend que *« 402000 sénégalais de l'extérieur ont envoyé en 1998 près de 5 milliards de FCFA soit 2,3 % du PIB ou 10% des*

<sup>19</sup> NELLY Robin et AMBROSI., Op.Cit.p3<http://www.ird.sn/activites/mondiali/migra/projet2.htm>.

<sup>20</sup> Sérigne Mansour TALL op. Cit. p564.

<sup>21</sup> Sud quotidien du 30 septembre en 1998 : commentaire du rapport de la banque de France de 1988.

*reventus au titre des opérations courantes. Ces chiffres ne concernent que les chiffres officiels».*<sup>22</sup>

Tout porte à croire donc que l'importance de la manne migratoire se mesure à travers son apport local au développement des zones de départ. L'étude d'Idrissa Abdoul KANE confirme les retombées économiques des flux migratoires dans le contexte spécifique de la vallée du fleuve. Pour ce dernier, il ne fait pas l'ombre d'un doute que l'activité migratoire est au centre du revenu des ménages de la vallée et à l'origine d'une élévation du niveau de vie général.

Il va encore plus loin en soutenant que l'efficacité de la manne migratoire va au-delà de ces comptes superficiels et qu'à travers les réseaux d'émigration, elle agit de manière significative sur la pauvreté. Les transferts de fonds des migrants y compris les envois informels, dit « *à la valise* » en direction de leurs familles sont devenus, les moyens privilégiés de se procurer les numéraires nécessaires pour le paiement des impôts et surtout pour répondre aux systèmes d'échange imposés par la monétarisation des rapports sociaux.

Tous ces résultats ne font que prouver pourquoi, l'émigration au Sénégal est perçue comme un facteur de développement local. Ainsi, pour le Sénégal par exemple, en 1994, les envois de ses ressortissants en France étaient au même niveau que les exportations des produits d'arachides. Dans de nombreuses localités de la plupart des pays africains, les envois des diasporas constituent la seule et souvent l'unique source de revenu des individus et des familles.

---

<sup>22</sup> BOUTILLIER J.-P, La moyenne Vallée du Fleuve Sénégal, PARIS, PUF, 1962, 368p cité par Abdoul Idrissa Kane in Kane, L'impact de l'activité migratoire sur la pauvreté dans la commune d'Arrondissement de Golléré, 1999-2000, 86p.

<sup>22</sup> Abdoul Idrissa Kane in Kane, L'impact de l'activité migratoire sur la pauvreté dans la commune d'Arrondissement de Golléré, 1999-2000, p14.

En effet, émigration et immigration ont longtemps étaient considérés comme des freins au développement mais qu'aujourd'hui la nouvelle approche prône leur combinaison pour associer un développement socio-communautaire.

A ce propos S. BREDELOUP en 1994 notait que « *se développant dans les grandes centres urbains français (...) ces groupes de pression parviennent à financer des actions de développement des Etats africains (...)* "Parmi les actions réalisées dans les pays d'origine nous avons en outre : la construction de bureau de poste dans les villages, de nouvelles mosquées, de maternités et de dispensaires. Elles équipent les villages en forages, la construction de cimetières etc. »<sup>23</sup>

### **L'approche stratégique de l'émigration**

Un auteur comme BESCHERS place l'individu au cœur de l'explication des processus migratoires. Il fonde son argumentation sur la capacité d'optimisation de l'individu. Ainsi, il est amené à se focaliser sur les processus de prise de décision qui suscitent la migration. Selon BESCHERS, la décision de partir, au lieu de rester, se fait à la suite d'un calcul rationnel opéré par le migrant. L'ensemble de ces actions délibérément rationnelles – pour utiliser une expression wébérienne – constitue le processus migratoire. De ce fait « *les décisions individuelles de migrer sont soumises à la contrainte des modes d'orientations, des facteurs sociaux et des processus de décision socio-psychologique* »<sup>24</sup>. Mais comme la plupart des individus sont membres d'une famille, celle-ci intervient de façon décisive sur la prise de décision.

Dans son ouvrage intitulé « *International Migration* », Petersen WILLIAM affirme que "*toute étude sur l'émigration doit accorder une attention particulière aux migrants, car ce sont ces acteurs individuels qui décident en*

---

<sup>23</sup>

<sup>23</sup> S. BREDELOUP, cité par Sérigne Mansour TALL, op.cit, p563

<sup>24</sup> BECHERS, J.M, KUBAT, D et HOFFMAN, N., *Migration : Vers un nouveau paradigme*, in Revue Internationale des Sciences Sociales, Vol XXIII, 1981, N°02, p 345

*dernier ressort – dans la limite des contraintes sociales s’entend – s’ils doivent migrer ou pas*<sup>25</sup>. Elle découle d’une certaine vision de la nature humaine qui fait de l’homme, un fin stratège capable d’optimiser ses choix, d’où la notion « *d’acteur social calculateur.* » Cette approche considère la migration comme une solution qu’apporte un sujet, aux problèmes qu’il rencontre dans sa communauté. Or, nous considérerons à la suite de Michel CROSIER : « *qu’une solution est toujours contingente, car n’étant ni la meilleure ni la seule possible* ». <sup>26</sup> A cela, s’ajoute l’effet contre intuitif et les effets pervers qui caractérisent toute action humaine.

C’est pourquoi, nous estimons que la recherche de capitaux ne saurait à elle seule expliquer la migration de plus en plus importante des populations sénégalaise, surtout de sa frange la plus dynamique et la plus active. Les facteurs de la migration sont à la fois objectifs et subjectifs et montrent l’impérieuse nécessité de multiplier voir croiser les approches. Ceci amène Mourtala Mboup, à affirmer que :

*« Le sens de l’honneur qui implique chez les wolof les notions de jom (fierté) et de nawlé égaux sociaux) et qui assigne à l’individu la tâche de relever le défi social en se hissant à la performance des gens de sa classe d’âge, constitue un ressort qui déculpe la pression migratoire »*<sup>27</sup>.

De même, de l’avis de Awa Ba « *si le prestige d’une famille se mesure à l’aune de la réussite de ses membres, réciproquement bien s’occuper de sa famille à pour vertu de rehausser son prestige aux yeux de celle-ci. C’est la raison pour laquelle tout un sentiment de défi à relever accompagne le Modu-Modu à l’égard de ses compères, de sa famille et, partant, de la société globale. Il revient à cet acteur l’ardue tâche de faire honneur à sa famille* ».

---

<sup>25</sup> PETERSEN William., Cité d’après KUBAT D et HOFFMAN N., op. Cit. p347

<sup>26</sup> CROSIER, M et FRIEDBERG, E., *L’acteur et le système: les conditions de l’action collective*, Paris, Le Seuil, 1992, p12

<sup>27</sup> M.Mboup, *les émigrés, agents du changement social*, Paris, l’Harmattan, 2000, 171

## L'approche marxiste de l'émigration

Ce modèle que nous avons rencontré dans l'ouvrage de Rica SERGIO<sup>28</sup> traitant des migrations internationales en Afrique, colle bien avec notre étude du phénomène Modu-Modu.

En effet, le modèle marxiste<sup>29</sup> annoncé par Samir AMIN et AMSELLE<sup>30</sup> récuse les interprétations conventionnelles du phénomène migratoire et considèrent que les formules mathématiques ne peuvent cacher l'inexactitude et l'incohérence des prémisses qui les sous-tendent.

Les migrations ne sont pas le résultat du mouvement de quelques variables économiques et on ne peut, en tout cas, les réduire à des phénomènes fondés sur des motivations personnelles. Elles sont plutôt l'effet d'un développement inégal, imposé par les pays industrialisés à une périphérie maintenue sciemment, dans un état de dépendance économique. Pour ces marxistes, l'existence dans les pays africains d'une économie à double vitesse avec un secteur à haute intensité de capital, produisant pour l'exportation et un secteur traditionnel sacrifié au profit du premier et qui leur sert de pourvoyeur de main-d'œuvre, créé depuis l'époque coloniale, engendre une situation de dépendance entre le secteur traditionnel de ces pays et le secteur industriel et entre les pays en voie de développement et les pays développés. Dans ce contexte, la migration n'est rien d'autre que le mouvement naturel des individus de la périphérie sacrifiés vers le centre privilégié.

Cette approche met donc l'accent non sur l'individu, mais sur la communauté. Ainsi, d'après cette perspective, l'importance du flux migratoire varierait en fonction de la situation sociale, économique et des contraintes qu'exerce la société sur ses membres.

---

<sup>28</sup> SERGIO, R., *Migrations Internationales en Afrique : aspects légaux et administratif*, 1995, p67

<sup>29</sup> Pour l'approche marxiste, les auteurs qui s'y réfèrent sont nombreux, mais nous avons choisi arbitrairement les études qui concernent directement l'Afrique.

<sup>30</sup> AMIN Samir (SDL) et AMSELLE, J.L., *Les migrations africaines : réseaux et processus des migrations*, 1976, p 16

Dans cette perspective, Sérigne Mansour Tall estime que

*« Si l'émigration a fortement marqué les évolutions sociales et économiques du Sénégal, c'est parce que l'émigré est perçu au comme un modèle de réussite. Il effectue des transferts financiers destinés à l'entretien des familles et aux financements de bien d'autres investissements. Autrement dit, l'émigré grâce à sa manne financière s'affirme comme un acteur de développement local. L'analyse des migrations doit être approfondie. Le départ est plus souvent lié à la volonté de contribuer à l'avenir de la communauté villageoise ou urbaine qu'à la fuite individuelle devant la misère ».*<sup>31</sup>

Cette remarque de Sérigne Mansour Tall, montre que si le mouvement migratoire ne cesse de s'intensifier c'est parce que le visa est désormais perçu par les candidats au départ comme un sésame devant ouvrir beaucoup de portes car « le fonctionnaire qui était adulé, n'est plus l'acteur de référence »<sup>32</sup>

### **L'approche constructiviste de la migration internationale, une critique des approches marxistes et néo-libérales,**

La question de la migration internationale est complexe pour être analysée selon un unique, celui, structurel, mécaniste et déterministe. Récusant les approches marxistes et néo-libérales, Sylvie Bredeloup et Robin Nelly s'inscrivent dans une démarche constructiviste en articulant espace d'émigration et espace d'immigration.

Selon ces derniers, « l'espace migratoire est à penser comme un continuum d'échelles internationales, inter-africaines, inter ou intra-régionales reliées entre elles. De la même manière, la complexité de l'architecture des migrations ne permet plus de situer le migrant dans la perspective d'une simple

---

<sup>31</sup> Sérigne Mansour TALL, op.Cit, p549.

Sérigne Mansour TALL, op.Cit, p564.

<sup>32</sup> Sérigne Mansour TALL, op.Cit, p564.

*alternative entre le rural et l'urbain ou entre le lieu de départ et de retour. Son espace est à géométrie variable, modulable dans le temps et hiérarchisé ; Le migrant fluctue entre un espace de transit multipolaire ( métropole capitale régionale, village), un espace de ré émigration d'où il rebondit vers d'autres lieux de fixation, et un espace d'investissement. De plus en plus, il évolue dans une logique de tension perpétuelle entre d'ici et l'ailleurs »<sup>33</sup>*

Dans cette perspective, toute tentative de séparation de ces deux espaces reviendrait à étudier l'effet sans cause ou la cause sans l'effet.

### **Les approches qualitatives de type anthropo-sociologique**

Dans cette perspective, Murduck préconisait que « l'étude sur la migration doit porter sur les « dysfonctionnements de différents types qu'elle entraîne »<sup>34</sup>

Il s'agit d'apprécier les évolutions récentes de la migration internationale d'un point de vue numérique, psychologique, culturel et socio-économique, d'analyser les nouvelles stratégies de développement initiées par les migrants, et les dynamiques sociales et sociétales qu'entraîne la migration.

Dans un autre registre, Philippe L. DELVILLE, estime que « l'activité migratoire est la principale source des revenus familiaux qui permet la régulation des valeurs socioculturelles fondamentales »<sup>35</sup>.

Cette approche anthropologique permet d'élucider les conséquences des investissements socio-culturels Cette perspective analytique a été dégagée d'une part par Mourtala MBOUP et d'autre part par El Hadji Djily Mbaye LO.

---

<sup>33</sup> A. Tandian, Des migrations internationales à la question identitaire : redéfinir le statut des migrants Haalpulaar et évolution des rôles féminins dans la vallée du fleuve Sénégal, thèse de doctorat, Université de Toulouse, Le Mirail, p.182

<sup>34</sup> Murduck, M.S, Le suivi des activités agricoles dans la moyenne vallée du fleuve Sénégal, Birgham, IDA, 1989, 241p cité par Abdoul Idrissa Kane in Kane, L'impact de l'activité migratoire sur la pauvreté dans la commune d'Arrondissement de Golleré, 1999-2000, p14.,

<sup>35</sup> Philippe L. DELVILLE, Association émigrés et transformation dans la vallée du Fleuve Sénégal, in du Foyer au village, St Louis, CIFA, 1994, p22,

Pour Mourtala MBOUP:

*« Avec l'émigration, il y a une volonté de procéder à une redistribution des rôles, dans un souci de rationaliser l'usage des contributions financières émanant des Modu-Modu. Cette reconstruction des rapports sociaux se fait avec beaucoup de diplomatie. Concrètement, cela se traduit par l'estimation et la fixation du budget mensuel familial à un montant déterminé ».*<sup>36</sup>

Grâce à leurs contributions dans l'amélioration des conditions de vie dans leurs PO, les émigrés ont désormais la possibilité de rejeter les normes de leur classe d'appartenance et de suivre les normes de la classe moyenne. C'est-à-dire, que les émigrés ont la capacité de résister à la pression du conformisme à l'intérieur de leur groupe d'appartenance, qu'il soit la caste, la catégorie socio-professionnelle, la génération ou le genre.

Pour sa part, El Hadji Djily Mbaye LO soutient que :

*« Avec l'émigration, beaucoup de considérations sociales sont devenues désuètes. Dans les relations sociales, les populations ne font plus référence au système des castes. Nous vivons désormais dans une société où l'actualisation d'un statut est fonction de la qualité des conditions socio-économique de vie de l'individu.»*<sup>37</sup>

Dès lors, les relations de supériorité et d'infériorité dans les relations interpersonnelles suivant la référence aux groupes d'appartenance, ne sont plus à l'ordre du jour. Ce qui compte, c'est la capacité de la personne à satisfaire ses propres besoins et à pourvoir aux besoins des autres. La supériorité entre les personnes est plutôt fonction de la richesse économique et matérielle.

---

36 Mourtala MBOUP, op.cit, 30p

37El Hadji Djily Mbaye LO, L'émigration, un facteur de changement social : impact du phénomène migratoire sur le système des castes et les relations de genre dans la ville de Louga, UCAD, Faculté des lettres et sciences humaines, Département de Philosophie, sous la dir. Pr. Malick NDIAYE, 1997-1998,p17.

Comme le souligne le Pr. Abdoulaye Niang, lors de nos entretiens exploratoires :

*« L'émigration internationale constitue un manque à gagner pour le pays, le village ou la ville d'origine des émigrés. Ce sont des compétences, des bras valides, la plupart étant des jeunes et des adultes, donc des ressources humaines qui partent. Et ces candidats au départ sont très attachés à leur terroir d'origine. Ils partent massivement avec un projet d'accumulation de capital économique afin d'assurer leur promotion sociale et économique et celle de leurs familles. L'intérêt des Modu-Modu est donc d'investir dans les rapports sociaux pour pouvoir prétendre à une ascension, une considération et une réinsertion sociale. L'essentiel est de connaître l'orientation qui est donnée aux investissements des émigrés, les opportunités d'emplois et de salaires qu'offrent les pays de destinations, les causes de l'euphorie et de l'engouement des jeunes comme des femmes, des élèves, des enseignants à émigrer »*

A cause de cette intervention, le visa est désormais perçu par les candidats au départ comme un sésame devant ouvrir beaucoup de porte. En plus le fonctionnaire qui était adulé, n'est plus l'acteur de référence.

C'est l'ensemble de ces changements sociaux que nous voulons appréhender à travers une étude d'impact et de sens de l'émigration internationale dans un contexte de décentralisation. Seulement, l'analyse des migrations sous une optique de gain, met en lumière l'implication des sénégalais de l'extérieur à titre de partenaires (formels ou informels) dans les projets de développement local dans leurs régions, villes et villages d'origine.

Nous pensons que le quartier urbain et le village constituent un cadre nouveau pour l'analyse des conséquences socio-économiques, symboliques et politiques des migrations internationales. Selon analyse, la ville n'est plus un lieu d'étape pour les candidats à la migration mais un lieu de réinvestissement économique pour les migrants de retour. C'est désormais un lieu où, des individus à l'instar des Modu-Modu, émergent par ruptures

successives avec le groupe (famille, lignage et ethnie...) et son territoire qui les a vu naître, et grandir.

S'inspirant de cette nouvelle approche de migrations internationale, nous allons tenter d'examiner les conséquences du capital des Modu-Modu dans le champ général du changement social mais dans un contexte spécifique de Décentralisation dans la zone de Kébémér. A travers cette étude nous voudrions montrer le rôle quartier urbain et du village à l'intérieur des dynamiques migratoires.

A l'encontre des analyses habituelles, et s'inspirant fondamentalement des approches qualitatives de type anthropologique, nous tentons de construire notre objet en vue de comprendre cette nouvelle dynamique migratoire dans les zones urbaine.

Ces apports des sénégalais de l'extérieur peuvent représenter une source appréciable de financement. De manière générale, à travers cette étude nous mettons en évidence trois grands secteurs dans lesquels s'opère l'interaction entre le capital des Modu-Modu -pays d'origine : 1) son rôle dans le secteur du développement local ; 2) son rôle aussi dans le secteur de leur réinsertion socio-économique; 3) et la recomposition du lien social qui en résulte.

L'approche anthropo-sociologique , d'après laquelle, nous allons développer notre projet, estime qu'un fait ou un phénomène humain n'est pas du tout expliqué si nous l'abordons d'une seule manière. Par souci de précaution, nous adoptons le principe d'un double discours qui relève à la fois de l'Anthropologie et de la Sociologie

### **QUESTION SPECIFIQUE**

L'investissement du capital des Modu-Modu dans le développement local urbain, tout en participant par effet d'entraînement à la recomposition du lien social grâce à l'ajustement des inégalités socio-économiques, ne constitue-t-il un facteur de mobilité sociale,d'une manière générale de changement social ?

### **Section III : CONSTRUCTION DE L'OBJET**

#### **Paragraphe 1 : HYPOTHESES DE RECHERCHE**

**1. Hypothèse principale :** Dans le contexte de la décentralisation, l'investissement du capital des Modu-Modu dans le développement local urbain, tout en participant par effet d'entraînement à la recomposition du lien social grâce au pouvoir qu'il leur confère, remplit le rôle de mobilité sociale donc de changement social

#### **2 : Hypothèses secondaires**

**2.1.** Les Modu-Modu grâce à leur implication dans la mise en œuvre du PLD de Kébémér, constituent une interface incontournable entre cette municipalité et ses partenaires institutionnels (O.N.G, service de l'Etat, collectivité....) dans les pays d'accueil. De ce fait, ils représentent des courtiers locaux incontournables dans la coordination et la mise en œuvre des projets issus de la décentralisation.

**2.2.** A Kébémér, dans le champ du changement social en cours, le capital des Modu-Modu, est réinvesti dans les rapports sociaux, pour servir aux classes ou castes inférieures de mobile, d'indépendance économique, de redistribution des statuts et rôles sociaux, d'ascension sociale, et/ou pour les groupes supérieurs de maintien de la position initiale occupée dans la hiérarchie sociale.

## **Paragraphe2 : APPROCHE CONCEPTUELLE**

Pour tester la validité empirique de nos hypothèses, nous faisons appel à un appareillage conceptuel ou grille de lecture qui repose sur un certain nombre de notions clés, empruntés ou construits mais dans tous les cas réadaptés à notre objet d'étude, grâce à une relecture critique s'appuyant sur la phase exploratoire et des lectures systématiques. Ainsi, il apparaît nécessaire de préciser la signification que nous donnons à ces concepts.

### **Le Modu-Modu**

Le terme « modou-modou » a pris plusieurs sens depuis son apparition dans les années 80 en remplacement du terme « francenaabé » et avec l'apparition d'un nouveau type d'acteur spécialisé dans le commerce, notamment celui de la rue. C'est à la suite de cela que Mourtala MBOUP dira que son origine wolof atteste que des ressortissants de cette ethnie composent l'essentiel de ces Modou-Modou spécialisés dans le commerce de la rue.

A la suite de ce dernier, Ibou SANE<sup>38</sup> définit le modou-modou comme le commerçant qui vend du tout et du n'importe quoi. C'est ainsi un mode de vie épinglé par les populations sénégalaises.

Quant à Malick NDIAYE<sup>39</sup>, le modou-modou serait le commerçant économe, sobre, peu dépensier, épargnant intraitable qui a l'indice est d'un progrès social en même temps qu'économique. Etant entendu qu'il rationalise la conduite économique en libérant le rapport économique du cadre social qui l'empêche de se développer. Il donne ainsi une réponse économique au problème de la société d'accaparement. Il opère des modifications sur le plan de la gestion de l'épargne et de l'investissement, il adapte son train de vie et

---

<sup>38</sup> SANE, I., De l'économie informelle au commerce international: Le réseau des marchands ambulants sénégalais en France, Thèse de doctorat à Université de Lyon II, mai 1996, p 41

<sup>39</sup> NDIAYE, M., l'irrésistible ascension des modou-modou, in Quotidien Wal Fadjiri, N°495, mardi 19 et mercredi 20 octobre 1993, pp 7-8.

limite ses prestations sociales (dons et échanges), au lieu de subordonner son Geschäft (affaire commerciale) à sa vie sociale et son affaire.

Awa BA<sup>40</sup> perçoit le modou-modou à cheval entre deux mondes et deux rationalités et inscrit dans une logique de métissage économique-culturel dont la finalité est la création d'une nouvelle pratique socioculturelle.

Selon ces différentes conceptions, le terme « modou-modou » a subi un glissement de sens car, du « kaw-kaw » qui, dans l'imaginaire collectif des citadins, était fortement ancré dans la culture locale, qui développe des réflexes de paysans même au cœur de la modernité, s'est substitué le « modou-modou » comme acteur de la scène économique le plus en vue actuellement. Parti de rien, souvent sans instruction ou au plus avec un niveau généralement faible, il est parvenu à s'octroyer une solide assise économique hors des structures formelles de l'emploi.

**Pour nous, c'est quelqu'un qui développe des réflexes de paysan même au cœur de la modernité. Ayant accumulé un capital financier à force de travail et d'abnégation, il est propulsé de façon inopinée dans le monde de l'abondance mais il reste plus que jamais enraciné dans son système de valeurs culturelles et morales dont il ne cesse de véhiculer les codes.**

Cet acteur n'est pas toujours un rural mais aussi de plus en plus d'ailleurs un citadin ayant dans certains cas fréquenté les structures formelles de formation (école, université, institut, etc.) et même d'emploi (usine, gouvernement, arme, etc.) Cet acteur est confiné dans un double référentiel de la tradition et de la modernité. Nous percevons le Modu-Modu à cheval entre deux mondes et deux rationalités qui l'inscrivent dans une logique de métissage économique-culturel dont la finalité est la création d'une nouvelle pratique socio-économique et culturelle.

---

<sup>40</sup> BA, A., *l'impact de l'environnement socio-culturel et politico-économique sur les stratégies d'accumulation et d'utilisation du profit par les acteurs du secteur informel: L'exemple des modou-modou du Département de Louga*, Mémoire de maîtrise, Université Gaston Berger de Saint-louis, Année académique 1995-1996, pp 22-23.

## Décentralisation

La notion de décentralisation est avant tout à lier à la question de l'administration et à l'exercice du pouvoir dans les Etats ou bien dans les entreprises.

Le Lexique des termes juridiques définit la décentralisation comme « *un système d'administration consistant à permettre à une collectivité humaine ou à un service de s'administrer eux-mêmes sous le contrôle de l'Etat, en les dotant de la personnalité juridique, d'autorités propres et de ressources.* »<sup>41</sup>

Ainsi; définie, la décentralisation, qu'elle soit technique ou territoriale, suppose une relative autonomie vis à vis du pouvoir central, ainsi que le contrôle de certaines ressources. Cette définition nous semble réductrice dans la mesure où elle ne prend en compte que l'aspect administrative. La mise en œuvre de la décentralisation nécessite aussi la création de structures intermédiaires, entre les collectivités locales et l'Etat, en vue d'une meilleure coordination des actions.

Abdoulaye NIANG définit la décentralisation comme « *un processus par lequel l'Etat central transfère aux collectivités locales des compétences qui lui étaient anciennement dévolues et dont la visée est de permettre une gestion plus performante des ressources.* »<sup>42</sup>

Ici, la décentralisation se présente sous deux aspects fondamentaux. Il s'agit d'abord d'une rupture par rapport à un ordre ancien, caractérisé par une

---

<sup>41</sup> Raymond GUILLIEN, Jean VINCENT, Lexique des termes juridiques, Paris, Dalloz, 1993, p.177

<sup>42</sup> Abdoulaye NIANG, « La société civile, une réalité sociale en question » In Revue de Sociologie, n°2-3, Janvier 1999, p.71

centralisation dans l'exercice des compétences. Ensuite, la décentralisation est chevillée à des objectifs précis : efficacité et performance dans la gestion des ressources locales.

Toutefois, nous pensons que la décentralisation représente beaucoup plus qu'un transfert de compétences de l'Etat central vers les collectivités locales. Mieux, elle doit permettre aux populations d'obtenir des pouvoirs de décision et jeter les bases institutionnelles à la promotion du développement local.

Dans Les Cahiers de l'Alternance, Oumar DIAGNE définit la décentralisation en ces termes : « *Un mode de gestion fondé sur la dévolution aux populations des pouvoirs d'initiative de décision sur l'ensemble des questions qui les concernent.* »<sup>43</sup>

Il s'agit donc de restituer aux populations des pouvoirs d'initiation et de décision ; ce qui nécessite la création d'instances locales plus au moins autonomes, qui ne sont pas que de simples agents du pouvoir central.

## **Coordination**

Etymologiquement, la notion de coordination viendrait du latin « *ordinatio* », qui signifie mise en ordre. Le *Dictionnaire Hachette* définit la coordination en ces termes : « *action de coordonner, état de ce qui est coordonné* »<sup>44</sup>. Toujours selon le même dictionnaire, coordonner c'est « *organiser dans un rapport de simultanéité et d'harmonie dans un but déterminé* »<sup>45</sup>. Ici, la coordination est conçue à la fois comme activité organisationnelle et comme résultat de cette activité. La coordination, c'est aussi l'« *action de coordonner les objectifs et l'utilisation des moyens dévolus à chaque fonction et unité opérationnelle afin d'assurer la convergence des actions dans l'entreprise vers les objectifs de la direction générale* »<sup>46</sup>.

---

<sup>43</sup> Oumar DIAGNE (dir.), Les Cahiers de l'Alternance, n°5, Avril 2002, .p.5

<sup>44</sup> Dictionnaire Hachette, Edition 2003, p.376

<sup>45</sup> Dictionnaire Hachette, op.Cit. p.376

<sup>46</sup> HEC, *Politique générale d'entreprise*, Paris, Inter-Éditions, 1993, p.578

Ainsi définie, la coordination désigne les modes de collaboration institués entre les unités d'une même entreprise. Cette approche se rapporte directement au problème de management des entreprises. Elle permet de mesurer la liaison entre unités de services et le degré de centralisation/décentralisation qui en résulte.

Pour nous, la coordination **c'est l'ensemble des mécanismes de concertation, d'harmonisation et de mise en réseau des actions et des acteurs au sein d'une organisation, afin d'assurer une relative homogénéité des objectifs poursuivis. Elle doit donc nécessairement s'appuyer sur des mécanismes de planification et de prises de décisions concertés entre les différents acteurs.**

Deux dimensions de la coordination retiennent ici notre attention :

- la médiation entre les différents acteurs engagés dans la réalisation d'objectifs communs, afin de garantir le compromis ;
- la circulation de l'information qui fluidifie les relations entre acteurs et facilite les prises de décisions

### **Développement local urbain**

Depuis quelques décennies, la notion de développement local occupe une place de choix dans le vocabulaire des « développeurs », malgré la diversité des approches.

Dans **Les Cahiers du Congad**, Birane Owens NDIAYE définit le développement local comme « *la participation des différents acteurs à la libéralisation des initiatives, en particulier, celles locales et communautaires* »<sup>47</sup>.

---

<sup>47</sup>- Birane Owens NDIAYE, « Rôle des ONG dans la décentralisation pour un développement local » In Les Cahiers du Congad, n°, Janvier 1999, p.37

L'auteur privilégie une approche du développement centrée sur la contribution effective des populations locales aux initiatives de développement. La revalorisation de l'échelon local semble donc être le point de rupture par rapport aux expériences antérieures de développement.

Quant à Jean BONNAL, « *le développement local est une démarche globale de mise en mouvement et en synergie des acteurs locaux pour la mise en valeur des ressources humaines et matérielles d'un territoire donné, en relation négociée avec les centres de décision des ensembles économiques, sociaux et économiques dans lesquels ils s'intègrent* »<sup>48</sup>

Cette définition semble mettre en exemple deux aspects fondamentaux du développement local :

- il doit être global et intégré, c'est à dire que les facteurs économique, social et culturel doivent être pris de concert ;
- le développement local doit s'appuyer sur une collaboration et un compromis explicites entre les populations locales et les instances de décisions auxquelles elles sont rattachées.

Par développement local urbain, nous entendons **l'amélioration globale des conditions de vie des populations urbaines, par des actions de développement associant organisations de la société civile et acteurs institutionnels**. On comprendra donc que le terme « local » ne veut pas dire autarcie ou autosuffisance mais rend compte d'une approche « par le bas », à partir des espaces locaux connectés à des ensembles plus larges. Pour qu'il soit local, le développement doit être, sinon pris en charge, du moins soutenu par les populations de base.

En milieu urbain, le quartier semble être un espace favorable au développement local, pour deux raisons fondamentales :

- la multiplicité des acteurs qui y interviennent ;

---

<sup>48</sup> Jean Bonnal, *Participation et risques d'exclusion*, Rome, FAO, 1995, p.14

- c'est au niveau des quartiers que l'on peut constater une forte identification des populations à leur terroir

### **Le lien social**

Selon Dominique MEDA, "le lien social c'est ce qui fonde la co-appartenance des individus à un même espace social, ce qui fait qu'ils sont tous membres d'une même société, donc que tous à la fois acquiescent à l'ensemble des règles qui la régissent et qu'ils agissent perpétuellement pour adapter ce lien au type de société qu'ils voudraient."<sup>49</sup> On remarque que pour MEDA, le lien social est avant tout un lien politique à travers lequel les individus sont déjà tenus ensemble, du fait même, qu'ils naissent dans une société donnée, et à travers lequel ils décident des règles fondamentales de la vie en société. Autrement dit de la constitution des lois, des institutions politiques, des modes de fonctionnement démocratique.

Quant à André AKOUN et Pierre ANSART, ils définissent le lien social comme étant "*ces formes de relations qui lient les individus à des groupes sociaux et à la société qui leur permettent de se socialiser, de s'intégrer à la société et d'en tirer les éléments de son identité.*"<sup>50</sup>

Ces deux définitions aussi claires qu'elles puissent être ne nous édifient que sur la nature objective du lien social et non sur ses fondements. C'est pourquoi, nous allons essayer de visiter quelques théories du lien social afin de cerner les dimensions fondamentales de cette notion. En effet, il existe trois regards portés sur le lien social.

Le premier est celui de la contrainte; il a été théorisé pour la première fois par Thomas HOBBS. Pour ce dernier, l'homme étant un loup pour l'homme, seul un Etat Léviathan peut expliquer à long terme que les hommes acceptent de vivre ensemble.

---

<sup>49</sup> Dominique MEDA.; *Le déclin du travail*, in, Sciences humaines n°13, 1996, p 18

<sup>50</sup> André AKOUN, Pierre ANSART.; *Le Robert: Dictionnaire de sociologie*, Paris, Edition du seuil, 1999, p 307.

Ainsi, l'ordre et le lien social s'appuient sur le pouvoir, les lois et les règlements et sur la force des institutions qui encadrent les individus. En retour, cette contrainte assure la protection et l'assistance à tous.

Pour les adeptes du contrat social, le lien social résulte d'un contrat passé entre les individus ou groupes. Du coup, les gens entrent en société par un accord d'échange fondé sur les intérêts de contractantes.

En fin, les théoriciens de la socialisation, pour leur part, fondent le lien social sur la socialisation primaire, la culture, les normes, les habitudes, les coutumes, les relations de sociabilité, les conventions etc..... En effet, pour ces derniers, l'être humain est comme un animal social, fait pour vivre en société.

Dans ce travail, **nous allons définir le lien social comme l'ensemble des règles qu'un groupe social se donne pour rendre la coexistence de ses membres, moins conflictuelle.**

### **Recomposition du lien social**

Ce concept sociologique introduit d'abord l'idée d'un changement. Or, en sociologie il existe diverses manières de comprendre le changement comme le postulent Crozier et Friedberg,

Aux yeux de Crozier et Friedberg, la reconstitution du lien social « *procède non pas des structures sociales elles-mêmes, mais des acteurs. Il s'agit d'une opération qui met en jeu non pas la volonté d'un seul, mais la capacité de groupes différents engagés dans un système complexe à coopérer autrement dans la même action. La refondation réussie ne peut donc être la conséquence du remplacement d'un modèle ancien, par un modèle nouveau qui aurait été conçu d'avance par des sages quelconques; il est le résultat d'un processus collectif à travers lequel sont mobilisées, voire créées, les ressources et*

*capacités des participants nécessaires pour la constitution de nouveaux jeux. »<sup>51</sup>*

Elle est aussi la transformation des caractéristiques et modes de régulation d'un système. Dans ce cas, il y a la découverte, voire la création et l'acquisition par les acteurs concernés, de nouveaux modèles relationnels, de nouveaux modes de raisonnement, bref de nouvelles capacités collectives. Les rapports de force ne changent que quand une capacité nouvelle de résoudre les problèmes d'organisation collective s'est affirmée. Les rapports de force se transforment lorsqu'une capacité meilleure commence à faire ses preuves à travers une forme d'organisation nouvelle.

Alors, la recomposition du lien social signifie le fait que les émigrés grâce à leur pouvoir d'achat de plus en plus élevé soient reconnus aujourd'hui parmi les élites économiques de leur société. Si jadis, la plupart d'entre eux étaient reléguée au second plan et n'avaient pas le droit à la consultation par rapport aux décisions fondamentales qui concernent leurs familles et la société entière ; **de nos jours grâce à leur capital économique, ils s'affirment comme des acteurs de développement local et des personnalités importantes dans leurs sociétés. Cette ascension social des 'émigrés issus de groupes (génération, caste, genre ...) va transformer les rapports sociaux**, du fait qu'ils deviennent aujourd'hui des courtiers locaux incontestés en développement dans les pays d'origine comme le Sénégal.

### **Courtiers locaux en développement**

Parmi une gamme assez large d'intermédiaires, les courtiers locaux en développement sont définis comme "ces acteurs sociaux implantés dans une arène locale (dans laquelle ils jouent un rôle politique plus ou moins direct) qui servent d'intermédiaires pour drainer (vers l'espace social correspondant

---

<sup>51</sup> CROZIER Michèle et FRIEDBERG Erhard, *L'acteur et le système*, Paris, Seuil, 1977, 334

à cette arène) des ressources extérieures relevant de l'aide au développement... les courtiers en développement sont les personnages clés de l'irrésistible quête de projets menés dans les villages africains et autour d'eux".<sup>52</sup>

L'apparition des courtiers est replacée dans la genèse et la nature des Etats africains. "Dépendante matériellement de l'extérieur, la classe politique s'est alimentée, dans les pays les plus pauvres d'Afrique, de la taxation du commerce transitaire international et du transfert des fonds d'aide au développement plutôt que de revenus générés de manière interne... L'aide au développement a été par conséquent, depuis les indépendances, un élément essentiel de la médiatisation de la souveraineté étatique en permettant l'ancrage des structures clientélistes à l'intérieur de ces sociétés -- à l'inverse de l'interprétation des praticiens et experts occidentaux du développement qui voient dans la prépondérance des relations clientélistes un héritage déplorable du traditionalisme des Etats africains" (p.9).

L'évolution des modalités de l'aide et les processus de libéralisation économique, de démocratisation politique et de décentralisation, renforce encore les opportunités pour les courtiers. "L'étude empirique des courtiers de développement introduit par conséquent à une réflexion plus large sur les rapports entre les Etats africains, les modes locaux de gouvernance et les organisations intermédiaires" (p. 13). La "société civile" n'est pas un mystère : "Tout simplement, ce sont ces multiples associations, ONG locales et groupements de tous ordres qui constituent le référent concret de cette "société civile" tant invoquée.

Au delà des caractéristiques et des trajectoires des courtiers, l'intérêt de ce travail est de faire apparaître **ce besoin d'intermédiation à cause de l'existence d'une multitude de champs ou d'arènes, non stabilisés, en recomposition, ouverts à une pluralité de normes. Ce qui conduit à une pluralité d'intermédiaires (dont les courtiers) et de formes**

---

<sup>52</sup> **Thomas Bierschenk, Jean-Pierre Chauveau et Jean-Pierre Olivier de Sardan (Sous la direction de), (2000), *Courtiers en développement, les villages africains en quête de projet*, APAD- KARTHALA, 328 pages, p07**

**d'intermédiation. L'étude des courtiers pourrait ainsi se déplacer vers l'analyse comparative des champs politiques locaux, avec leurs rivalités de légitimité et leurs enjeux spécifiques.**

## **Champ**

Nous convenons avec Bourdieu, qu'un champ renvoie par conséquent à un ensemble d'activités sociales. Il ne regroupe ni des individus, ni des pratiques, mais **une série de relations dissymétriques déterminées par des pratiques**. Selon Bourdieu, un champ est caractérisé par les lois fondamentales suivantes :

-Chaque champ produit ses propres règles du jeu et détermine les enjeux spécifiques qui ne se confondent pas avec les règles du jeu et les enjeux des autres champs ;

- le capital spécifique du champ est distribué de manière inégale : il existe donc des agents dominants et des agents dominés ;

-à l'intérieur de chaque, les agents qui occupent les diverse positions sont en lutte dans le but d'acquérir une position dominante dans le champ ;

-à chaque champ correspond un habitus collectif qui lui est propre. L'enjeu de la lutte consiste alors pour les dominants-héritiers à maintenir leur position au sein du champ alors que pour les entrants il s'agit non seulement de tenter de s'approprier davantage de capital mais également de parvenir à redéfinir les enjeux de la lutte par elle-même.

Les rapports de domination qui se structurent au sein de chaque champ porte essentiellement, selon Bourdieu sur des enjeux symboliques et non sur des enjeux économiques.

## La Stratification sociale

Au sens plus large, on appelle stratification sociale, l'existence, au sein d'une société, de groupes hiérarchisés en fonction de différents critères (revenus, prestige, pouvoir, etc.). Les sociologues distinguent trois types de hiérarchies sociales :

-**les castes** sont des groupes sociaux hiérarchisés principalement sur la base de principes religieux. Les différentes castes constituent des groupes fermés et séparés : on naît et on meurt dans la même caste ; on se marie à l'intérieur de la caste.

Nous sommes dans une société Wolof, l'intensification de l'émigration apparaît ici à travers l'implication aussi bien des geer (nobles) que des ñeenos qui représentent les castes inférieures. Les ñeeno sont composés d'une part des Jeéf lek, c'est-à-dire ceux qui vivent de leur travail (, forgerons ou teug, cordonniers ou Oudé, sculpteurs ou laobés etc.) et d'autre part des sab lek, c'est-à-dire ceux qui vivent de la parole, du chant, des légendes, des contes etc. (griots, ou Gueweul).

-**les ordres** sont des groupes sociaux hiérarchisés en fonction de la dignité accordée aux différentes fonctions sociales. Par exemple dans la société traditionnelle wolof, on distingue les goor (les nobles) des jam (les esclaves) suit les fonctions que les individus occupaient. La transmission des statuts sociaux est fortement héréditaire et la mobilité entre les ordres, réduite. Même déçu, un noble reste noble.

-Le concept de **classe** est le plus ambigu. Pour certains sociologues, on parle de classe lorsqu'on est en présence d'une situation de fait et non de droit. Mais pour Marx, le terme de classe est utilisé pour désigner toutes les formes de hiérarchies sociales. C'est en ce sens que l'« histoire de toute la société jusqu'à aujourd'hui est l'histoire de la lutte des classes.

Dans cette étude, c'est plutôt **le concept de caste qui manifeste la hiérarchisation de la société wolof de Kébémér.**

## Le rôle

Le rôle représente l'aspect dynamique du statut. L'individu est socialement assigné à un statut lui-même lié à d'autres statuts. Quant il met en œuvre les droits et les devoirs qui constituent le statut, il remplit un rôle. Le rôle et le statut sont parfaitement inséparables et les distinguer n'a qu'un intérêt théorique. Il n'y a pas de rôle sans statut et pas de statut sans rôle.

Nous concevons le rôle comme **la fonction que remplit le capital des Modu-Modu dans le champ du changement social**

## Le Capital

Pour Bourdieu, outre l'habitus, le volume de capital détenu par les agents est un vecteur déterminant de positionnement dans le champ social. Le capital ne se réduit pas dans ce schéma à un **ensemble de richesses matérielles (capital économique). Il faut lui adjoindre le capital culturel (capacités intellectuelles, biens culturels possédés et titres scolaires) et le capital social (relations sociales)**. Muni de ces outils, le sociologue peut alors faire retour sur la question des classes sociales. Pour Bourdieu, les classes dominantes se distinguent aujourd'hui par une riche dotation en capital.

Les dominants-dominants (bourgeois d'état) sont pourvus d'un fort patrimoine de capital économique, culturel et social. Les dominants-dominés (professions libérales..) sont mieux équipés en capital culturel mais moins en capital économique. Ces classes dominantes savent jouer de la distinction pour affirmer une identité propre et imposer à tous en la légitimant, une certaine vision du monde social. Les classes dominées disposent quant à elle d'un maigre capital économique accumulé par ascèse et sacrifice (petits bourgeois) ou si elle sont dépourvues de tout, elle s'avèrent capable malgré tout de se reproduire en perpétuant leurs (ouvriers). A l'extrémité de l'échelle sociale, enfin les exclus (les salariés agricoles par exemple) ne possèdent aucune forme de capital exigible dans le monde urbain.

D'une manière générale, c'est l'ensemble des ressources matérielles et immatérielles qui permettent à l'individu d'agir et de réagir face à une situation. Un capital élevé offre alors un pouvoir soit économique, symbolique ou social.

### **Le concept de pouvoir**

Dans les théories sociologiques contemporaines, deux grandes familles d'analyse du pouvoir peuvent être distinguées, estiment J.Goetschy et F.Chazel Les théories substantielles ou structurelles du pouvoir et les théories relationnelles du pouvoir.

-Les théories substantielles ou structurelles du pouvoir

Les théories substantielles ou structurelles du pouvoir insistent sur le fait que « **le pouvoir est une substance qui se détient et sur la capacité d'un système à réaliser ses buts grâce à la gestion du pouvoir** ». <sup>53</sup> Cette dimension substantielle du pouvoir chez les Modu-Modu est à la fois d'ordre symbolique et économique :

### **Pouvoir symbolique des Modu-Modu**

Les émigrés jouissent d'une véritable popularité dans les zones de départ et plus particulièrement au Sénégal. Ils sont perçus comme de véritables héros, de nouveaux acteurs du développement.

Mourtala Mboup note que la formule Wolof est ici claire :

*« Le Modu-Modu est celui qui est parti travailler sous le soleil pour assurer la survie de ceux qui sont restés à l'ombre. En plus l'accent est mis sur son abnégation au travail par l'usage de tournures équivalentes à ; qu'il vente ou*

---

<sup>53</sup> GOETSCHY J et CHAZEL.F approche sociologique du pouvoir, cité par Michel Lallement, in 1993, histoire des idées sociologiques tome 2 de Parsons aux contemporains, NATHAN, p 24

*qu'il pleuve le Modu-Modu sera toujours prêts à travailler à la sueur de son front. »<sup>54</sup>*

Il se présente partout où des opportunités existent. Il se caractérise aussi par un manque d'instruction de type moderne, le défaut de qualification et de diplômes ainsi que l'âge avancé bien qu'aujourd'hui l'émigration concerne plus les jeunes que les adultes. Ces caractéristiques perçues comme des obstacles dans le monde actuel ne l'empêchent pas d'aller de l'avant. Ce pouvoir sert de tremplin au Modu -Modu pour l'insérer dans un secteur et le développer considérablement au grand bonheur du pays .C'est la capacité des Modu -Modu à résister, à surmonter et à s'adapter à toutes les situations dans les pays d'accueil.

### **Le pouvoir économique des Modu-Modu**

C'est la possibilité, qu'ils ont grâce à l'activité migratoire à investir et à intervenir dans la satisfaction des besoins vitaux des populations locales restées au pays.

En effet, le pouvoir économique des Modu-Modu symbolise leur « am-am » pour désigner leur avoir qui se matérialise par les transferts matériels et financiers qui leur donne une capacité de financement et de réalisation de leurs projets.

C'est l'ensemble des transferts matériels et financiers des émigrés qui leur offre une capacité d'action sur leur milieu d'origine en vue du développement local.

-Les théories relationnelles du pouvoir

---

<sup>54</sup> Mourtala MBOUP, - Les Sénégalais d'Italie, émigrés agents de changement social, Paris l'Harmattan, 2000, 29p

Les théories relationnelles du pouvoir s'inspirent quant à elles de Max Weber. Parmi les tenants de telles théories, il y a parmi tant d'autres, R. A Dahl pour qui « *A exerce du pouvoir sur B dans la mesure où il peut obtenir que B fasse quelque chose que B n'aurait pas fait sans l'intervention de A.* »<sup>55</sup>

Dans cette perspective relationnelle, J.French et B.Raven définissent « *le pouvoir comme la capacité potentielle dont dispose un groupe ou une personne pour influencer un ou une autre dans un système donné.* »<sup>56</sup>

Ainsi, comme le dit Michel Crozier, le pouvoir c'est « **ce qui nous permet de contrôler une ou des zones d'incertitude, d'avoir une liberté d'action, une possibilité d'influence sur les autres avec qui nous entrons en interaction** ». <sup>57</sup>

Cette définition de Michel Crozier colle le mieux avec le pouvoir social des Modu-Modu.

### **Le pouvoir social des Modu-Modu**

C'est ce qui est leur permet de contrôler une ou des zones d'incertitude, d'avoir une liberté d'action, une possibilité d'influence sur les autres avec qui ils entrent en interaction.

Ainsi, leur pouvoir social signifie leur « **mane mane** » pour souligner leur **capacité d'influence vis-à-vis des membres de leurs familles et de leur société d'origine lorsque celles-ci sentent effectivement les retombées**

---

<sup>55</sup> DAHL.R.A, « approche sociologique du pouvoir », cité par Michel Lallement, in op.Cit. p 24.

<sup>56</sup> J.FRENCH et B.RAVEN<sup>56</sup> « approche sociologique du pouvoir », cité par Michel Lallement, in op.Cit. p24

<sup>57</sup> Michel Crozier et Georges Friedberg, l'acteur et le système, les contraintes de l'action collective, Paris, Seuil, 1977, p325-

**économiques de l'émigration.** C'est ce qui leur donne une autorité de compétence sur les populations locales qui bénéficient des retombées économiques et matérielles (les membres de leurs familles et tous ceux qui dépendent et vivent de leurs transferts matériels et financiers).

C'est ce qui autorise leur influence et leur domination sur les populations locales réceptrices des retombées de l'émigration. De ce fait, le pouvoir social des Modu-Modu ne provient pas directement des transferts matériels et financiers comme on a tendance à le croire, mais plutôt du réinvestissement de la manne financière des émigrés dans des créneaux porteurs de développement local. Certes, ce pouvoir est lié à l'exercice de l'activité migratoire, mais ce n'est pas l'argent qui en découle qui confère aux Modu-Modu un pouvoir. Ce type de pouvoir ne commence que lorsque ces moyens financiers sont réinvestis dans les domaines de l'économie, de la santé, du sport, de la culture, de la politique ou du social, touchant la famille de l'émigré, le village, ou la ville d'origine des émigrés.

L'exercice de ce pouvoir des Modu-Modu constitue un facteur déterminant dans le champ du changement social dans un cadre un peu restreint de la décentralisation.

## Changement social

Guy Rocher, le définit comme étant « *toute transformation observable dans le temps qui affecte, d'une manière qui ne soit pas que provisoire ou éphémère, la structure ou le fonctionnement de l'organisation sociale d'une collectivité donnée et modifie le cours de l'histoire* »<sup>58</sup>.

Les pères fondateurs de la sociologie ont tenté d'expliquer le changement social en privilégiant un facteur. Durkheim, par exemple, retient la densité démographique. Les sociologies contemporaines refusent l'idée de causalité unique. Ils mettent l'accent sur les interrelations des différents facteurs (économiques, sociaux, et techniques) du changement social.

Toutefois, les analyses du changement social se développent à partir des transformations de la société industrielle naissante au XIXe siècle. La plupart des travaux de cette s'inscrivent dans une vision évolutionniste et théologique de l'histoire et conduisent à la constitution de modèles qui reposent sur des étapes successives. Par exemple, on trouve chez Saint Simon, l'opposition entre système agricole féodal et système industriel ; chez Tochville, le changement résulte de l'aspiration à l'égalité entre les hommes. Pour lui, la société démocratique caractérisée par l'égalité des conditions est l'aboutissement du changement social.

Chez Marx, au contraire, c'est le caractère contradictoire entre les rapports de production et de développement des forces reproductives qui fonde le changement social. Pendant Durkheim estime que le facteur central du changement social est l'augmentation de la densité démographique.

Weber quant est d'avis les valeurs ont une importance primordiale dans le changement social.

Cependant nous assistons à une hétérogénéité dans les approches contemporaine du changement social. Ainsi, c'est donc une sociologie du

---

<sup>58</sup> Cité par Alain Beitone et al, in sciences sociales, éditions Sirey, (3<sup>e</sup> édition), 2002, p. 179

conflit qui va permettre à Touraine d'expliquer le changement social. A l'inverse de Marx, les conflits ne porte pas nécessairement sur des intérêts matériels, mais sur le contrôle de l'historicité qui définit les « instruments de production de la société par elle-même. Pour lui la société a la capacité de se produire elle-même. Dès lors, le mouvement ouvrier est le mouvement social central de la société industrielle. Alors que dans la société post-industrielle, de nouveaux mouvements sociaux « conduisent des luttes contre la domination des grands appareils technocratiques.

A la lumière des approches déterministes, Boudon, adopte le paradigme de l'individualisme méthodologique et déclare que compte tenu de la complexité des phénomènes à l'œuvre dans le changement social, on ne peut construire des énoncés probabilistes de types « si A, alors peut-être B ou peut-être C, ou peut-être D » qui ne seront validés empiriquement que dans des situations localisées historiquement. C'est ce qu'il appelle « un déterminisme tempéré » ou « déterminisme par plaque ».

Dans une même perspective, Mendras fournit une conception éclectique du changement social : pour lui, « en s'enrichissant, les français ont desserré leur contrainte, ont acquis une aisance neuve dans leurs rapports sociaux, et ont appris à négocier entre eux dans leurs institutions transformées.

Nous définissons le changement social à partir de la mobilité sociale. Dès lors, le changement social se traduit aussi par la restructuration des systèmes humains. Les populations concernées intériorisent, inventent et fixent de nouveaux modèles de jeu avec leurs composantes affectives, cognitives et relationnelles. Cette nouvelle praxis sociale introduite et induit une nouvelle structuration du champ, ce qui signifie non seulement d'autres méthodes mais aussi d'autres problèmes et d'autres résultats, en même temps qu'un système d'action différent se régulant autrement. On assiste à de nouveaux rapports sociaux, de nouvelles sociabilités, de nouvelles associativités, à de nouveaux réseaux de parenté, d'amitié, etc. Le passé est dévalorisé et il s'agit de rupture de modes de relations, de jeux et de modèles de régulation. C'est-à-dire que le champ du pouvoir s'est transformé à cause

et à la suite de l'émergence de modèles nouveaux de relations et de jeux, fondés sur des valeurs de l'accumulation de capital, de réussite matérielle bref, sur des valeurs cardinales de la société occidentale. L'idée de refondation du lien social apparaît à partir du moment où l'individu est tiraillé entre deux situations dictées par la modernité d'une part, et d'autre part, par la tradition. Cette refondation du lien social suppose que le cloisonnement dans le système social traditionnel ne favorise pas une ascension sociale des groupes inférieurs.

Ce concept sociologique de refondation du lien social renvoie également à la restructuration de ce dernier. Cette idée est apparue dans la sociologie contemporaine avec l'enrichissement de la classe ouvrière. Lequel enrichissement a fait dire à LALLEMNT, que la « structure de la société britannique se transforme. »<sup>59</sup>

Nous pouvons alors représenter le processus réel de transition sous la forme d'un processus « d'embourgeoisement » qui entraîne le changement social. Ce processus se décompose en trois mouvements de A à B, de B à C et de C à D. Autrement dit « l'embourgeoisement » consiste à l'acquisition d'un niveau de vie supérieur, l'acquisition de perspectives et de normes propres aux classes moyennes et à la reconnaissance sociale de ce processus d'intégration

Nombre d'auteurs comme Robert MERTON soutient que la classe ouvrière, ou du moins sa fraction la plus prospère est entrain de perdre son identité et de se fondre dans la classe moyenne. **C'est cet embourgeoisement qui crée ce changement dans le tissu social qui se manifeste par le passage du groupe d'appartenance au groupe de référence.**

---

<sup>59</sup>Michel LALLEMNT Histoire des idées sociologiques, Tome2 de Parsons aux contemporains, Nathan, 1993, p108

## **Mobilité sociale**

Selon P.A. Sorokin qui institutionnalise le terme en 1927, la mobilité sociale désigne le passage d'un individu (mobilité individuelle) ou d'un groupe d'individus (mobilité collective) d'un groupe social à un autre. Elle est un thème majeur dans de la sociologie contemporaine en raison de la contradiction qui apparaît dans les sociétés industrielles avancées entre un idéal égalitaire issu de la Révolution Française et une réalité inégalitaire, résultant de l'hérédité sociale.

Il existe plusieurs formes de mobilités<sup>60</sup> :

### ***Mobilité intragénérationnelle et mobilité intergénérationnelle***

La Mobilité sociale intragénérationnelle (mobilité biographique) désigne la mobilité au cours d'une vie pour les individus de la génération donnée.

La Mobilité sociale intergénérationnelle désigne le changement de statut social des individus de la génération des enfants par rapport aux individus de la génération des parents.

### ***Mobilité géographique et mobilité professionnelle***

La mobilité géographique (ou spatiale) désigne tout mouvement des individus dans l'espace, aussi bien au niveau national (changement des villes, de régions...) qu'au niveau international (immigration et émigration)

La mobilité professionnelle désigne un changement de statut professionnel des individus (changement de branche d'activité, changement de qualification).

### ***Mobilité verticale et mobilité horizontale***

La mobilité sociale verticale s'accompagne d'une modification de la position sociale d'un individu dans la hiérarchie sociale. Dans, la mobilité sociale

---

<sup>60</sup> Beitone Alain et ali, Sciences sociales. Ed SIREY, 3<sup>e</sup> éd 2002, 412 pages, p 163-176

horizontale, la position d'un individu dans la hiérarchie sociale reste identique mais avec un changement de profession ou d'activité. Ces deux types de mobilité peuvent être intra ou intergénérationnelles.

### ***Mobilité ascendante et mobilité descendante***

La mobilité sociale ascendante (ou ascensionnelle) indique le passage d'une catégorie sociale à une considérée comme supérieure. A l'inverse, la mobilité sociale descendante implique une régression sociale (on parle aussi de démotion sociale). Parler de ces deux types de mobilité suppose l'existence de positions sociales nettement hiérarchisées. Le fils d'ouvrier qui devient cadre connaît une mobilité ascendante, mais qu'en est-il du fils de l'ouvrier professionnel qui devient employé.

La « contre-mobilité désigne un mouvement social qui rapproche un individu de sa position sociale d'origine.

### ***Mobilité structurelle et mobilité nette***

La mobilité structurelle est celle qu'impose l'évolution de la structure de la population active d'une époque à une autre. La mobilité nette est celle qui ne s'explique pas par l'évolution de la structure sociale. Elle est égale à la mobilité totale (ou mobilité brute) moins la mobilité structurelle.

### ***Mobilité individuelle et mobilité collective***

La mobilité individuelle désigne le mouvement des individus dans la hiérarchie sociale.

La mobilité collective a une double dimension :

- les groupes à l'instar des individus peuvent se déplacer dans la hiérarchie sociale.
- la variation des effectifs d'un groupe social peut influencer sa place dans la hiérarchie

Dans un contexte particulier, toutes les mobilités sociales peuvent être rencontrée chez les émigrés mais surtout, la mobilité sociale intergénérationnelle ou intragénérationnelle, de celle géographique et professionnelle, celle verticale ou horizontale, celle ascendante ou descendante. **La mobilité sociale désigne dans un monde de plus en plus capitaliste la recherche effrénée de considérations sociales, d'estime, d'ascension sociale. Ce sont privilèges et des prestiges sociaux qui comptent et non les rapports inpersonels.**

CODESRIA - BIBLIOTHEQUE

### **Paragraphe 3 : CHOIX DU MODELE D'ANALYSE**

La construction de l'objet est un des moments essentiels de la recherche. Elle consiste à découvrir, derrière le langage commun et les apparences à l'intérieur de la société globale, des faits sociaux liés par un système de relations propres au secteur étudié. C'est deviner sous les apparences les vrais problèmes et poser les bonnes questions.

Ainsi, nous avons jugé plus judicieux de procéder à une triangulation théorique susceptible de nous aider à mieux cerner les contours de notre objet de recherche. Ce souci de diversification des modes d'élucidation de notre objet de recherche, s'inscrit dans la perspective constructiviste qui postule qu'il n'existe pas une voie royale d'accès à la connaissance, mais des approches différentes. En effet, la multiplicité des apports théoriques en science sociale et humaine, en dépit des divergences entre les écoles, ne constitue pas une négation de la scientificité mais plutôt la manifestation d'un même effort d'élucidation du réel.

Dans le cadre de cette étude, trois d'approches du changement social, qui mettent particulièrement l'accent sur les interactions, les conflits des classes, la mobilité et repositionnement social, nous permettrons de construire notre objet.

#### **3.1. L'apport théorique de l'analyse sociologique de la mobilité sociale**

L'analyse sociologique de la mobilité sociale requiert de la prudence, d'autant que les instruments de mesure employés sont souvent contestés. L'identification de l'individu sur l'échelle sociale est établie selon son statut professionnel, défini en France par la nomenclature des professions et catégories socio-professionnelles élaborée par l'Institut national de la statistique et des études économiques (Insee). Elle permet de rendre compte, d'une part, de la *mobilité intergénérationnelle* — l'ascension sociale, le déclassement ou le maintien de la position initiale opéré par l'individu durant sa trajectoire professionnelle — et, d'autre part, de la *mobilité intergénérationnelle* — les déplacements ou la stagnation de l'individu par

rapport à son origine sociale — mesurée généralement au regard du statut professionnel du père.

Dans un contexte spécifique, c'est le capital des Modu-Modu et ses incidences dans le champ du changement social qui constitue le facteur essentiel de l'ajustement des inégalités sociales entre les différentes castes et catégories socio-professionnelles.

Ainsi, les émigrés grâce à leur manne financière et leur participation concrète dans le développement local de leur pays d'origine, sont devenues les élites économiques, des modèles de réussite économique et sociale.

Le capital économique des Modu-Modu est réinvesti dans le champ social pour servir de capital social permettant au détenteur, en l'occurrence ici les émigrés et leur groupe d'appartenance, de se repositionner dans la hiérarchie sociale.

De ce fait, leur capital social constitue un facteur de bouleversement de certaines valeurs socio-culturelles comme la laudation, l'endogamie des castes, le communautarisme etc. Aujourd'hui, avec le pouvoir des Modu-Modu, nous avons de nouveaux rapports sociaux fondés sur la recherche de l'intérêt et du profit.

### **3.2. L'apport théorique de la théorie des champs de Pierre Bourdieu dans l'analyse de la mobilité sociale**

Notre perception du changement social reste plus proche de celle Bourdieu et s'analyse à partir de la mobilité sociale. A l'instar de Pierre Bourdieu, tout au cours de nos analyses, nous défendons l'idée que le conflit est inhérent au champ social.

Chez Bourdieu, la mobilité sociale, en sociologie, est un concept qui se rapporte à la circulation des individus sur l'échelle sociale au cours de leur cycle de vie ou d'une génération à une autre. La mobilité sociale ne prend sens qu'à partir du moment où une société est divisée en classes sociales ou en catégories socio-professionnelles.

En effet, dans une société organisée en castes ou en ordres, l'hérédité des positions sociales constitue le principal critère de la stratification (différenciation des positions sociales), qui est légitimée par un système de croyances religieuses. La question de la mobilité — l'accès de chacun à une position sociale convoitée quelle que soit son origine — se pose dès lors qu'est affirmée l'égalité juridique entre individus. Cette notion, chargée de connotations affectives, est au fondement de forts clivages politiques : elle est au cœur de l'hypothèse du déclin des classes sociales et de la primauté des stratégies individuelles ; ses partisans s'opposent à ceux qui affirment que les inégalités sociales se reproduisent en dépit de la proclamation des principes d'égalité des chances.

De l'analyse structurale, P. Bourdieu hérite une intuition fondamentale : celle de l'importance des systèmes de relations entre individus et classes pour comprendre les phénomènes sociaux. Bourdieu reproche d'abord à la méthode structuraliste le sens que confèrent les agents à leurs actions, sens qui pourtant guide leur pratique. En second lieu à la notion de règle celle de stratégie. Cela lui importe dans la mesure où les agents ont une capacité à faire face à des situations imprévues et sans cesse renouvelées. Dans les divers champs de la vie sociale, ils savent mettre en balance

moyens et fins pour acquérir des biens rares ( capitaux et légitimation) .Dans cette perspective, P. Bourdieu définit la société comme un espace à plusieurs dimensions au sein duquel se positionnent des groupes sociaux.

Bourdieu, nous inspire théorique lorsqu'il définit un champ comme un univers dans lequel les caractéristiques des agents sont définies par la place qu'ils occupent dans un certain espace de relations objectives.

L'émigration est un enjeu de tailles pour les castes surtout celles inférieures. Elle concerne aussi les castes supérieures (nobles) que celles inférieures. La différence entre les castes repose surtout sur une hiérarchisation préétablie en fonction des catégories socio-professionnelles. Mais avec l'émigration, il y a une nouvelle donne. On ne fait plus référence aux castes pour distinguer « les hommes libres » (les geer), des subordonnés. Avec la modernité et surtout l'avènement du pouvoir économique des Modu-Modu, les familles se différencient de par leur richesse économique et matérielle. Le lien social se fonde sur le capital. La solidarité mécanique l'emporte sur la solidarité organique pour reprendre Emile DURKHEIM.

Héritiers d'une situation économique de plus en favorable, qui les maintiennent dans une position d'élite économiques et d'un contexte culturel porteur d'une dynamique intrinsèque avec la décentralisation, le Modu-Modu met en œuvre sa propre stratégie pour s'approprier les "zones d'incertitudes" à des fins utilitaires.

A partir de cette liberté et des sources d'incertitude que chaque acteur s'efforce d'accroître, l'analyse stratégique conclut que le changement social ne peut provenir de l'extérieur mais découle d'une certaine contingence des comportements et pratiques des acteurs. L'important réside dans la notion d'apprentissage collectif par les acteurs, de nouveaux modèles relationnels, de nouveaux modes de raisonnements, de nouvelles capacités collectives. Cette suite d'ajustements sociaux constituant elle-même le système social qui se modifie avec ces permanences et ces ruptures.

Avec ce phénomène, l'actualisation du statut n'est plus fonction de son apparence à une caste mais dépend maintenant des conditions économiques c'est-à-dire du pouvoir économique de l'individu. Les relations socio-économiques entre les castes sont de plus en plus réduites. En effet, avec l'émigration, les neeno (guéweul ou griot, teug ou forgerons, oudé ou cordonniers, les laobés, les mabo etc.) abandonnent au fur et à mesure la pratique de la laudation envers les geer (les nobles). C'est-à-dire que les geer par des dons qu'ils offrent aux neeno, cherchent à consolider leur pseudo- supériorité.

### **3.3. : L'apport Théorique de l'approche dite de Rétroaction**

Notre projet de recherche s'inspire fondamentalement de l'approche dite de rétroaction qui a été appliquée à l'étude de l'intervention économique des émigrés maghrébins dans leurs sociétés d'origine par Moustafa Haroufi. Pour ce sociologue et géographe, en même temps coordinateur du Programme Espace –frontières et dynamiques socio –culturelles au Maghreb, cette nouvelle approche consiste à étudier l'interaction qui existe entre l'émigration et la zone de départ. D'une part, il faut s'intéresser à la participation active et massive des populations de départ et aux systèmes des migrations internationales. D'autre part, il faut actualiser les problématiques, les évaluations statistiques disponibles. Tout cela pour avoir des données actuelles sur l'émigration.

Ainsi, cette nouvelle approche aborde la question sous multiples aspects : les structures des flux, leurs origines géographiques, les aspects quantitatifs, les causes de la mobilité vers les pays occidentaux. Elle met aussi l'accent sur les conséquences économiques et sociales dans les campagnes et les villes. En somme, il s'agit de voir les changements intervenus dans les schémas migratoires, les lieux privilégiés d'investissement des travailleurs émigrés. Il faut étudier également le rôle joué par le pouvoir symbolique dans le développement personnel de l'émigré, ainsi du pouvoir économique et social des émigrés sur respectivement l'urbanisation des campagnes, (premières

pourvoyeuses de migrants), l'aménagement des villes elles-mêmes (comme c'est le cas à Kébémér) enfin, la refondation du lien social.

D'après cette approche, il faut aussi privilégier des études pluridisciplinaires et combiner les approches quantitatives et qualitatives. Consulter géographes, économistes, psychologues, anthropologues, démographes, sociologues et associer les analyses quantitatives à caractère global et les résultats d'observation et d'investigation directe qui accordent un large volet à la dimension humaine.

De ce fait, à l'image des géographes, nous voulons étudier le strict rapport entre l'émigration et le milieu naturel afin de ressortir les causes naturelles de celle-ci. C'est à dire nous voulons montrer ; comment le caractère défavorable de l'environnement socio-économique va-t-il influencer l'IEI dans la commune de Kébémér ? A l'image des urbanistes, voyons aussi comment le capital économique des Modu--Modu va-t-il intervenir dans la modernisation de l'habitat, l'aménagement du terroir d'origine et le développement de l'urbanisation de la ville de Kébémér ?

Faisons aussi comme des économistes, l'analyse des systèmes de production locaux pour voir si l'émigration contribue à les renforcer, à les détruire ou à créer l'équilibre entre eux. En d'autres termes, est-ce que les investissements des émigrés peuvent-ils être considérés effectivement comme des facteurs de développement local ?

A l'instar des psychologues et des anthropologues, faisons l'étude des causes anthropo-sociales de l'émigration massive dans le but de saisir le sens que ce phénomène a pour les émigrés et les populations qui reçoivent les retombées économiques et sociales de cette dernière. A coté de la recherche de substituts qui est l'une des causes principales de la migration, montrons les autres qui relèveraient des motivations personnelles des candidats au départ et qui restent liées à un souci de mobilité sociale.

### 3.4. L'APPORT THEORIQUE DE L'APPROCHE SYSTEMIQUE

Elle apparaît aussi comme un cadre théorique approprié à notre projet de recherche. Cette approche intervient à un moment où les mouvements migratoires internationaux se heurtent à des turbulences modifiant leur nature, leur intensité, et leur orientation.

Dans cette perspective, comme le note Robin Nelly « ce sont les processus de redéploiement spatial et de recomposition des rapports sociaux qui attirent notre attention que la migration elle-même. Les recherches portent sur les recompositions des espaces de la migration, sur les stratégies d'investissement, d'association, sur les logiques de formation et reproduction de groupes sociaux et sur les pratiques familiales et commerciales des populations émigrées. »<sup>61</sup>

Sur le plan méthodologique, l'approche de type anthropologique se combine avec les analyses statistiques. De ce fait, les biographies migratoires permettent de déceler les mouvements et le fonctionnement des populations ouest-africaines autant sur les lieux d'immigration que sur les lieux d'investissement, de retour, et ceci, grâce à des récits de vie. Car, la migration n'est pas vécue seulement par celui qui la réalise mais aussi par presque tous ceux qui en connaissent l'existence dans le pays de départ comme dans les pays d'accueil.

Et à Sylvie Chedemail de préciser que, « les migrants ne se bornent pas à se déplacer, ils s'impliquent dans les transformations de leurs espaces de départ et de leurs lieux d'arrivée et subissent les politiques de tous les états concernés. »<sup>62</sup>

Cette approche systémique appelle aussi à l'interdisciplinarité qui permet d'échapper au caractère étroit de la monographie mais d'accéder à la

---

<sup>61</sup> Robin Nelly, Les Déterminants de l'émigration internationale au Sénégal, <http://www.ird.sn/activites/mondiali/migra/>.

<sup>61</sup> Sylvie CHEDEMAIL, op.cit, p78-84.

<sup>62</sup> Sylvie CHEDEMAIL, op.cit, p78-84.

compréhension la plus profonde des sociétés étudiées. Elle permet de saisir à la fois la dimension économique, culturelle et sociale de ces dernières. Elle unit la démarche qualitative et celle quantitative afin de comprendre la contradiction entre les comportements et les valeurs.

Ramenée à notre objet, cette approche nous conduit à analyser dans la commune de Kébémér, l'ensemble des bouleversements sociaux suite à l'avènement des émigrés comme les nouvelles élites économiques et sociales. Dans cette perspective, les acteurs Modou-Modou et leurs familles actualisent des comportements qui tentent à leur replacer dans une classe supérieure à celle qu'ils occupaient avant le phénomène migratoire.

L'émigration ne change pas pour autant les statuts sociaux de geer ou de neeno mais les maintiennent sous une autre actualisation. S'il était inimaginable qu'un geer demande la laudation à un neeno aujourd'hui, la tendance s'est inversée à cause du pouvoir économique des émigrés. L'émigration est de ce pas un facteur d'ajustement des inégalités qui donne à l'émigré et sa famille, quelle que soit sa caste, la possibilité et l'opportunité de se repositionner dans l'espace social. Ce repositionnement montre que l'émigration est un facteur de redistribution des statuts et rôles sociaux.

## CHAPITRE II : METHODOLOGIE

Le choix des unités d'observation, des outils de collecte des données est bien évidemment fonction de nos objectifs et hypothèses, et des caractéristiques propres de notre objet d'étude. C'est dire donc que notre option méthodologique, c'est-à-dire l'ensemble des techniques et/ou méthodes que nous avons utilisées pour appréhender notre objet d'étude, s'inscrit dans une stratégie globale de recherche, en partie liée avec le point de vue que nous voulions privilégier sur la réalité étudiée.

Cette recherche documentaire, que nous avons effectuée s'inscrit dans un continuum, dans la mesure où notre étude constitue un approfondissement de notre mémoire de maîtrise<sup>63</sup>. En ce sens, nous nous sommes intéressés aux ouvrages traitant des aspects de l'émigration internationale, du capital des Modu-Modu et des incidences possible dans le changement social et de la décentralisation que nous n'avions pas eu à aborder dans nos travaux ultérieurs. Nous avons également mis l'accent sur les nouvelles publications qui abordent l'émigration internationale et ses corollaires sous un angle un trop optimiste, en rupture avec les théories antérieures.

---

<sup>63</sup> Alioune Seck, « Les enjeux de l'intensification de l'émigration internationale dans la commune de Kébémér : Analyse anthropo-sociologique du pouvoir des Modu-Modu, Mémoire de Maîtrise, SLD de Mr Abdoulaye Niang, Maître De Conférences, UGB – Saint Louis, Section de Sociologie, Année Académique 2003-2004, 185 pages

## **Section I : La phase exploratoire**

Cette phase correspond à l'étape de conquête de l'objet sur les prénotions et les préjugés, comme le préconise la démarche scientifique. Mais aussi, c'est elle qui nous a permis de construire notre objet, c'est-à-dire de construire la problématique de recherche à partir des approches antérieures, de formuler des hypothèses et un cadre opératoire d'étude et enfin de construire un modèle d'analyse approprié à notre projet, en apportant une nouvelle touche au thème de la migration. Cette étape comprend deux parties qui sont la recherche documentaire et les entretiens exploratoires.

### **Paragraphe 1 : La recherche documentaire**

Elle a débuté de manière systématique le 5 Janvier 2001, à l'Université Gaston Berger de Saint-Louis, lorsque déjà en licence l'idée nous était venue de travail sur le thème de l'émigration au Sénégal et particulièrement à Kébémér.

. Dans un premier temps, cette tâche nous a conduit dans des lieux comme :

- La Bibliothèque Centrale de l'UGB ;
- Le Centre de Documentation de la Section de Sociologie ;
- La Bibliothèque du GIRARDEL (Groupe Interdisciplinaire de Recherche pour l'Appui à la Planification Régionale et au Développement Local) ;

Dans ces lieux, nous avons consulté divers ouvrages, revues et mémoires traitant de la décentralisation, du mouvement associatif ou bien encore du développement local.

Aussi, nous avons été plusieurs fois au centre Culturel Français (CCF), au Centre de Recherche et de Documentation du Sénégal (CRDS) et au Centre Culturel Africain (CCA), organismes tous basés à Saint-Louis, pour y effectuer des prêts d'ouvrages relatifs à notre thème de recherche. Cela nous

a permis d'enrichir notre documentation, surtout en ce qui concerne le phénomène Modu-Modu, les questions du changement social et de la décentralisation au Sénégal.

Cette documentation, nous a conduit surtout dans les centres de documentation du CODESRIA, de l'IRD (Institut de Recherche pour le Développement) Ex ORSTROM, de OIM (Organisation Internationale des Migrations), du BIT (Bureau International du Travail, d'ENDA tiers-monde, du CESTI, de l'ENEA (Ecole Nationale d'Economies Appliquées)

Des documents officiels ont été également consultés à la Direction de la Prévision et de la statistique du Sénégal et à celle de la région de Louga, au Ministère de l'économie des finances et du plan Direction de la Planification des Ressources Humaines, au Ministère des Affaires Etrangères et des Sénégalais de l'extérieur, au Ministère de l'intérieur, au Ministère de l'urbanisme et de l'Habit et aux ambassades d'Italie et de la France.

Toujours dans la même perspective de collecte d'information, nous avons eu à consulter quelques sites électroniques. Parmi ces derniers citons entre autres:-<http://www.ird.sn/activité/mondiali/migra>,

-<http://www.un.org/esa/population/publicationsittmig2002/presse-re>,

-<http://barthes.ens.fr/cli/revues/AHI/ressources/documents/apregu>

-<http://www.agora21.org/dd/rapport-brundtland.html>

## **Paragraphe 2 : LES ENTRETIENS EXPLORATOIRES**

Ils constituent l'une des premières descentes sur le terrain, et ne se sont pas limités aux acteurs directement ou indirectement liés au système que nous voulons élucider. En effet, ils ont également concerné tous ceux qui s'intéressent à la question (spécialistes, chercheurs et consultants sur la question de la migration et des problèmes de développement et de transformations sociales.

C'est ainsi que nous avons eu à renouveler nos entretiens entre autres avec le Pr. Malick Ndiaye, enseignant et chercheur à l'UCAD, Sérigne Mansour Tall Doctorant en géographie ayant travaillé sur le thème et fils de Kébémér, M. Diop, chercheur et allocataires à l'OIM, M. Pierre Lévy ingénieur démographe et allocataire à l'IRD, le Pr. Bara Mboup, enseignant et chercheur à l'ENEA, le Pr. Abdoulaye Niang, en sa double qualité de Directeurs de mémoire et de l'URIC ( Observatoire des Etudes des Innovations et des Mécanismes du Changement social).

Ces entretiens, nous avons permis de baliser notre terrain d'étude et de bénéficier d'un sérieux apport dans l'identification des méthodes et orientations appropriées pour mieux contribuer à une analyse qualitative du phénomène dans ses axes les plus problématiques et les moins investies.

### **Paragraphe 3 : LE CHOIX DES UNITES D'OBSERVATIONS**

L'effectif total de notre base de sondage est de 70 individus répartis entre émigrés et non-émigrés. Ce choix répond à nos objectifs théorétiques de l'étude et au caractère exploratoire des informations que nous cherchons à obtenir. Nous n'avons donc pas fait recours aux procédés systématiques d'échantillonnage couramment admis en sociologie.

Pour approfondir nos informations de notre étude antérieures (Mémoire de MAITRISE) nous avons jugé nécessaire d'intégrer la zone périphérique de Kébémér.

La première, réalisée dans la commune de Kébémér ville de Kébémér est une enquête par le dialogue méthodique menée, suivant nos objectifs de recherche auprès de 40 ménages répartis comme suit:

- 30 Ménages de migrants ; dans chaque ménage, il fallait au moins un émigré, soit trente émigrés ont été interrogés dans la commune ;
- 10 Ménages de non-migrants ; Dix non-émigrés (parents d'émigrés) ont fait d'une interview dans la commune.

Dans la zone périphérique, nous avons visité au total 30 ménages choisis au hasard, répartis comme suit. Dans chaque village, nous avons visité dix ménages et interviewé dans chacun d'eux cinq émigrés et cinq non-émigrés.

De ce fait, nous avons interrogés dans les trois localités de la zone périphérique de Kébémér, 15 émigrés et 15 non-émigrés, soit un total de 30 individus enquêtés dans cette banlieue de Kébémér. Notre échantillon devient ainsi, 70 individus soit 40 individus interrogés dans la commune et 30 individus enquêtés dans la zone périphérique de Kébémér.

## **Section II : L'enquête test, les outils de collecte et techniques de traitement utilisés**

Diversifier les outils de collecte des données, c'est croiser les éclairages, créer les conditions d'une approche globale prenant en compte divers points de vue ; c'est aussi multiplier les informations et renforcer les possibilités de comparaison et d'objectivation, ces bénéfices étant d'autant mieux garanties qu'aucun outil est capable d'assumer à lui seul la vue de tous les points.

### **Paragraphe 1 : Les approches en termes de stratification sociale de Warner**

I. Warner et son équipe quant à elle ont mené une série d'études sur une petite ville de la Nouvelle Angleterre entre 1941 et 1949 (les yankees City Série). Les individus sont classés dans différentes strates sur la base de deux méthodes d'investigation comme nous l'avons tenté dans la commune de Kébémér.

La première (« participation évaluée ») consiste à avoir recours à des « informateurs ». Ceux-ci sont des individus choisis dans les différents milieux de la population. Au cours d'entretiens, on les questionne sur la perception générale qu'ils ont de la stratification et on leur demande de classer une série de personnes dans un certain nombre de « classes ». On confronte en suite les listes fournies par les différents informateurs en essayant d'en faire une synthèse.

La seconde consiste à construire un indice « statuaire » en faisant la somme pondérée de diverses caractéristiques ordonnées selon des échelles hiérarchiques : profession, revenu, quartier habité, nature de l'habitat. On aboutit à une série de groupes rassemblant les individus ayant un indice statuaire similaire.

La classification de Warner est donc simultanément subjective (les groupes sont délimités d'après la perception qu'en ont les informateurs et plus généralement les habitants de la ville) et objective (à partir d'une évaluation

des caractéristiques socio-économiques des individus recensés). Les classes sociales ici réduite à de simples agrégats d'individus, à des catégories sociales. Pour Warner, « nous entendons par classes, certaines catégories de la population qui, selon l'opinion générale, se trouvent, dans leurs rapports sociaux, placées en situation inférieure ou supérieure.

Par rapport à notre contexte particulier, à nous assistons à la matérialisation des rapports sociaux. Ce qui compte aujourd'hui c'est le capital au détriment des rapports de parenté. Sont considérés, ceux qui détiennent le pouvoir économique. La demande sociale d'une ascension des groupes inférieurs impose un remaniement des rapports inter-personnels.

## **Paragraphe 2 : Le dialogue méthodique, une alternative au questionnaire classique**

Contrairement au questionnaire classique, « *le dialogue méthodique n'est pas une communication entre personnages se retranchant chacun derrière leurs statuts ou leurs masques respectifs, mais plutôt une communication entre personnes concrètes. En tous les cas il est ce qui peut créer les conditions subjectives (...) de la révélation des faits protégés à propos desquels la discrétion est de mise, car instaurant une dynamique interactive qui permet de casser progressivement la barrière psychologique et faire évoluer leurs perceptions réciproques vers un équilibre plus propice à la production de discours plus libérés : certaines questions considérées ordinairement comme taboues, rencontrent moins de résistances chez les personnes impliquées dans un échange bâti sur le dialogue car leur attitude de réserve aura été brisé petit à petit par la dynamique brise-glace inhérente même à l'enquête* »<sup>64</sup>

L'un des principes de base du dialogue méthodique est que l'outil d'investigation qu'utilise le chercheur doit être assez intelligent pour s'adapter aux modalités variables de communication et d'échange en vigueur

---

<sup>64</sup> Abdoulaye Niang, « Le sociologue, les réalités socio-culturelles du milieu d'étude et les problèmes posés par l'emploi du questionnaire : le dialogue méthodique, une alternative culturelle », *Annales de la Faculté des Lettres et Sciences humaines*, n°30, 2000p 106

dans les milieux d'étude et aux diverses formes de relations d'enquête qui peuvent s'établir entre le chercheur et l'informateur. De ce point de vue, le questionnaire doit devenir un outil à structures flexibles.

### **Paragraphe 3 : L'entretien semi-directif**

Ces entretiens ce sont effectués du côté des populations locales de Kébémér C'est ainsi, nous avons cherché à interroger des personnes ressources. Nous avons rencontré M. El Hadji A. Kébé, en sa qualité de Maire de la commune de Kébémér, K. A. Mboup, son adjoint, I. Wone, Préfet du département de Kébémér, T. Niang, Président du Comité de pilotage du Plan de Développement Economique et Social de Kébémér, le sous-préfet, et M. Yoro Sow, Inspecteur de l'IDEN de Kébémér .Ces entretiens qui nous ont permis d'avoir une idée beaucoup plus claire de notre objet d'étude ont été centrés sur les investissements socio-économiques des Modu-Modu, leur rôle d'intermédiaire et d'interface et plus précisément de courtiers en développement entre les municipalités d'origine et leurs partenaires institutionnels dans les pays d'accueil.

### **Paragraphe 4 : Les entretiens informels**

Plus connues sous le nom d' « enquêtes de rue »<sup>43</sup>, les entretiens informels visent à établir l'opinion ou le degré de satisfaction d'une population par rapport à une action lui concernant, en même temps qu'ils permettent de mettre en exergue certains mécanismes cachés qui ne se laissent dévoiler par les procédures formelles d'enquête. Ces entretiens sont dits informels dans la mesure où les personnes concernées sont choisies au hasard, c'est-à-dire sans procédure préalable.

Dans le cadre de cette étude, nous avons utilisé des entretiens informels avec des personnes, toutes habitant les quartiers concernés par l'étude.

---

<sup>43</sup>Jean Claude COMBESSIE, *La méthode en sociologie*, Paris, La Découverte, 1996, P.52

Ces entretiens, contrairement à ce que l'on pourrait penser, se sont révélés instructifs. Ils nous ont permis de déceler certains mécanismes cachés du changement social dans les villes sénégalaise

### **Paragraphe 5 : L'enquête test**

L'enquête test comme son nom l'indique est une enquête qui nous permet de tester nos hypothèses et de vérifier la faisabilité et la validité les propositions d'explications que nous avons formulées. Face à des données diverses, disparates, nombreuses, on a besoin pour vérifier le lien entre elles, de dégager des pistes, un sens, un ordre ; d'imaginer ce qui les relie entre elles. C'est particulièrement important pour la vérification des hypothèses. Les données quantitatives ont été soumises à un dépouillement et un traitement statistiques qui nous ont permis de dégager les bases de l'analyse.

-dialogue méthodique (40 personnes) ;

-entretien semi-directif (5 personnes) ;

-entretiens informels (25 personnes).

### **Paragraphe 6 : Les techniques de traitement des données**

Notons qu'il ne s'agit pas ici d'une mise à l'épreuve expérimentale de variables et d'indicateurs préalablement sélectionnés mais d'un traitement méthodique permettant de rassembler le maximum d'indices attestant de la réalité du phénomène postulé et permettant de saisir des tendances fondamentales et nouvelles, favorisant la mise en œuvre d'études approfondies. Autant dire que notre étude est surtout prospective et empirique, et si elle s'arme de conjectures, c'est surtout pour ouvrir la voie à d'autres lectures et d'imposer une problématique. Les données qualitatives ont fait l'objet d'une analyse de contenu qui nous a permis de ranger les informations en fonction de catégories et définir des unités de signification ; ceci afin de mesurer la nature du langage et la fréquence de certains concepts dans les discours des interviewés.

## **Paragraphe 7 : Difficultés rencontrées**

Au cours de cette étude, nous avons rencontré un certain nombre de difficultés que nous tenons à évoquer ici afin de permettre aux chercheurs qui s'intéresseront au même objet de se faire une idée sur les éventuels écueils qu'ils pourraient rencontrer.

-Manque de support théorique sur les acteurs Modu -Modu surtout par rapport à leurs vie socio-économique dans les PA;

-Rareté des études qui ont été faites sur l'intensification du phénomène, surtout à Kébémér malgré son actualité brûlante. Les seules études qui ont été rencontrées sont l'œuvre de géographes, et d'étudiants de Dakar, alors que les étudiants de Saint-Louis ayant travaillé sur le terrain ont délimité leurs champs d'investigation dans la ville de Louga. Un étudiant de sociologie dans la même période avait pris le même thème de recherche mais il travaillait spécifiquement sur la problématique émigration et lutte contre la pauvreté ;

-Nous avons l'air d'être parachuter en plein désert sans boussole : tout était à construire car nous ne sommes pas originaires de cette localité ;

-Nos acteurs n'ont presque jamais été soumis à une investigation sociologique; tous ceux qu'ils connaissent des enquêtes, ce sont des contrôles policiers et douaniers d'où leur méfiance au début que nous avons contrecarré grâce à notre subtilité et l'intervention active de l'inspecteur de l'IDEN de Kébémér qui nous a aidé à susciter leur confiance en nous;

-L'absence ou la faiblesse du niveau d'instruction des enquêtés mais que nous avons pu combler grâce à l'appui de quelques amis non-émigrés et au dialogue méthodique.

## **DEUXIEME PARTIE : PRESENTATION DU CADRE D'ETUDE**

Dans ce chapitre, nous procéderons à une présentation du cadre de notre étude, en l'occurrence la commune de Kébémér qui est le chef lieu du dit Département. Cette présentation se fera en trois parties.

### **CHAPITRE I : MONOGRAPHIE DE LA COMMUNE DE KEBEMER**

#### **Section I : LES CARACTERISTIQUES GEOGRAPHIQUES**

D'abord, nous nous évertuerons à présenter les caractéristiques géographiques, ensuite les caractéristiques humaines et socio-démographiques, avant de terminer par l'historique et la présentation du plan de développement économique et social qui nous donne une idée nette sur la situation socio-économique et politique de la commune.

##### **Paragraphe 1 : LOCALISATION**

La commune de Kébémér, chef-lieu du département du même nom est située à 35 Km de Louga qui est la capitale régionale, à 30 Km de la côte Atlantique, à 90 Km de Touba, à 85 Km de Thiès et à 154 Km de la capitale Dakar. Elle est reliée à tous ces points par des routes goudronnées. Jusqu'en 2002, elle s'étend sur un carré de 2 Km de côté, soit une superficie de 4 kilomètres carrés. Kébémér se trouve sur un nœud de circulation constitué sur la route nationale 2 Dakar-Saint-Louis, la route Loumpoul-Touba : Elle est traversée par la voie ferrée. La commune est composée de 6 quartiers: Mbabou, Galla, Diamaguène, Médina (ex-Mbambara), Mbassine et Touba Kébé (ex-Escale). Depuis 2003, la commune a négocié et obtenu des concessions foncières assez importantes de la part des communautés rurales voisines. Ainsi, elle s'étend sur un rectangle de 3,8 Km de largeur (Nord-Sud), et une longueur de 4,5 Km (Est-Ouest) avec une superficie de 17,10 Km<sup>2</sup>.

## **Paragraphe 2 : Le Milieu Physique**

### **2.1. Le relief et les Sols**

Le site urbain est relativement plat, malgré quelques zones dépressionnaires inondables, ce qui dénote d'un abaissement progressif du relief, consécutivement à un décapage de crêtes, de dunes et un colmatage des inter-dunes. Ce relief plat propice à l'urbanisation, ne nécessite pas de travaux préalables de terrassement.

Les sols sont de type sableux bruns à texture grossière, très perméable et à très faible valeur agricole du fait de leur état d'érosion assez avancé. Leur nature sableuse facilite le drainage des eaux, leur épaisseur et leur faible amplitude de tassement, en font de bonnes assises de fondements.

### **2.2. Le climat et les vents**

Le climat du site est de type sahélien. Du fait d'une forte insolation (environ 8,5 heures/jour), les températures sont élevées avec une moyenne annuelle de 28°C. Les principaux vents sont constitués par l'harmattan, vent continental du Nord, chaud et sec chargé de poussières, les alizés maritimes (de novembre à décembre) qui adoucissent le climat et la mousson porteuse de pluies. Ces vents et particulièrement les alizés, très forts et véritable tempête de sable, sont à l'origine de l'ensablement des voies de communication entravant leur impraticabilité.

### **2.3. La végétation**

La végétation au niveau de la commune est très pauvre, la ville est peu boisée, mais les artères sont souvent garnies. Les arbres d'alignement datent pour la plus part de l'époque coloniale surtout pour ceux qui se trouvent au centre ville. Au niveau des quartiers, on trouve particulièrement des Acacias et des *Azadirachta Indicata* (« Neems ») et des *Eucalyptus* introduits plus récemment. Mais Kébémér est confronté à la dégradation du couvert végétal au niveau de la commune et des environs. Malgré les efforts consentis par

les services des eaux et forêts en matière de reboisement, on note la faible implication des autorités et l'absence de suivi, qui réduisent à néant toutes les opérations menées dans le sens de reconstituer l'écosystème naturel.

#### **2.4. Hydrologie**

Sur le plan hydrographique, la nappe phréatique est très productive (débit pouvant atteindre 250 m<sup>3</sup> par heure) et de bonne qualité (salinité inférieure à 0,5 g/L) malgré sa profondeur (60 à 100 m). Les eaux de surface sont inexistantes en dehors de quelques mares en saison des pluies.

#### **2.5. La pluviométrie**

Située entre les isohyètes 200 et 500 mm, Kébémér a reçu annuellement au cours de ces cinq dernières années des quantités de pluies variant entre 250 et 300 mm. L'hivernage couvre généralement trois mois (juillet, août, septembre) tandis que le reste de l'année elle est marquée par une longue saison sèche de 9 mois (octobre à juin).

### **Paragraphe 3 : CARACTERISTIQUES HUMAINES ET SOCIO-DEMOGRAPHIQUES**

#### **3.1. PROFIL HISTORIQUE**

Kébémér est établie sur un terroir riche d'histoire. L'ancienne province du Gueth à laquelle elle appartient, est un maillon important de l'ancien royaume du Cayor dont elle occupe la partie Est, à sa frontière avec l'ancien royaume du Djolof. Le Gueth fut une ancienne province du grand Djolof sous la direction des premiers princes qui portaient le titre de Bargueth depuis le XIII<sup>e</sup> siècle. Le prince fondateur du Gueth, Guedo GUETH, est un petit-fils de Ndiadiane qui lui a confié la direction de la province située au cœur du Cayor. Les Bargueth se succédèrent de père en fils et apportèrent la paix et la richesse dans leur province. Les Damels les respectaient, car ils redoutaient leur puissance. Parmi les Bargueth, on peut citer l'illustre

Sakhewar Fatma grand-père de Sakhewar Mbaye DIOP, père de Lat Dior, dernier Damel du Cayor (1842-1886).

### 3.2. Le Milieu Humain

La ville de Kébémér a été conçue escale ferroviaire et comme centre de transit dans la traite de l'arachide avec notamment la création de la gare ferroviaire qui va accroître le flux vers la ville. Mais, c'est la fragilisation des écosystèmes, consécutivement aux années de sécheresse de 1972 qui a le plus opéré des mutations sur la structure démographique de la ville avec un afflux massif des populations rurales fuyant la détérioration des revenus et des conditions de vie.

La ville a ainsi reçu un accroissement démographique de 3,3%, un taux largement supérieur au taux national (3%). La population actuelle tourne autour de 14.627 habitants, soit 9,2% de la population du département.

L'analyse de la population montre un relatif équilibre entre les différents quartiers avec une population variant entre 2000 et 4000 habitants, avec une moyenne de 9,6 habitants par ménage.

**Tableau 1** : Répartition de la population selon les quartiers

<b>Nom des quartiers</b>	<b>Mbassine</b>	<b>Galla</b>	<b>Mbabou</b>	<b>Touba Kébé</b>	<b>Médina</b>	<b>Diamaguéne</b>	<b>Total</b>
populations	3.489	3.142	2.811	2.412	2.270	503	14.627

**Source:** Synergie Consult. Mars 2003

Cette population se compose en majorité de jeunes, les moins de 15 ans constituent 36% de la population et les plus de 65 ans 3,96%, avec une population féminine de 52%.

### 3.3. Les ethnies

A l'instar des autres terroirs situés dans l'ancien royaume du Cayor, la commune de Kébémér est en majorité peuplée de Wolof. C'est par la suite que les Maures, les Peuhls, les Toucouleurs et bien d'autres ethnies vont être attirées par l'essor économique de la ville qui était au centre de l'ancien bassin arachidier. Malgré ces flux migratoires, il n'en demeure pas moins que les Wolofs constituent encore l'écrasante majorité de la population de cette ville. Dans cette partie, nous traiterons donc le profil historique de la ville, le milieu humain et l'organisation sociale.

Les résultats de recensement de la population municipale de 1999 laisse apparaître une écrasante majorité de Wolof qui constitue 80% de la population totale, viennent ensuite les Halpoulhar soit 15% (dont 8% sont des Toucouleur, 5% des Peul, 1% de Laobé), celui des Maure avec 4% et le reste soit 1%, se composent de Diola, Sérère, Bambara, Lébou pour la plus part fonctionnaires affectés à Kébémér.

### 3.4. La stratification sociale

La présentation de la composition ethnique montre que la commune de Kébémér est constituée d'une forte dominante Wolof, suivie des Halpoulhar. Or ces deux ethnies sont des groupes fortement hiérarchisés. En effet, aussi bien la société wolof que la société poular se caractérisent par l'existence de castes. Elles y demeurent des structures sociales assez rigides dont l'explication pourrait être recherchée dans la spécialisation professionnelle et l'endogamie clanique dans l'ancien royaume du Cayor.

La bipartition du système - dans son ensemble - oppose les *Géers* aux *Ñeeño*. Idéologiquement les premiers sont supérieurs de naissance; ils sont de sang pur, d'origine wolof aussi loin qu'on remonte dans le temps. Les *Ñeeño* ou impurs quant à eux étaient également des hommes libres et formaient le groupe des castes artisanales. Cette classe se subdivise en



autant de sous-caste qu'il y a de métiers, qui sont toutes plus ou moins frappées de mépris ou d'endogamie par la classe des *Géers*.

Les *jaam* qui constituaient l'ordre servile occupaient le bas de l'échelle de la stratification sociale. Ces esclaves connaissent néanmoins au sein de leur classe une certaine hiérarchisation, qui hissait les esclaves de la couronne (*jaami buur*) au dessus des esclaves de case (*jaami badoolo*). L'esclave épousait dans la société globale le statut de son maître par rapport aux individus de sa classe.

Cette stratification sociale joue un rôle important dans le fonctionnement de la société locale, et sa compréhension est essentielle pour pouvoir replacer certaines logiques déployées par les acteurs dans leur véritable contexte.

### **3.5. Religions et confréries**

La composition ethnique, avec une forte prédominance des Wolof et des Halpoulhar traditionnellement musulmans, dicte la composition religieuse de la population. Les musulmans sont nettement plus nombreux soit 99,81%, on y trouve seulement 0,19% de chrétiens dont la présence est relative à leurs fonctions administratives. De par sa position géographique qui le place presque à égale distance de Touba (capitale du Mouridisme), de Tivaoune (capitale de la tidjania au Sénégal) et de Ndiassane (capitale du Khadriya), Kébémér est une commune où toutes ces confréries sont fortement représentées. La population se compose d'une majorité de Mourides soit 59%, de 21% de Tidianes et d'une minorité de 20% de khadres.

## **Paragraphe4 : Les migrations**

Les migrations dans la ville de Kébémér se font à un double niveau : à l'intérieur du pays à travers des échanges inter-urbaines et à l'extérieur du pays ou migration internationale.

### **4.1. Les migrations intérieures**

Les migrations vers les autres villes concernent surtout les jeunes scolarisés. En effet, les élèves sont obligés, une fois le cap du baccalauréat dépassé, d'aller poursuivre leurs études dans les autres villes qui abritent les universités et unités de formation professionnelle. Avant 1999, les élèves quittaient la ville dès l'obtention du BFEM, car c'est à partir de cette date que la ville a accueilli son lycée.

Actuellement les villes les plus touchées par les migrations d'élèves et d'étudiants originaires de Kébémér sont Dakar, Saint-louis, Thiès et Louga.

Ces migrations sont limitées dans le temps, car leur durée se confond avec celle de l'année scolaire et du cursus des élèves. Ces migrations vers les autres villes concernent aussi les jeunes à la recherche de travail dans les grandes villes. Ce sont les flux de l'exode rural dirigés vers la ville de Dakar, ils concernent surtout le secteur informel.

### **4.2. Les migrations internationales**

*« A Kébémér, les premiers migrants internationaux sont les bijoutiers ou teug wourouss, partis vers le Niger, la Côte d'Ivoire, le Burkina Fasso et les artisans plus précisément les laobés ou sculpteurs en direction de la Mauritanie. C'est seulement depuis les années 1990 que les mouvements internationaux, se dirigés vers la France, première destination des Kébémérois hors du continent. Après la fermeture de la gare de Lyon à Paris, véritables*

*foyers d'immigration, les émigrés Kébémérois partent vers l'Italie et s'installent à Pescara »<sup>65</sup>.*

A ce jour, leur nombre, est estimé à un plus d'un millier (source Plan de Développement économique et social de Kébémér). Ce qui montre que l'intensification se manifeste surtout à travers son ampleur démographique.

Le recrutement des candidats au départ, s'il s'effectuait seulement du côté des hommes, aujourd'hui avec l'effet de mode, nous assistons de plus en plus à l'émigration féminine. Tout comme les hommes, les femmes aussi sont candidates à l'émigration.

Cette dimension sociale de l'intensification de l'émigration internationale, au-delà de la féminisation du phénomène, apparaît également à travers la jeunesse des candidats au départ. De nos jours, l'émigration concerne davantage les jeunes adolescents que les adultes.

Si, au début, les émigrés avaient généralement un âge avancé, aujourd'hui, on note dans la dynamique migratoire, des adolescents, des jeunes tout frais qui ont l'âge de travailler et la possibilité de se prendre eux même en charge. Ils sont dans leur fleur d'âge pour dire qu'ils sont des personnes saintes et sauves. Nous ne parlons pas de la sainteté morale, mais nous parlons sous le couvert des démographes. Nous faisons allusion à leur lucidité et surtout leur force physique.

Au-delà de la féminisation et de la jeunesse du phénomène *Modu-Modu*, la dimension sociale de l'intensification de l'émigration apparaît également à travers l'implication de toutes les religions, confréries ou confessions dans le mouvement migratoire.

L'émigration internationale, au-delà de la dimension économique-professionnelle s'est également intensifiée d'un point de vue géographique.

---

<sup>65</sup> D'après B. NDIAYE, le trésorier de l'Association des émigrés ressortissants de Kébémér (âgé de 54 ans) :

Cette dimension géographique fait de l'émigration internationale, un phénomène universel. Cette universalité se manifeste par le fait qu'il y a aujourd'hui, une interaction, une interrelation entre les pays du sud comme ceux du nord. Pour vérifier cela, nous avons posé aux émigrés des questions sur leurs localités de résidence dans les zones de départ et leurs pays de destination.

L'émigration concerne tous les quartiers de Kébémér. Les quartiers comme Mbabou et Mbassine qui étaient jadis appelés les Ghettos à cause de leur caractère pauvre et la structure des maisons qui étaient en partie en paille, comptent aujourd'hui le plus grand nombre de *Modu-Modu*. Aucune localité n'est épargnée par l'émigration ; même parmi les villages environnants comme Tobbi DIOP et Ndakhar et les communautés rurales de Ndande et de Sagatta qui dépendent administrativement de la commune de Kébémér, dans presque toutes les familles, on compte au moins un émigré. Une famille peut avoir jusqu'à quatre émigrés.

Pour mesurer son ampleur démographique dans la commune, au-delà de l'observation directe, nous avons aussi posé des questions relatives au dépeuplement et à l'absence notoire de jeunes dans la commune.

La clandestinité marque le caractère politique de l'IEI dans les zones de départ. Elle se manifeste par l'illégalité des modes d'accès dans les PA, la direction indirecte des parcours, la diversité des moyens d'accès, la difficulté de financement personnel du montant du premier voyage.

Malgré, cette cherté des tractations et des paperasseries pour émigrer, ils arrivent à partir grâce à l'appui financier et matériel de leurs proches parents ou d'amis ou simples connaissances. Cette solidarité explique aussi l'intensification de l'émigration. Vu l'implication massive des candidats et l'engagement des familles à envoyer le maximum de membre, malgré le durcissement des politiques d'immigration et d'émigration, il y a lieu de trouver les enjeux de l'intensification de l'émigration internationale.

## **CHAPITRE II : DE LA NAISSANCE DE LA DECENTRALISATION A KEBEMER A LA MISE SUR PEIDS DU PLAN DE DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE ET SOCIAL DE LA COMMUNE**

Dans le premier, nous avons présenté le cadre général de l'étude : le commune de commune de Kébémér. Le deuxième chapitre de cette partie est consacré au cas auquel se rapporte au cadre spécifique de l'étude : la décentralisation à Kébémér et notamment, la mise en œuvre du Plan de développement économique et social. La présentation du Plan ainsi faite, pourra nous renseigner sur les réalités qui composent notre cadre d'étude et nous aider, dans une perspective anthropo- sociologique-, à la description du rôle du capital des Modu-Modu dans la mise en œuvre de la décentralisation dans cette commune, chef lieu, du département.

### **Section II : Historique de La Décentralisation à Kébémér**

#### **Paragrphe 1 : La genèse d'une ville**

Avec la stabilité et la prospérité que connaissait ce site grâce à l'agriculture et l'élevage, la communauté s'agrandit.

Les deux quartiers les plus anciens de la ville actuelle sont les quartiers Mbassine et Mbabou. La tradition orale révèle que ces deux quartiers sont fondés par deux frères. Le premier Mabassine Kébé s'est installé à Mbassine. Par la suite, le second frère Mababou aurait quitté Mbassine pour s'établir avec sa famille de l'autre coté de la voie ferrée pour fonder un nouveau quartier, Kébé Wolof, actuellement appelé Mbabou.

Très tôt, les éléments capitalisés par la ville, à savoir sa position de carrefour routier et ferroviaire, lui confèrent une prépondérance grandissante dans l'échiquier local. La gare organise la ville et détermine la naissance du quartier Escale avec l'arrivée des grandes maisons commerciales françaises:

Ainsi dès 1925, la ville acquiert une certaine importance économique consacrée au plan administratif par son érection au rang de commune

mixte. La commune mixte de Kébémér sera dirigée par des européens jusqu'en 1937, date de la nomination de El Hadji Cheikh Ibra FAYE au poste d'administrateur maire.

En 1960, avec l'accession du Sénégal à l'indépendance, les statuts de commune mixte et de moyen exercice seront supprimés. Kébémér et l'ensemble des communes mixtes accèdent alors au statut de commune de plein exercice. La ville deviendra, plus tard, chef lieu de département dans l'ancienne région de Diourbel et gardera ce statut dans la région de Louga, avec comme premier maire élu, Ameth DIOP.

## **Paragraphe 2 : Les partenaires de la commune**

Les membres du conseil municipal sont partagés entre la gestion de la ville et la recherche tous azimuts de voix au profit de leurs partis respectifs.

En plus de la préfecture, les services départementaux présents dans la commune de Kébémér sont les suivants : le service départemental de la famille, du développement social et de la solidarité nationale, l'IDEN (Inspection départementale de l'éducation nationale), le service départemental de l'élevage, le service départemental de l'agriculture, le service départemental des pêches, le service départemental du développement à la base et le service départemental de la jeunesse et des sports. Les autres services sont le district sanitaire, 1 CPRS (Centre de promotion et de réinsertion sociale) et le trésor public. On relève l'existence d'un centre polyvalent de formation des producteurs, du centre d'enseignement technique féminin et la case des tout-petits.

Le RADI, l'AFDS (l'agence pour le fonds de développement social), le DISC, le PFD (Population, femme et développement) interviennent pour le développement de la commune, de même que le PADMIR (Programme d'appui à la décentralisation en milieu rural) qui intervient surtout en milieu rural. La commune de Kébémér a aussi signé un accord de partenariat avec l'agence pour le développement municipal (ADM).

Des entreprises comme la SDE (Sénégalaise des eaux), la SENELEC (Société nationale d'électricité du Sénégal) et la SONATEL (Société nationale des télécommunications) assurent respectivement les services de distribution de l'eau, de l'électricité et du téléphone.

Dans le cadre du SIP (Système d'information populaire) le site WEB de la commune de Kébémér est créé pour une meilleure gestion des bases de données afférentes aux ressources de la ville en vue de la promotion d'un développement local. Toutefois, il n'est pas mis à jour régulièrement, ni géré par la commune comme un instrument de gouvernance locale (débat publics, diffusion d'information, sondages d'opinions, etc.)

### **Section III : Historique du Plan**

#### **Paragraphe 1 : Objectifs du Plan**

L'objectif principal est d'élaborer de manière concertée le plan de développement économique et social de la commune de Kébémér.

Les objectifs spécifiques de l'exercice de planification sont de :

- renforcer la participation des communautés dans le processus de développement local ;
- Développer les capacités de l'équipe municipale et celles de ses partenaires ;
- Mettre en place un cadre commun pour construire ensemble une vision partagée du développement de la commune ;
- Définir en commun les actions prioritaires de développement de la commune ;
- Identifier les sources de financement des projets de développement ;
- Promouvoir une gouvernance locale participative, transparente, équitable et durable.

Les acteurs de la société civile dans toutes leurs composantes, les ressortissants de la ville et la diaspora disséminée aux quatre coins du monde, les leaders et membres des partis politiques et le Conseil municipal ont travaillé de concert avec les services déconcentrés de l'Etat, les opérateurs économiques, les partenaires sociaux, techniques et financiers pour un bénéfice partagé et un enrichissement mutuel.

## **Paragraphe 2 : Le Processus de création du Plan**

Pour la réalisation de ce plan, des consultations préalables, un atelier d'orientation méthodologique, une formation des animateurs relais en planification participative, un focus- group, des fora de quartier et des assises ainsi que des ateliers de planification ont été mis en œuvre. Un processus de double planification partant de l'échelle de quartier à celle de la commune a été adopté. Une analyse des besoins et une évaluation des acquis, des contraintes et des potentialités ont permis d'ouvrir des perspectives de planifications participatives tournées vers des actions de changement et provenant des réalités locales.

Le diagnostic participatif a permis de recueillir la perception et la vision des populations par rapport aux problématiques de leur quartier et de leur commune. Sept groupes homogènes (ONG et projets, personnes handicapées, jeunes, femmes, services techniques et administratifs, Conseil municipal et émigrés) ont discuté sur leurs expériences de participation au développement de la commune, les difficultés rencontrées et les solutions envisagées. Ils ont également analysé les facteurs internes et externes pouvant influencer le développement de Kébémér et formuler leur vision.

D'après Thiendou Niang, Président du comité de Pilotage de Plan, « Les foras de quartiers ont été des moments de grande mobilisation pendant lesquels les populations ont appréhendé les besoins réels de leur quartier. L'analyse de leur environnement en terme d'histoire, d'institutions, d'infrastructures, de contraintes a été un des temps forts de ces réunions communautaires qui ont fait émerger des perspectives de solutions endogènes. »

### **Section III : L'économie locale et ses limites**

Plusieurs types d'activités sont pratiqués dans la commune, mais ceux qui englobent le plus d'actifs sont le commerce, l'artisanat et le transport. L'agriculture, l'élevage et la foresterie, également pratiqués, permettent aux populations de se procurer tant bien que mal des revenus.

#### **Paragraphe 1 : Le commerce**

Les activités commerciales emploient près d'un millier de personnes dont 54% de femmes. Le commerce est la première activité par l'importance de la population active et le montant des revenus générés. En atteste, l'augmentation rapide du nombre de cantines, souks et de boutiques dans l'espace commercial. Ainsi le nombre de cantines est passé de 108 en 1988 à 347 en 2002 alors que le nombre de boutiques est estimé de nos jours à 749 dans le seul domaine communal. En 1988, ce commerce a créé 55 emplois permanents, alors qu'en 1999 le nombre d'emplois créé par cette même activité s'élevait à 1189. Cet accroissement rapide s'explique par l'investissement massif des émigrés dans ce secteur.

Malgré son importance, ce commerce est confronté à l'épineux problème du manque d'infrastructures (équipements marchands), ce qui du reste expliquait déjà en 1988 le nombre important d'étals (156). On peut ainsi relever à ce niveau, la faible capacité d'organisation des populations. Paradoxalement, le taux de recouvrement des taxes est très faible par rapport à l'importance des activités marchandes.

#### **Paragraphe 2 : L'artisanat**

L'artisanat est la deuxième activité après le commerce tant du point de vue des personnes concernées estimées à 832 que des revenus générés. Dans ce secteur, la participation féminine est faible car s'élevant seulement à 9%. L'accès à ces activités requiert un apprentissage peu accessible aux filles.

Avec l'émigration, on assiste aussi à une augmentation du nombre d'artisans et de leurs équipements. En 1988, l'artisanat communal n'employait que 11 personnes alors qu'en 1999-2000 il fournit 848 emplois. Cet artisanat comprend l'artisanat de production et l'artisanat de service (couture 32%, mécanique 32%, bâtiment 20% et menuiserie 15%). Quelques artisans se déploient dans l'artisanat d'art. La galerie "*borom ndënd yi*", vitrine de cette activité est sise sur la route nationale.

Dans la commune, l'artisanat est confronté à la faiblesse des revenus, la faiblesse des capacités d'investissement et de financement. A cela s'ajoute le faible niveau de qualification et l'absence d'un cadre d'exercice et de promotion fonctionnelle comme le village artisanal.

### **Paragraphe 3 : Le transport**

Le transport emploie, quant à lui, près de 500 personnes. C'est la troisième activité après le commerce et l'artisanat. Elle est dominée dans la commune de Kébémér par le transport hippomobile (calèches et charrettes) avec près de 110 unités.

On note une absence de taxi urbain. La circulation est caractérisée par un encombrement surtout au niveau du croisement de la route Touba-Lompoul avec la nationale Dakar-Saint-Louis du fait du stationnement anarchique.

### **Paragraphe 4 : L'agriculture**

Parent pauvre du secteur primaire, l'agriculture n'emploie que 130 actifs sur les 9.016 que compte la commune. Cette faiblesse s'explique par le développement de la dynamique urbaine auquel s'ajoute la dégradation des conditions naturelles, écologiques et climatiques. Les superficies cultivées sont situées hors du périmètre communal. La faiblesse des activités agricoles peut s'expliquer aussi par la régression de l'économie arachidière. Même le maraîchage y est quasi absent.

### **Paragraphe 5 : L'élevage**

L'élevage est surtout marqué par l'importance du cheptel de petits ruminants. Avec le développement du transport hippomobile, les chevaux de traits sont aussi très nombreux dans la commune. La présence du service de l'élevage permet de limiter les abatages clandestins, mais l'abattoir n'est pas encore fonctionnel.

L'élevage reste une activité confrontée à plusieurs contraintes : faiblesse du suivi sanitaire du cheptel; manque d'infrastructures et insuffisance de l'alimentation du bétail qui explique, entre autres raisons, la faible production de lait et de viande. L'élevage est caractérisé par son aspect extensif et le déplacement des éleveurs des villages vers la ville.

### **Paragraphe 6 : La pêche**

La proximité de la commune avec Lompoul, zone de pêche fait qu'une frange de la population kébémeroïse travaille dans le transport et commercialisation des produits halieutiques. Cette situation est facilitée par la présence de mutuelles d'épargne et de crédit. La pêche est confrontée à l'inorganisation du marché de poissons, à la faiblesse des capitaux, au manque d'infrastructures de conservation, à la mauvaise organisation des acteurs de la filière, au manque de sécurité et à l'insuffisance de l'encadrement.

## **Section IV : L'organisation socio-culturelles**

### **Paragraphe 1 : L'éducation et La formation**

La commune compte, au niveau de l'éducation maternelle et préscolaire destinée aux enfants de 3 à 5 ans, une seule école maternelle créée depuis 1979. L'effectif évolue en dents de scie. En effet, de 99 élèves en 1995, il est passé à 110 en 1996, pour se retrouver avec seulement 55 inscrits en 1997, chiffre qui est remonté à 142 en 2003. Mais, la population scolarisable (7 à 12 ans) est de 3.187 personnes.

Au demeurant, il convient de préciser que la stagnation de ce secteur est générale au niveau national. C'est d'ailleurs la raison pour laquelle l'Etat a opté pour la mise en place de cases des tout-petits pour accroître le taux de fréquentation. Une case des tout-petits a été construite dans la commune en 2003 et accueille 98 enfants, pour 30 places initialement prévues.

Selon l'inspection départementale de l'éducation nationale (IDEN) de Kébémér, l'effectif global de la commune pour l'année scolaire 2002-2003 est de 2.267 élèves dont 1.040 filles soit 45, 87%. L'enseignement élémentaire a fonctionné avec 49 classes réparties dans 6 établissements pour 60 enseignants (français et arabes). Le ratio est une classe pour 46 élèves. S'agissant des résultats scolaires, les taux de réussite enregistrés dans la commune sont supérieurs à ceux du niveau national, régional et départemental et dépassent déjà les objectifs de 70% au CEPE et de 50% à l'entrée en sixième que l'IDEN s'est fixé pour l'année scolaire 2003-2004.

S'agissant du cycle secondaire et supérieur, Kébémér dispose d'un lycée hybride (qui compte en son sein un CEM et un second cycle) créé en 1998 par extension de l'ancien collège fondé en 1969. En 2002-2003, le lycée comptait un effectif total de 1.047 élèves (dont 852 pour le premier cycle et 195 pour le second cycle) contre 1.251 élèves en 2003-2004 (avec 990 élèves pour le premier cycle et 261 pour le second cycle). Il compte 20 salles de classes (dont 3 salles spécialisées) pour 25 classes pédagogiques, 41 professeurs dont 25 titulaires et 16 vacataires.

On note un déficit en salle de classes, ce qui explique les réductions horaires. Le taux de réussite aux examens est de 45,75% pour le BFEM, le concours régional d'excellence en 2001-2002 et 77,66% pour le BFEM et concours régional en 2002-2003 et pour le BAC, le pourcentage était de 45,16% en 2001-2002 et 61,40% en 2002-2003.

Mais le lycée est confronté à d'énormes problèmes d'infrastructures (bibliothèque, terrain de sport, infirmerie, foyer) et de déficit en manuels scolaires et en équipement informatique. Il existe aussi un centre de formation technique féminin. Les étudiants quant à eux fréquentent les universités Cheikh Anta Diop de Dakar, Gaston Berger de Saint-Louis et des universités de l'étranger (France, Belgique et le Canada etc.).

Kébémér compte un institut islamique et 30 "*daara*" (écoles coraniques) répartis entre 6 quartiers de la ville. 15 de ces *daaras* abritent des internats qui comptent un effectif global de 424 "*taalibés*" dont 24 filles. Les 15 autres sont des *daaras* où les enfants retournent chez leurs parents après les classes (externats). Ces derniers comptent un effectif global de 1.398 enfants dont 828 garçons et 570 filles et ces effectifs augmentent considérablement pendant les grandes vacances. Ces *daaras* souffrent de plusieurs maux tels que le manque de dortoir, l'insalubrité des locaux et le problème de nourriture. On note aussi une quasi-absence de suivi médical, d'eau potable, d'abris adéquats.

Actuellement la commune abrite, d'une part, au quartier Médina un Centre d'alphabétisation et de lecture (CAL) et d'autre part, les sièges des opérateurs en alphabétisation : les organisations non gouvernementales PFD, GADEC, ASDEC. Malgré tous ces atouts, le secteur éducatif de Kébémér est confronté à une déficience des infrastructures scolaires, à une insuffisance du matériel didactique et au manque d'hygiène dans les écoles.

## **Paragraphe 2 : Santé et action sociale**

La commune de Kébémér dispose d'un centre de santé à l'intérieur du district sanitaire d'une superficie de 420 m<sup>2</sup>, situé dans le quartier de Touba Kébé (ex-Escale.) Le fonctionnement de ce centre de santé est assuré par un médecin, un chirurgien-dentiste, un technicien de laboratoire, trois infirmiers et deux sages-femmes aidés dans leur travail par deux matrones, quatre aides-soignants 36 relais communautaires opérant dans les quartiers. La couverture en personnel qualifié de santé (1 médecin pour 15.028 habitants en 2003 et une sage-femme pour 1.725 femmes en âge de reproduction) est faible au regard des ratios de l'OMS (organisation mondiale de la santé) qui stipule qu'il faut un médecin pour 10.000 habitants et 1 sage-femme pour 300 femmes en âge de procréer.

Pour l'action sociale, des aides et assistances sont menées envers les familles démunies surtout de la part des émigrés. L'association des handicapés bénéficie d'une subvention municipale de 300.000 francs CFA. Seulement ces actions sont encore faibles. C'est pourquoi on assiste à une recrudescence des fléaux sociaux tels que : la mendicité, la drogue et la progression de la prostitution clandestine. De plus ces populations sont confrontées à l'accès difficile aux services sociaux de base et à un manque de formation.

## **Paragraphe 3. Hygiène et assainissement**

74% des ménages disposent de toilettes avec chasse et fosse septique, 12% utilisent les latrines avec fosse septique, 10% se soulagent dans la nature et environ de 1% dans les édicules publics.

La commune est confrontée à une faible couverture de la collecte des ordures et un sérieux problème de décharge des ordures sans compter le paiement double de la taxe sur les ordures à la commune et aux comités de quartiers. Il existe plus d'une dizaine de décharges dont la plupart avoisinent les habitations, exposant les populations à de sérieuses menaces sur la santé. L'aggravation du phénomène de décharge irrégulière s'explique

en partie par l'absence d'emprise et de contrôle sur les charretiers clandestins qui déversent les ordures la nuit.

La commune fait également face à la présence de fosses septiques sur la voie publique, et à un déversement des eaux usées dans les rues, même si la nature sablonneuse et perméable des sols confère de bonnes capacités de drainage, et minimise les risques de pollution par les eaux usées stagnantes.

#### **Paragraphe 4 : Sports et culture**

Les ASC (Associations culturelles et sportives), au nombre de 13, s'investissent dans le sport et la sensibilisation des populations contre les fléaux comme le sida et la promotion du PEV (Programme élargi de vaccination). La commune leur accorde une subvention mensuelle de 3,5 millions de francs CFA.

En athlétisme, la section de Barguet compte 52 athlètes, dont 35 filles et 27 garçons. Kébémér compte le taux le plus élevé en terme de pratiquants au niveau de la région de Louga. L'équipe de football, le Barguet, club de 2<sup>ém</sup> division dispose de 92 licenciés toutes catégories confondues.

La municipalité basket club dispose quant à elle de 132 licenciés toutes catégories confondues, dont 67 garçons et 65 filles.

Le karaté est pratiqué par deux catégories – mini-karaté: 19 pratiquants; cadet, junior et senior : 29 pratiquants – soit 48 pratiquants encadrés par deux moniteurs, dont le premier est de ceinture noire 1<sup>er</sup> Dan et le second ceinture noir 2<sup>ém</sup> Dan. Le karaté obtient de bons résultats au niveau national.

## **Section V: Urbanisme et aménagement**

### **Paragraphe 1 : Urbanisme**

Le périmètre urbain de la commune de Kébémér a été fixé par le même décret qui fait de Kébémér une commune. Mais, depuis 1925, un arrêté avait établi ce périmètre à 400 ha.

Les quartiers de la commune sont construits autour de trois axes principaux que sont : la gare ferroviaire, le marché central et le centre administratif. La ville a connu une croissance rapide consécutive aux cycles de sécheresse qui ont marqué la dynamique démographique.

Le plan directeur d'urbanisme montre que la commune de Kébémér est passée de 955 concessions en 1995 à 1.280 effectivement occupées en 1999; d'où une progression de 25% en quatre ans. En 2002, les parcelles occupées sont estimées au nombre de 1.597 unités. Cette extension rapide et actuelle se traduit par l'occupation des espaces périphériques du tissu urbain par un habitat spontané et irrégulier. Aujourd'hui la ville s'étend du centre vers la périphérie de manière rapide. Les besoins de desserte pour faciliter la circulation à l'intérieur des quartiers et les voies artérielles pour relier le centre urbain et les quartiers sont réels.

Les retombées favorables de l'émigration s'observent surtout au niveau de l'habitat. Les dernières données statistiques montrent la plupart des ménages (73%) sont propriétaires du domicile dans lequel ils vivent. Les autres sont logés par la famille ou l'employeur (3%). Les maisons sont en grande partie clôturées avec un mur en ciment (78%) ou en paille (22%). Le toit des maisons est en zinc (54%), en béton (20%), en tuile/ardoise (12%) ou en chaume/paille (14%). Les sols sont en ciment (60%), en sable (23%) ou carrelé (17%).

21% des ménages ne disposent que d'une ou de deux pièces. 20% des ménages disposent de 3 pièces, 18% de 4 pièces, 22% de 5 pièces. Toutefois, 13% disposent de 7 à 12 pièces. Le mode d'évacuation des eaux usées le

plus répandu reste la rue ou la nature avec 74% de ménages qui s'adonnent à cette pratique.

L'expansion de la population débouche inexorablement sur une difficulté de gestion de la voirie et des réseaux. On assiste ainsi à une occupation anarchique des voies, à un ensablement des voies d'accès, à une circulation congestionnée le lundi, jour du marché hebdomadaire. De plus, il est noté une faible participation de la commune dans l'amélioration du cadre de vie. L'occupation de l'espace par le commerce requiert leur regroupement dans un grand marché. Ceci permettrait de libérer l'espace publique.

## **Paragraphe 2 : Aménagement**

### **1. Routes et voies ferrées**

Le réseau routier communal est constitué de 3km de route dont 2.6km bitumés et 400m de routes latéritiques. Cette situation a pour corollaire des difficultés d'accès à plusieurs quartiers, notamment Médina, Galla et Diamaguène. Ces insuffisances ont entraîné les retards dans le développement du transport urbain, des activités économiques, des difficultés d'évacuation sanitaire dans certains quartiers. La route nationale Dakar-Saint-Louis et la route Touba-Lompoul constituent les axes principaux de communication et d'intégration de la ville au dispositif urbain national.

Les voies de chemin de fer (2km de long et six hectares d'emprise à l'intérieur de la ville) actuellement inutilisé constituent aujourd'hui un facteur de désintégration du tissu urbain avec la longueur de son emprise, son occupation par des broussailles et des dépôts sauvages d'ordures coupant la ville en deux zones avec les quartiers de Touba Kébé, Médina et Mbassine à l'Est et les quartiers de Galla, Diamaguène, de Mbabou à l'Ouest.

## **2. Réseau hydraulique**

L'approvisionnement en eau se fait à partir des branchements de la SDE (Société d'exploitation des eaux du Sénégal). Ainsi, certains ménages ont accès à l'eau potable par branchement individuel et d'autres y accèdent à partir des bornes fontaines publiques. Sur les 1.354 ménages enregistrés en 2003, 993 soit 73% disposent de robinets intérieurs, tandis que 188, soit 14% s'approvisionnent à partir des robinets extérieurs. Les autres modes d'approvisionnement se font par les puits ou à partir des vendeurs d'eau. La position de Kébémér, située sur l'axe de desserte du lac de Guiers, facilite les branchements. Le coût élevé des branchements distants du réseau, plusieurs demandes de branchements ne sont pas encore satisfaites.

## **3. Réseau électrique**

L'accès à l'électricité est relativement satisfaisant d'autant plus que 68% des ménages utilise ce mode d'éclairage même si, à l'opposé d'autres utilisent par ordre d'importance, les lampes-tempête, les lampes à pétrole artisanales et les bougies. La principale contrainte au niveau de ce réseau électrique demeure la gestion de l'éclairage public. La couverture du territoire communale est faible et le réseau actuel vétuste.

## **4. Télécommunications**

L'accès au téléphone reste encore très faible dans la commune de Kébémér. En effet, 2% des ménages sont branchés. Mais à côté de ces branchements individuels, il existe un réseau de Télécentre relativement important. Malgré la diffusion du téléphone portable, son utilisation est souvent confrontée à la défaillance du réseau.

Au plan de la couverture radiophonique, la RTS (Radio télévision du Sénégal) les radios Walfadjiri et Dunya (qui dispose d'une station à Kébémér sur la bande FM) assurent une bonne desserte.

## **TROISIEME PARTIE : PRESENTATION DES RESULTATS TEST**

### **Chapitre I : Identification sociologique des émigrés**

#### **Section I : Emigration Internationale, Un Phénomène Complexe**

Dans un contexte spécifique, à partir de l'identification sociologique des émigrés, nous allons mesurer cette complexité de l'émigration. Ces réponses ont été systématisées dans les tableaux statistiques en vue d'une meilleure lisibilité.

**Tableau 2: Répartition des émigrés selon la variable sexe**

sexe	Effectif EM	% EM
masculin	32	80
féminin	8	20
Total	40	100

**Source : Résultats de l'enquête test**

Le recrutement des candidats au départ, s'il s'effectuait seulement du côté des hommes, aujourd'hui avec l'effet de mode, nous assistons de plus en plus à l'émigration féminine. Tout comme les hommes les femmes aussi sont candidates à l'émigration.

**Tableau 3: Répartition des émigrés selon leur âge**

Age	Ni EM	% EM
18 - 25	8	20
25 - 30	20	50
30-35	5	12.5
35- 40+	7	17.5
Total	40	100

**Source : Résultats de l'enquête test**

L'émigration concerne plus les jeunes qui ont moins de 30 ans (50%) que les adultes qui ont 45 ans révolue (soit 17.5 %). Si, au début, les émigrés avaient généralement un âge avancé, aujourd'hui, on note dans la dynamique migratoire, des jeunes.

**Tableau 4 : Répartition des émigrés selon leur religion**

Religion	Ni émigré	% émigré
musulmans	36	90
chrétiens	4	10
total	40	100

**Source : Résultats de l'enquête test**

L'émigration est devenue un mouvement intensif du moment que les candidats au départ se recrutent dans toutes les religions révélées. La tendance se dégage plus du côté des musulmans car nous sommes dans une société majoritairement musulmane. En effet, 90 des émigrés enquêtés sont des musulmans.

**Tableau 5 : répartition des émigrés selon leurs confréries ou confessions**

Confrérie / confession	Ni émigré	% émigré
Mouride	21	52.5
Tidjiane	9	22.5
khadre	5	12.5
Layène	2	5
Catholique	3	7.5
Protestant	0	
Total	40	100

**Source : Résultats de l'enquête test**

La majorité des émigrés sont des mourides (52.5 %). Cela s'explique par la proximité de Kébémér de la ville sainte de Touba, qui est la capitale du mouridisme mais également une zone de retour et d'investissements.

**Tableau 6 : Répartition des émigrés selon leurs ethnies**

Ethnie	Ni émigré	% émigré
Wolof	31	77.5
Haalpulaar	7	17.5
sérère	2	5
total	40	100

**Source : Résultats de l'enquête test**

La forte représentativité de l'ethnie wolof à Kébémér (77.5%). s'explique par le fait que nous sommes dans le Ndiambour qui est une zone composée essentiellement de Wolof.

**Tableau 7: Répartition des émigrés enquêtés selon les castes**

Les castes	Effectif correspondant	%
Les <i>Géers</i> (les nobles) la caste supérieure	13	42
Les <i>Ñeeno</i> (griots, teug, oudé, laobés) les castes inférieurs	18	58
Total des enquêtés wolof	31	100

**Source : Résultats de l'enquête test**

La dimension complexe du phénomène *Modu-Modu* s'analyse aussi à partir de l'implication dans les dynamiques migratoires aussi bien des castes supérieures (*Géers*) (42%) que celles inférieures (*Ñeeno*) (58%).

**Tableau 8 : répartition des émigrés selon leurs études effectuées**

Ecoles fréquentées	Effectif émigré	% émigré
française	21	52.5
coranique	18	45
Aucune	1	2.5
total	40	100

**Source : Résultats de l'enquête test**

Les mouvements migratoires touchent aussi bien ceux qui ont été alphabétisés en langue française (52.5%) comme en langue arabe que les analphabètes. Dans les campagnes, la plupart des émigrés n'ont fréquenté que l'école coranique. Dans les PA, à cause de leur manque de qualification, ils acceptent au début, tous les travaux qu'on les propose. Ils n'ont que leur force de travail à vendre.

**Tableau 9: Répartition des émigrés selon leur niveau d'étude en français**

niveau	Effectif émigré	% émigré
primaire	6	29
secondaire	12	57
supérieur	3	14
Total des enquêtés ayant fréquenté l'école française	21	100

**Source : Résultats de l'enquête test**

« La carrière pour réussir dans les études est longue et peu garantie. J'apprenais que pour écrire mon nom et signer ». Cette perception, il le partage avec la plupart des émigrés qui pensent qu'avec le phénomène des maîtres sans emplois et les salaires minimaux des enseignants, la réussite par les études est de plus en plus incertaine.

Cependant la faiblesse de leur niveau d'étude a des influences néfastes sur leurs activités économiques à l'étranger.

Les types d'activité auxquels ils s'adonnent, demandent le plus souvent une force physique comme c'est le cas dans les fabriques et le service des bâtiments. Les émigrés qui ont atteint le niveau supérieur sont des étudiants ou des enseignants qui ont abandonné les études au profit de l'émigration.

**. Tableau10 : Evolution des effectifs d'enseignants ayant émigré**

Année d'émigration	Nombre d'enseignants en émigration
1997	1 volontaire dans le primaire
1998	1 volontaire dans le primaire et 2 instituteurs
1999	1 volontaires dans le primaire et 1 instituteur
2000	2 volontaires dans le primaire ,6 instituteurs et1 maître contractuel
2001	3 volontaires dans le primaire et 2 instituteurs
2002	1 maître contractuel
2003	1 maître contractuel et 1 instituteur
2004	Néant
Total	23enseignants

**Source : chef du personnel de l'IDEN Kébémér, Ibrahima Dia.**

Ces départs massifs constatés de jour en jour du côté des enseignants, révèlent l'aspect évolutif de l'émigration à travers les professions des candidats avant l'émigration.

**Tableau 11: Répartition des émigrés selon leurs professions avant émigration**

Profession	Ni émigré	% émigré
agriculture	1	2.5
Elève	6	15
Etudiant	1	2.5
Commerçant	11	27.5
Cordonnier	2	5
mécanicien	1	2.5
Forgeron	3	7.5
bijoutier	9	22.5
Ouvrier	1	2.5
tailleur	3	7.5
enseignant	2	5
Total	40	100

**Source : Résultats de l'enquête test**

Tous les corps de métiers sont concernés par le mouvement migratoire. Avant leur émigration, la majorité des émigrés travaillaient dans le commerce (27.5%) et les autres activités de type informel (bijouterie, maçon, menuisier, tailleur, mécanicien, cordonniers etc.).

## **Paragraphe 2 : Les origines du capital économique des Modu-Modu**

Les origines du capital économique des Modu-Modu s'analyse à travers les opportunités de travail plus élevées, les opportunités de rémunérations plus consistantes et l'acquisition de nouvelles expériences et de nouveaux métiers que permet l'émigration internationale.

**Tableau 12: Répartition des émigrés selon le nombre de jour de travail par semaine**

Nombre de jour de travail par semaine	effectif	%
5jours	12	30
6jours	20	50
7jours	8	10
Total	40	100

### **Source : Résultats de l'enquête test**

Les émigrés sont obligés de travailler généralement 6 jours sur sept avec un seul jour de repos (50% °). Ils ont toute une famille à entretenir et des projets d'investissement lucratifs à entreprendre.

**Tableau 13 : Répartition des émigrés selon le nombre d'heure de travail par jour**

Heure de travail	effectif	%
10h	17	28
12h	13	22
16h	30	50
total	60	100

### **Source : Résultats de l'enquête**

Les émigrés travaillent presque tous les jours et avec 8 à 16 heures de temps. Ils veulent gagner rapidement beaucoup d'argent. Ceux qui travaillent dix heures de temps par jour sont ceux qui ont le maximum de jours de travail. Les boulots sont durs et difficiles à supporter.

**Tableau 14: Répartition des émigrés selon le nombre d'activité lucrative à l'étranger**

Nombre d'activité	Effectif	%
1	6	15
2	19	47.5
3	15	37.5
total	40	100

**Source : Résultats de l'enquête test**

Les émigrés pour gagner rapidement leur vie, ont plus d'une activité lucrative. C'est pour cette raison qu'il est fréquent d'entendre de la part des émigrés comme des non émigrés que : « *le Modu-Modu liquey la xam* ». Pour dire que l'émigré passe tout son temps au travail. A longueur de journée, ils s'adonnent à beaucoup d'activités économiques susceptibles de leur rapporter assez d'argent dans le but de subvenir à ses propres besoins et à ceux de sa famille. Face à la crise économique qui sévit à Kébémér qui est à l'origine de l'émigration, les Modu-Modu ont besoin d'être riches pour échapper à la pauvreté.

**Tableau 15 : Répartition des émigrés selon le les domaines d'activité de l'émigré dans les pays d'accueil**

Domaine d'activité	Effectif	%
Ouvrier dans une fabrique	5	12.5
Commerçant	9	22.5
Ouvrier dans une fabrique et commerce	16	40
Commerce /ouvrier et autre activité	10	25
Total	40	100

**Source : Résultats de l'enquête test**

Les émigrés pour gagner rapidement leur vie ont plus d'une activité lucrative. Le secteur économique de prédilection est le commerce ambulancier car la plupart d'entre eux vivaient d'une telle activité avant leur aventure. Ils vendent des objets d'art (masques, djimbé, tableaux d'art, etc.). Non seulement, ils connaissent tous les marchés de l'Italie mais ils ont également des cantines dans ces derniers. Ce qui fait que la vie économique des émigrés dans les pays d'accueil, est extrêmement difficile à cause de leurs conditions de travail et de vie.

Aujourd'hui, le malheur est qu'ils soient concurrencés par les Chinois et les bengalaises ainsi que les Scandinaves. Ces derniers ayant un niveau d'instruction et de technicité sont plus sollicités que les Modu-Modu, dans une société déterminée par la science et la technique. L'essentiel est que les émigrés vont acquérir sur le tas de nouvelles connaissances.

**Tableau 16 : Répartition des émigrés selon les raisons du choix des activités dans les pays d'accueil**

Raisons	Effectif	%
Possibilité de gain plus rapide	14	35
Nécessité	23	57.5
Vocation	3	7.5
Total	40	100

**Source : Résultats de l'enquête test**

Les émigrés choisissent leur activité économique dans un but d'avoir un pouvoir économique élevé et le plus rapidement possible. Raison pour laquelle le commerce et le travail hebdomadaire sont leurs principales activités car ils sont payés très rapidement. Dès qu'ils descendent du boulot, ils savent ce qu'ils ont récolté dans la journée. Ceux qui ont choisi leur activité par nécessité, ce sont ceux qui n'ont pas encore des papiers légaux ou bien ceux qui sont à leurs premiers voyages. Comme ils ne maîtrisent pas encore les circuits ils sont obligés de tous prendre tous les travaux qu'on leur propose pourvu que ces derniers soient licites et autorisés par les autorités étatiques.

**Tableau 17 : Répartition des émigrés selon le revenu mensuel moyen**

Revenu mensuel en FCFA	effectif	%
800 000-1.200 000	27	67.5
1.200 000 à 1.500 000	8	20
1.500 000 à 2 000 000	5	12.5
Total	40	100

**Source : Résultats de l'enquête test**

L'émigré gagne pour la plupart du temps 800 000 à 1 200 000 de francs CFA le mois (67.5%). Mais, à ce niveau il faut relativiser car au début du séjour, les émigrés faute de travail, ont du mal à subvenir à leurs propres besoins. Comme ils vivent en solidarité et en fraternité, les émigrés s'entraident et se soutiennent ce qui fait que même les familles des émigrés peuvent ne pas être au courant de leurs difficultés financières. Les compatriotes vont jusqu'à lui donner de quoi envoyer mensuellement au pays afin de rassurer sa famille.

D'une manière générale, si les activités marchent correctement, le Modu-Modu le plus pauvre gagne au moins 800 000 à 900 000 FCFA le mois. Ceux qui ont deux à trois activités à la fois peuvent gagner 1 500 000 CFA jusqu'à deux millions de francs mensuellement. Leur revenu est fonction d'une part du nombre d'activité qu'ils mènent mais des périodes. Durant l'Eté ou le tourisme marche bien en Europe, leur revenu mensuel devient plus important mais au moment de l'Automne où il fait trop frais, le commerce par exemple est en crise.

C'est pourquoi, ils profitent de cette période de fraîcheur pour rentrer au pays et à la limite de réduire leurs envois au pays pour économiser davantage.

**Tableau 18 Répartition des émigrés selon le montant envoyé en moyenne par mois au Sénégal**

Montant envoyé	effectif	%
200 .000 à 300. 000	14	35
350.000 à 400.000	24	60
400 000 à 500. 000	2	5
total	40	100

**Source : Résultats de l'enquête test**

L'émigré de Kébémér envoie au minimum 200 à 300 mille francs à sa famille (35%) et au maximum 400 à 500 mille francs le mois (5%). Il faut préciser que ces envois ne font pas d'un seul coup mais sont étalés dans le mois et sont fonction des besoins. La majorité envoient 3500 à 400(60%). Cet argent sert à gérer les dépenses quotidiennes, les factures d'électricité de téléphone, d'eau et autre frais notamment médicaux de leur famille, les baptêmes, les funérailles et toutes autres dépenses familial. Grâce à cet argent de nos jours l'activité migratoire constitue incontestablement la dominante de l'économie dans la commune de Kébémér comme nous allons le montrer toute suite.

Mais avant cela précisons que ces envois s'effectuent à travers les structures bancaires et les services de la poste ou bien encore le système de Yobennté.

**Tableau 19: Répartition des émigrés selon le mode de transfert d'argent utilisé**

Mode transfert d'argent	effectif	%
Voie bancaire	7	17.5
Voie postale	18.	45
Autre à préciser	15	37.5
Total	40	100

**Source : Résultats de l'enquête test**

Pour envoyer leur argent au Sénégal, ils utilisent pour la majorité les services de la poste (45). Grâce au Western union et la poste périodiquement des mandats sont envoyés aux familles des émigrés. La voie bancaire à cause des taux lourds (on relève 5 à 10% des envoies), est au

fur et à mesure abandonnée au profit de la poste, du système de Yobeunté (service d'une tierce personne se rendant au Sénégal) et le transfert par soi-même à l'occasion d'un séjour au pays. En 2003, les concepteurs du plan du développement économique et social de Kébémér estiment que le montant envoyé par les émigrés de Kébémér est de 260 000 FCfA. Ces envois ne concernent que les transferts utilisés à travers les structures formelles. D'ailleurs ce tableau ci-dessous nous indique la totalité des mandats toutes provenances confondues en direction des familles des émigrés de Kébémér.

**Tableau 20 : l'évolution du volume des mandats de 1994 - 2004**

Année	Montants totaux des mandats (FcfA)
1994	30 000 000
1995	35 000 000
1996	40 000 000
1997	45 000 000
1998	120 500 000
1999	150 000 000
2000	230 000 000
2003	260 000 000
2004	290 000 000

**Source : la poste de Kébémér**

Quoique substantielles, ces estimations, du reste limitées uniquement aux envois formels, n'intègrent pas les transferts en nature difficile à appréhender, comme les marchandises rapportées par les migrants en vacance, les envois d'argent par Yobeunté et les pratiques de compensation financière (achat de bien par l'émigré pour les compatriotes, réglés par ces derniers en FCFA). Considérant le volume de ces remises en devises, le BCAO installe une mini-banque dans la commune et les services de la poste se voient dynamisés afin d'encourager les rapatriements.

Ces envois sont périodiques ; dans certains cas ils varient mensuellement ou dimestriellement. A Kébémér, les rentrées d'argent liées à l'émigration

constituent la principale source de devise de plusieurs familles depuis les sécheresses répétées. Ils participent à l'amélioration de la situation économique de la commune et la région en générale. Les transferts bancaires et les mandats postaux des émigrés évalués à plus de 230 millions en l'an 2000 atteignent presque en 300 millions 2004. En 2003 le montant moyen de transfert mensuel d'un émigré était de 200 000 FCFA soit le double du salaire d'un instituteur la même année. Mais, n'oublions pas les transferts matériels des émigrés. En effet, périodiquement ou à chaque retour au pays ils en profitent pour envoyer des appareils électrotechniques de secondes, des appareils électroménagers, des matériaux de construction, des véhicules, des motos, des engins, des téléphones portables, des ordinateurs, des chaussures, des habitats, des scooters, des vélos, des pièces détachées etc.

D'ailleurs ces transferts qui viennent par bateau le plus souvent expliquent la prolifération des cantines, des boutiques, des quincailleries, des magasins et participent grandement au développement du commerce, du transport, de l'immobilier, bref au confort des populations locales.

Le volume de leurs envois matériels et financiers dépend de leurs revenus mensuels et des besoins exprimés par leur famille. Mais tout leur argent n'est pas rapatrié au pays. Il y a une somme importante (la moitié ou les trois quarts) qui est réservée à l'épargne, et l'autre somme va dans le cadre des loisirs, la nourriture et le logement.

**Tableau 21: Répartition des émigrés selon le type de loisir**

Types de loisir	Effectif	%
Rendre visite aux amis	21	52.5
Musique et télévision	3	7.5
Aller au dancing	16	40
Total	40	100

**Source : Résultats de l'enquête test**

Pour passer leur temps de repos et de divertissement, les émigrés ont trois formes de loisir. Les uns préfèrent écouter de la musique et regarder la télévision (23%) : les autres, préfèrent aller au dancing (17%). Le reste pense

que rendre visite à des amis sénégalais ou des amis nationaux du pays d'accueil, constitue un plaisir.

**Tableau 22: Répartition des émigrés selon les dépenses mensuelles en moyenne en nourriture, loyer et loisir**

Dépenses par en	Montant des dépenses	effectif	%
Loyer (vie individuelle)	150 000 à 200 000	6	15
Loyer (vie collective)	50 000 à 100 000	34	85
Nourriture (vie individuelle)	300 000 à 400 000	13	32.5
Nourriture (vie collective)	150 000 à 180 000	27	67.5
Loisir (vie individuelle)	20 000 à 30 000	4	10
Loisir (vie collective)	50 000 à 70 000	36	70
Total		40	100

**Source : Résultats de l'enquête test**

Les Modu-Modu vivent majoritairement en communauté. Ils louent en commun un habitat où ils peuvent être jusqu'à huit dans une chambre, chacun donnant sa quote-part pour le paiement du loyer (50 000 à 100 000 CFA) suivant son degré d'insertion socio-économique. Par exemple ceux qui viennent d'arriver et qui n'ont pas encore de travail sont hébergés gratuitement jusqu'à ce qu'ils s'intègrent. Par contre ceux qui vivent individuellement, paye plus cher leur loyer (150 000 à 200 000 CFA). Mais comme ils sont des anciens émigrés, ils ont les moyens de louer une chambre. Ils font ça pour libérer la chambre qu'ils occupaient afin de permettre aux nouveaux de s'adapter.

Quant au manger, chacun s'assure en général lui-même son déjeuner. Mais pour ce qui est du dîner et du déjeuner, les Modu-Modu instituent des cotisations soit 10 000 à 20 000 FCFA. Ils s'organisent pour préparer eux-mêmes leurs repas. Ils sont chargés à tour de rôle de faire le marché et de préparer à manger.

## **Chapitre II : Le Modu-Modu, un acteur du développement local urbain**

Aujourd'hui, les émigrés grâce à la lisibilité de leurs investissements familiaux et communautaires, les Modu-Modu ont fini de prouver leur capacité développante qui leur présente comme des modèles de réussite économique et matérielle. De ce fait, le capital économique des Modu-Modu est comme un facteur de développement local urbain.

### **Section I : Les investissements personnels des Modu-Modu**

La cause économique ne fait plus l'objet de controverse. La motivation de chaque migrant est de pouvoir faire fortune pour satisfaire ses besoins personnels et aussi pourvoir aux besoins familiaux.

Seulement si une bonne partie des revenus du migrant est affectée à l'entretien des familles restées au Sénégal, le migrant désormais préoccupé par le prestige lié à la propriété immobilière, s'oriente de plus en plus vers l'amélioration qualitative de son habitat : téléphone, eau, électricité, mobiliers, etc. La perte de biens enregistrée par certains migrants lors d'expulsions inattendues pousse les Sénégalais à envisager avec les banques de leur pays d'origine, des systèmes de transfert de fonds plus sûrs à l'image de *Kara International* (Tall 1995) mais une bonne partie des envois emprunte les circuits parallèles qui sont l'expression du dynamisme et l'ingéniosité des migrants.

Le faible niveau d'instruction et/ou la situation de migrants irréguliers que la plupart d'entre eux ont connue au cours de l'expérience migratoire ont conduit les *Modou-Modou* à mettre en place, un « système bancaire » qui n'a rien à envier aux systèmes modernes. Où qu'il se trouve dans le monde, le migrant peut, dans de brefs délais, envoyer à sa famille un mandat permettant de faire face aux dépenses quotidiennes ou exceptionnelles (décès, baptême, mariage, etc.).

Cependant, de l'avis de nombreux migrants, l'investissement dans le pays de départ – qui prépare le retour définitif – souffre de l'absence de relais fiables. Ils déplorent bien souvent l'inexistence de personnes dignes de confiance dans leur entourage. En réponse à cette situation, les migrants choisissent de profiter au maximum de leurs séjours au pays d'origine pour conduire par eux-mêmes leurs projets.

### **Paragraphe 1 : Les investissements familiaux des Modu-Modu**

Les départs sont influencés par la propagande indirecte diffusée par les migrants de la première génération qui font étalage de leurs acquisitions et commencent à investir dans le bâtiment et dans le commerce et les services (salon de couture et de coiffure, transport etc.). Cette raison incite autant que les difficultés et la misère les populations restées aux pays, à vouloir partir. C'est ainsi qu'une fois à l'étranger, il bosse dure pour réussir.

Les Modu –Modu interviennent d'abord économiquement au niveau de leurs familles.

*« Nous sommes consultés au-delà de la dépense quotidienne lors des décès, des baptêmes, des funérailles, des mariages, des fêtes de korité, de tabaski et toutes autres cérémonies familiales ».* N.Dia, un émigré de la première génération, pense que:

*« La mobilité est devenue l'un des indices contemporains d'un fort différentiel de revenus entre les travailleurs locaux et les émigrés »*<sup>66</sup>. En effet, la cause économique ne fait plus l'objet de controverse. La motivation de chaque migrant est de pouvoir faire fortune pour satisfaire ses besoins personnels et aussi pourvoir aux besoins familiaux.

L'émigration internationale du travail est intervenue dans un contexte socio-économique défavorable pour apporter une amélioration de ce dernier. Elle est aujourd'hui un élément structurel dans la vie des populations de

---

<sup>66</sup> BERTANT, cité par Sérigne Mansour TALL op. Cit. p560

Kébémér. Comme tel, pour M. le Médecin chef de la ville « ils placent leur voyage sous le signe de l'épargne, et acceptent de braver tous les obstacles afin de participer activement au développement local de leur terre natale. Cet objectif économique conduit les kébémérois à quitter provisoirement ou durablement leur commune d'origine. D'ailleurs dans la tradition wolof on dit que : « Kouye touki, bobeu sa dieuleule mbaye ndoyoul ». D'après ce proverbe, il ne fait plus de doute que l'objectif principal de l'émigré est de réaliser la sécurité alimentaire de sa famille pour la quelle il inscrit un abonnement chez un commerçant à la manière des fonctionnaires pour la fourniture de toutes les denrées dont elle a besoin ».

Le ravitaillement est fait une fois par mois pour les denrées comme le riz, l'huile, le savon, par semaine pour l'achat du pain pour le petit déjeuner et parfois quotidienne pour la dépense journalière. En cas de cérémonie familiale, baptême, mariage ou décès le commerçant prend en charge toutes les dépenses y afférant : des repas à l'habillement. Toutes ces dépenses ne sont pas toujours remboursées par un seul émigré.

A ce propos T.Ndiaye, un émigré âgé de 40 ans nous enseigne que : « Le ménage d'émigré est souvent entretenu par plusieurs émigrés pour la sécurité alimentaire. Chaque mois mes trois frères et moi, cotisent 150 000 FCFA, pour assurer la sécurité alimentaire de la famille et les autres dépenses imprévues. Les factures d'électricité, d'eau, de téléphone chacun prend une » :

En dehors de ces dépenses, l'émigré est sollicité pour payer toutes les ordonnances et les frais de visite médicale et parfois d'hospitalisation. Il finance aussi les baptêmes, les funérailles et les jours de fêtes (Tabaski, Korité).

## **Paragraphe 2 : LA PROMOTION ECONOMIQUE DES PARENTS DES EMIGRES**

Parmi les objectifs du Modu-Modu, il a aussi une volonté de garantir l'emploi à des chômeurs. Dans l'attente du voyage hypothétique, les frères de l'émigré peuvent s'adonner à l'exploitation d'une chaîne à musique pour

animer des spectacles et des cérémonies familiales : ils peuvent aussi faire des reportages caméras et produire des cassettes vidéo dont le marché est relativement actif à cause de la demande des émigrés et de leurs épouses.

Un autre créneau est aussi constitué, il s'agit des télécentres ou encore les boutiques de quartier souvent couplés dans les maisons d'émigrés. Les parents d'émigrés sont également très nombreux dans le commerce situé en ville dans le marché central et dans la gare routière. Quant à l'entreprunariat féminin, il a connu aussi un coup de pouce dans le sens de sa promotion sociale. La plupart des femmes des ménages d'émigrés sont actives dans le petit commerce d'articles venus d'Europe et des Etats-Unis (vente de chaussures, de tissus, d'habillements, de produits cosmétiques d'appareils électroménagers et électrotechniques de secondes mains..). Elles exercent souvent leur commerce dans les marchés hebdomadaires de Lompoul, Thièppe, Thiolom Fall et Sagatta. Comme les frères et sœurs des émigrés, elles gèrent également des boutiques ou des étales dans le marché central, des télécentres dans la gare routière ou dans les quartiers.

Cette promotion économique à un niveau macro se matérialise par la collaboration entre l'ARK et la mairie de Kébémér, ce qui du reste a permis le jumelage de cette dernière à celle de la Province de Pise. Dans ce cadre de partenariat, il y a cinq ans de cela, des cantines commerciales ont été construites dans le marché de Kébémér pour permettre la redynamisation du secteur commerce. Périodiquement des conteners de marchandises sont envoyées au Sénégal par les émigrés. Les grands commerçants s'en emparent pour le vendre en détailles aux petits commerçants. Dans ces structures économiques, les parents non émigrés sont employés.

Cette promotion économique apparaît également à travers la participation dans le commerce de pièces détachées, de motos, de scooters et dans les marchés de Dakar (Sandaga, Castor, Tiléne, Colabane, HLM, Port, Thiaroye etc.). D'ailleurs c'est pourquoi il y a un dépeuplement à Kébémér surtout de la population ayant un âge compris entre 20 à 25 ans. S'ils ne sont pas à l'étranger, ils sont dans ces centres urbains comme Touba, Mbour, et Dakar

où ils préparent la grande aventure en s'adonnant à leur business où en s'occupant des cantines, boutiques ou magasins de leurs parents qui est à l'extérieur.

### **PARAGRAPHE 3 : L'IMMOBILIER : SECTEUR D'INVESTISSEMENT DES MODU-MODU**

Aujourd'hui, le Modu-Modu est devenu un acteur incontesté de l'urbain. Grâce au pouvoir économique des Modu-Modu, la structure immobilière de Kébémér est de plus en plus présentable à l'image d'une ville moderne. D'ailleurs, il est très fréquent de rencontrer dans les réponses des enquêtés cette phrase suivante :

« Émigration takhna, founékone ndimbe négou gnakh, téy négou takhle; founékone ndimbe guéttou bame, légui garage le »: Grâce à l'émigration, les anciennes maisons en paille sont transformées en maisons dures et les enclos sont transformés en garages.

Ainsi, on assiste de plus en plus à la modernisation de l'Habitat et au confort bref à l'amélioration des conditions de vie de l'émigré et de sa famille. Et comme tel, l'émigré apparaît comme un acteur de l'urbain.

Seulement, il faut signaler que ces bâtiments sont équipés dans certains cas, de tous les accessoires apportés par les émigrés ou achetés dans le marché local (appareil frigorifique, poste téléviseurs et vidéo, VCD, DVD ventilateurs et chaîne à musique etc.). L'équipement en téléphone est de plus en plus généralisé. Selon la SONATEL, en 1995 avant la baisse du coût de l'installation du téléphone, le taux de branchement à Kébémér était de 15%. Le nombre d'installation téléphonique est passé de 110 en 1985 à 310 en 1990 et 409 en 1995 pour être aujourd'hui près d'un millier (956).

Mais pour l'émigré, le téléphone n'est pas un luxe, c'est un instrument qui participe à l'amélioration des conditions de l'émigration : possibilité de parler à sa famille, au besoin de s'informer de tout ce qui se passe chez soi.

Ainsi, si après Dakar et Touba, la région de Louga est le troisième client de la SOCOCIM et vient en quatrième position nationale en ce qui concerne la densité des installations électriques et téléphoniques, c'est en partie grâce à l'émigration que la commune de Kébémér ce rang national.

L'investissement immobilier dont il est question dans cette partie, ne prend pas en compte les constructions à usage d'habitation des modou-modou et de leur famille. Le secteur immobilier – comprenez la maison destinée à la location – est le domaine par excellence qui accueille les moyens financiers des modou-modou. C'est ce qui fait dire à S.M.TALL : « *l'investissement immobilier de l'émigré est à géométrie variable. La logique de rentabilisation monétaire et de profit dont le but ultime n'est pas seulement une accumulation financière, mais un moyen de reconnaissance familiale, produit une rente réinvestie pour en tirer un prestige social* ».

Nos enquêtes révèlent que beaucoup d'émigrés ont investi dans l'immobilier, si l'on se réfère au tableau suivant.

**Tableau 23 : Investissement immobilier des Modu-Modu**

Montant investi						Effectif total	%
	5 à 9 Millions	10 à 14 Millions	15 à 19 Millions	20 à 24 Millions	25 et plus		
Localité							
Kébémér	2	1	-	-	-	06	15
Dakar	-	-		1	5	25	62.5
Thiès	-	-	1	1	-	09	22.5
Totaux	2	1	1	2	5	40	100

Source : données de l'enquête par dialogue méthodique

De l'analyse de tableau, il apparaît que 22 émigrés sur 50, soit 22% de notre échantillon, ont investi dans le secteur de l'immobilier. Parmi ces derniers, seul 15% ont investi dans la ville de Kébémér, avec des coûts variant entre 5

et 14 Millions de Francs CFA. Ces faibles investissements s'expliquent généralement par la faible rentabilité de la location dans la ville de Kébémér. En effet, pour I.KEBE : « *la location d'un bâtiment de quatre chambres et salon n'excède pas 50.000 FCFA par mois. Mais avec l'implantation des projets et ONG de développement (DISC et AFDS), il nous arrive pour le même logement de gagner deux à trois fois soit entre 100.000 et 150.000 FCFA par mois* ».

On remarque aussi que le montant des investissements dans l'immobilier est beaucoup moins élevé à Kébémér. Cela s'explique d'une part, par le faible coût d'acquisition de la terre qui excède exceptionnellement 2 millions de FCFA. D'autre part, par le fait que les locataires de la ville sont moins exigeants et le coût de la main d'œuvre moins élevée.

La grande majorité des émigrés qui investissent dans le bâtiment ont choisi la ville de Dakar. En effet, 62.5% de ces émigrés ont investi entre 20 et 24 millions et plus pour une maison destinée à la location. La cherté des coûts d'acquisition des terres, résultat d'une spéculation foncière non-soutenue, l'exigence des locataires en matière de luxe et de sécurité dans les habitats et enfin les spéculations des entreprises de construction font que les coûts de ces maisons sont souvent exorbitants. Malgré cela, Dakar reste un lieu privilégié des investisseurs du bâtiment. D'une part parce que la demande est très forte et d'autre part parce que les coûts de la location sont très élevés, car la maison qui est cédée à Kébémér à 50 000 FCFA est prise à Dakar à 200 000 F par mois.

Une autre destination, celle de la ville de Thiès, reçoit 22.5% des investisseurs de l'immobilier, parce que pour beaucoup d'émigrés, elle est « *l'antichambre* » de Dakar, mais aussi et surtout parce que le coût de la location y est très élevé.

S'il est vrai que les investissements des Modu-Modu Kébémérois dans le secteur de l'habitat suivent un circuit légal, la gestion en est autrement. En effet, seul 24.24% des émigrés confient la gestion de leurs investissements à

des agences immobilières. Ceux-ci, continuent de recourir aux circuits informels pour la gestion de leurs biens, ce qui ne milite pas en faveur de la sécurisation de ces investissements.

Ainsi, à la lumière de ce qui précède, nous pouvons dire que les Modu-Modu kébémerois investissent des sommes considérables dans le logement, bien que ce secteur ne soit pas pourvoyeuse de main d'œuvre. De ce fait, ces investissements ne participent pas significativement à l'emploi des jeunes et à un développement local.

Malgré cela, nous voyons que l'émigration dans ses effets perceptibles aussi bien dans les villages environnants que dans la ville, a pu améliorer le niveau de l'urbanisme.

#### **PARAGRAPHE 4 : LES INVESTISSEMENTS LUCRATIFS DES MODU - MODU**

Sur le plan économique à Kébémér, les activités de commerces et les services connaissent un développement sans précédent. Les Modu-Modu vendent des matériaux de construction, des appareils électro-ménagers, des appareils électro-techniques de seconde mains, des scooters, des vélos, des voitures d'occasion, des pièces détachées et autres biens. La plupart des boutiques, des télécentres, des salons de couture et de coiffure, des cantines dans les marchés appartiennent à des Modu-Modu.

Dans le transport, les émigrés ont des taxis à Dakar et il y a trois émigrés qui sont actionnaires dans la station Mobile qui se trouve à l'entrée de la ville sur la route nationale.

Ceux qui bénéficient le plus des investissements lucratifs des Modu-Modu sont d'abord les ouvriers du bâtiment, qui renouvellent leurs travaux de chantier en chantier ; les artisans engagés dans la production locale de matériaux entrant dans la construction (hourdes, faux-plafond, balustrades...etc.) et en fin, les commerçants qui ont investi dans le secteur

de la construction et qui bénéficient des retombés de la manne financière des Modu-Modu.

Le sociologue Babacar Sall signale le cas des émigrés sénégalais résidant en Italie: « *En janvier 1996, écrit-il, j'ai assisté au Sénégal à un événement significatif de ce phénomène. Il s'agit de l'électrification par les émigrés résidant en Italie de N'Diaye Tioro, village situé à 150 km de Dakar sur la nationale [...] Des exemples de ce genre abondent en pays toucouleur et soninké. En effet, des points sanitaires, des écoles ou des bureaux de poste sont installés partout grâce à l'épargne émigrée ou aux solidarités endogènes.* » (Sall, 1996 : 173.)

CODESRIA - BIBLIOTHEQUE

## **Section II : Le rôle d'interface des Modu-Modu et La mise en œuvre du Plan de développement économique et social de Kébémér**

### **Paragraphe 1 : L'émigration, un facteur d'urbanisation des campagnes.**

L'intensification de l'émigration, en ce sens qu'elle concerne aussi bien les citadins que les ruraux, nous donne une idée sur les attitudes économiques des migrants.

Cette émigration dans la zone périphérique de la commune de Kébémér se caractérise par une grande attache des hommes à leur milieu d'origine même si c'est à un niveau plus familial que communautaire. Lorsque l'émigration a réduit les bras travaillant la terre, elle a insufflé une dynamique à l'agriculture par l'achat de matériel agricole, l'amélioration des cheptels, l'acquisition de propriétés foncières. Par ailleurs l'électrification, la mise en œuvre d'un forage, la dotation d'une ambulance, la modernisation de l'habitat sont des réalisations concrètes des Modu-Modu dans les villages environnants. Il y a aussi le développement du maraîchage à Lompoul.

L'évolution de la relation homme/espace au sein des campagnes indique que le système d'autoconsommation cède la place à un système d'échange favorisant l'instauration des caisses d'épargne et de crédit. Au niveau de la conception du bâtiment, on note l'adoption de modèle de construction citadine de la maison individuelle (sans cour intérieure dotée d'une rez-de-chaussée) à usage économique (création de boutique, magasins ou quincailleries, télécentres ....) et le recours à des matériaux de construction standards (fer, béton armé, briques, etc.) ainsi que la recherche d'un certain luxe (carrelage, cuisines équipées, peinture.etc.).

Les investissements dans le secteur de la construction et celui des commerces et services rejoignent la description de l'organisation du logement, du mobilier et autres éléments de décoration et de confort : appareils électroménagers, appareils électrotechniques de seconde mains, de voitures d'occasion, de pièces détachées et autres biens. Les maisons en pailles sont désormais en construction dure.

Le bâtiment est désormais en rupture par rapport aux modèles de constructions traditionnelles et celles des premiers émigrés. Les modifications des plans des maisons, l'adoption de nouveaux modes architecturaux montrent les indicateurs d'une aspiration à la modernité. En outre, l'émigration a accéléré la redynamisation du secteur informel comme dans le bâtiment où la maçonnerie, la plomberie, la soudure, la menuiserie ont toujours des chantiers.

La propension à la construction de logement en location au-delà de la réfection et de l'équipement de la maison familiale est aussi constaté. L'émigré peut avoir deux à trois maisons et des terrains nus soit à vendre ou à construire dans l'avenir. Corrélativement comme l'atteste plusieurs recherches antérieures sur le phénomène, ce secteur semble mobiliser une large part des transferts des émigrés à côté du commerce. Ces investissements symbolisent la préparation d'une réinsertion économique ou de la retraite dans le pays d'origine et font des émigrés de véritables acteurs de développement local et de l'urbain.

Avec l'urbanisation de plus en plus poussée, au-delà des quartiers urbains comme Mbabou et Mbassine qui étaient jadis qualifiés de ghettos pour symboliser leur marasme économique, les villages de Tobbi Diop, Ndakhar et celui Ndande sont devenus aujourd'hui des zones d'habitations chiques. L'implication de tous les quartiers de résidence dans le mouvement migratoire harmonise la prolifération des belles villas. Il y a même un joli quartier qui est né de l'émigration. C'est le quartier de Diamaguene. Il est habité principalement par des émigrés. Mais, les émigrés donnent à leur mobilité une priorité de développement de leur commune d'origine.

## **Paragraphe 2 : L'associativité et la Sociabilité des Modu-Modu**

*« Dans les sociétés africaines, le vrai pauvre est celui qui n'a pas de parenté. L'esprit de la famille et le principe de réciprocité enracinent les rapports économiques dans le maillage des rapports sociaux. Compte tenu de ce cadre social et culturel, les Africains ont tendance à prendre leur distance à l'égard d'un modèle de développement pour lequel les inégalités socio-économiques sont considérées comme un des véritables moteurs du progrès. Ils remettent en cause une modernisation économique imposant la destruction du lien social. Peu d'africains sont disposés à assumer une modernité aliénante qui vise à instaurer une manière d'être et agir centré sur l'individualisme propre à l'occident moderne »<sup>67</sup>*

L'importance de ces valeurs sociales de parenté, d'amitié de voisinage justifie les investissements communitaires des émigrés. C'est pourquoi, il faut l'évoquer d'abord. En effet, l'attachement des kébémeroïses à leur patrie, leur terroir d'origine, (leur commune) pose la problématique de la rationalité dont l'occident se prend comme l'unique détentrice:

*«Le sujet qui se gouverne selon les valeurs suprêmes, soient sociales comme la parenté, soient morales comme la solidarité, et qui recherche ces dernières comme des fins désirables, n'est pas moins rationnel que celui qui oriente son action vers l'acquisition de biens économiques, de richesses matérielles»<sup>68</sup>*

Mus par un sentiment d'appartenance et d'attachement à un même terroir, les Modu-Modu kébémeroïses en Italie, sous la bannière de l'ARK, participent à des actions de développement communautaire. En effet, depuis 1996, année de sa création, l'association des ressortissants de Kébémér, essaie d'œuvrer pour le développement de la ville. Cette association qui regroupe les Modu-Modu kébémeroïses basés en Italie, intervient au niveau de la santé, de l'éducation, du sport et de la religion. L'ARK - dont la principale source d'investissement vient des cotisations annuelles de 30.000 Lires, soit 10.000 francs CFA par Modu-Modu - réinvestit cette somme pour le développement communautaire. Ces sommes collectées qui atteignent des fois plus de 2

---

<sup>67</sup> Cité par Mouhammadou Séne, op.cit p19

<sup>68</sup> Malick NDIAYE, op.cit p11

millions de francs CFA par an, sont investis dans des activités à caractère social.

### **Paragraphe 3 : Le courtage des Modu-Modu et La mise en œuvre du Plan de développement économique et social de Kébémer**

*« L'exode rural n'exclut pas un mouvement de retour aux collectivités d'origine »*<sup>69</sup>

Cette remarque de Georges BALANDIER témoigne tout simplement l'attachement des migrants à l'égard de leurs localités d'origine. En effet, les émigrés partent en masse mais songent à retourner au pays. De ce fait, dans le contexte spécifique de Kébémer, l'émigration constitue un vecteur de développement visible à Kébémer à travers certaines réalisations concrètes de l'ARK. Grâce à cette association les *Modu-Modu* peuvent enfin participer effectivement au développement économique et social de la commune. Leurs interventions communautaires s'effectuent dans les domaines de l'économie, la santé, l'éducation, les sports, etc.

D'ailleurs, la coopération décentralisée a été longtemps le ventre mou dans l'activité de développement de la commune. Malgré les initiatives en cours, la commune n'a pas encore bénéficié de toutes les opportunités qui s'y attachent. Kébémer était jumelé avec la ville de Thourotte en France depuis le début des années 70, mais actuellement cette coopération est en veilleuse. La commune de Kébémer a signé un accord de partenariat avec l'agence pour le développement municipal (ADM).

Chaque année, dans le cadre de la mise en œuvre du plan de développement économique et social, une réunion se tient dans les loges de la mairie au courant du mois de Décembre. Cette rencontre concerne la société civile, les autorités municipales, les représentants des OCB, des ONG, les émigrés, les agents de la santé, de l'éducation, des sports bref, tout le Conseil municipal. Durant cette assise, un diagnostic est effectué sur les

---

<sup>69</sup> Georges BALANDIER, Sociologie actuelle de l'Afrique Noire, Paris PUF 1982 (3ième édition) 529p, (p354)

problèmes immédiats dans les différents domaines économique et social. Ensemble, ils cherchent des solutions. Mais il s'est avéré que le premier partenaire à solliciter, ce sont les *Modu-Modu* car ils sont non seulement des fils de Kébémér, mais ils bénéficient d'une manne financière susceptible de financer de résoudre la plupart des problèmes observés au niveau de chaque secteur.

**Tableau 24** : Investissements sociaux de l'ARK

Secteurs Années	Santé	Education	Sport	Religion	Total
1996	<b>1000 000</b>	-	-	-	1 000 000
1997	<b>243 000</b>	-	<b>120 000</b>	<b>350 000</b>	713 000
1998	<b>223 000</b>	-	<b>250 000</b>	<b>350 000</b>	823 000
1999	<b>210 000</b>	<b>500 000</b>	<b>300 000</b>	<b>600 000</b>	1 610 000
2000	<b>251 000</b>	<b>500 000</b>	<b>320 000</b>	<b>600 000</b>	1 671 000
2001	-	<b>750 000</b>	-	<b>311 000</b>	1 061 000
2002	<b>507 600</b>	<b>1 230 000</b>	-	-	1 737 600
Total	2434 600	2 980 000	990 000	2 211 000	8 615 600

**Sources** : Archives plans d'actions de l'ARK de 1995 à 2003

Ce tableau ci-dessous montre que les investissements de l'ARK pour des actions communautaires sont variables à la fois selon les années et selon les secteurs. Si l'on en croit les données présentées ci dessus, ce n'est pas moins de 1 230 000 FCFA qui est injecté chaque année pour un mieux-être des populations locales. Ces investissements sont une contribution de ces acteurs pour contrebalancer les effets du désengagement de l'Etat. En effet, selon M.KEBE : « avec le désengagement de l'Etat, et avec le faible budget de la commune, nous avons voulu participer activement au développement de ces secteurs clés de la vie des populations, c'est pourquoi, nous avons essayé de diversifier nos interventions pour que toutes les franges soient touchées ».

En effet, pour le secteur de l'éducation, les investissements se résument à l'achat de matériels didactiques (craies, cahiers, livres...etc.), la construction d'édicules scolaires (toilettes, urinoirs) et la sécurisation des écoles (construction de mur de clôture et de portails).

Pour le sport, l'ARK a investi un total de 990 000 FCFA pour la dotation de maillots, l'achat de chaussures de compétition aux équipes de basket et de football de la commune (BARGUET) et un appui financier pour la promotion et le rayonnement du sport à Kébémér.

La réhabilitation de la grande mosquée de Kébémér est une des priorités de l'ARK qui a déjà investi pour la construction du mur de clôture et des grilles de protection, soit une somme de 2 211 000 FCFA.

Le secteur de la santé a déjà reçu des investissements d'un coût de 2.434.000 FCFA. Cette somme est destinée à l'achat de matériels de soins et d'hospitalisation. En dehors de ces investissements directs, les modou-modou, à travers les relations qu'ils entretiennent avec les autorités de leur ville d'accueil, que ça soit Bergamo, Pisa, Torino et Firenze, ont permis au centre de santé de bénéficier de matériels de santé et d'ambulances, offerts par ces villes.

S'il est vrai que l'ARK injecte chaque année des sommes avoisinant 1,5 millions de francs CFA dans la ville, ces actions restent peu appréciées et presque méconnues par la majorité des kébémerois. Pour B.NDIAYE, trésorier de cette dite association : *« les raisons qui expliquent la méconnaissance des actions des modou-modou est liées au faible dynamisme de l'ARK, dont les activités ne se font qu'entre le mois d'août et octobre. A cela s'ajoute une faible implication des autorités municipales du fait de leur méconnaissance du statut et des rôles que leur confèrent la décentralisation. »*

Pour pallier cette situation, bon nombre d'émigrés pensent que l'ARK doit avoir une représentation locale pour inscrire ses actions dans la durabilité. C'est ce qui pousse A.KEBE à dire que : *« l'instance dirigeante de l'association doit avoir son bureau à Kébémér pour pouvoir identifier avec le*

*soutien des autorités municipales, les priorités d'intervention, par contre, ses actions doivent être médiatisées pour être connu des populations ».* En plus de cela, un vaste programme de sensibilisation est en cours en Italie pour imprégner les Modu-Modu, encore réticents des réalisations de l'ARK au niveau de Kébémér. Pour M.SALL, secrétaire de la dite association : *« sur un total de plus d'un millier d'émigrés originaire de Kébémér, seuls 200 d'entre eux s'acquittent de leur cotisation annuelle. C'est l'absence de prise de conscience du rôle que peuvent jouer les émigrés pour l'amélioration du bien-être des populations qui en est la principale cause ».*

En dehors de l'ARK, certains Modu-Modu, de par la position qu'ils occupent dans leurs pays d'accueil, font des investissements à but communautaire. C'est ce qui fait dire à Y.SOW : *« que certains émigrés font des actions d'une importance capitale pour la jeunesse, car en 2002, le centre informatique du conseil municipal de la jeunesse à été équipé en ordinateurs en imprimante et en photocopieuse par un Modu-Modu natif de la ville ».* Au cours de nos entretiens, plusieurs exemples de ce genre nous ont été fournis par les populations qui pensent que ces actions pourraient être plus bénéfiques aux kébémeroï, s'il y avait une synergie des efforts de la part des émigrés, des autorités locales et éventuellement des partenaires au développement.

Les actions communautaires à l'actif des Modu-Modu, bien que diversement appréciées par les populations, participent positivement à la lutte contre la pauvreté dans la ville de Kébémér. En effet, ces actions gagneraient en efficacité si elles prenaient en compte les aspirations de ces trois types d'acteurs, à savoir, l'ARK représentant l'ensemble des émigrés, les autorités municipales et les besoins prioritaires des populations.

C'est dans cette logique que l'ARK (Association des Ressortissants de Kébémér), composée essentiellement par les modou-modou d'Italie, multiplie son soutien pour un enseignement de qualité dans la ville.

**Tableau 24** : Investissement des Modu-Modu dans l'enseignement

Années	Type d'investissement	Montant de l'investissement
1999	Achat de matériels didactiques	500.000
2000	Construction d'un urinoir à deux blocs	500.000
2001	Réhabilitation de 02 salles de classes	750.000
2002	Clôture du mur de l'école M.M.Kébé	1.230.000

Sources: Bilan activités A.R.K en décembre 2002

Cette augmentation du montant injecté dans ce secteur, montre un intérêt accru de la part des Modu-Modu sur l'enseignement des jeunes. Depuis 1999, un total de 2.930.000 francs CFA a été investit dans l'enseignement pour une sécurisation des écoles. En plus de ces actions communautaires, plusieurs actions individuelles d'investissement sont entamées pour réhabiliter l'enseignement.

Du faite de la visibilité de leurs investissements dans la commune, aujourd'hui, les Modu-Modu, sont reconnus à Kébémér comme des agents de développement local. Cependant, il reste beaucoup à faire pour leurs minicipalités. A ce propos, le Maire note qu' : « *Ils doivent pouvoir s'organiser davantage, en vue de créer des industries, de monter des projets pour les Organisations communautaires de base surtout les Groupement de Promotion Féminine, les tontines etc. C'est pourquoi, nous ne pouvons pas analyser leurs interventions économiques comme des investissements.* »

### **Chapitre III : LE MODU-MODU, UN ACTEUR DU CHANGEMENT SOCIAL**

Aujourd'hui, les émigrés grâce à la visibilité de leurs investissements familiaux et communautaires, ont fini de prouver leur capacité développante qui leur présente comme des modèles de réussite économique et matérielle. Cette conception des populations sur les émigrés, non seulement va intensifier le mouvement migratoire mais fait du capital économique des Modu-Modu un facteur de mobilité sociale et d'une manière générale de changement social.

#### **Section I : Le capital symbolique du Modu-Modu : un facteur de développement personnel de L'émigré :**

Le développement personnel de l'émigré s'analyse à partir des représentations que les uns et les autres font de l'émigration et des Modu-Modu.

##### **Paragraphe 1 : « Modu-Modu : Djambar leu » (le Modu-Modu : est un homme courageux)**

*« L'émigration n'est pas du tout facile car elle nécessite de la part de l'émigré un certain degré d'endurance, de rigueur et de résistance face à la tentation et surtout à la souffrance. Le fait de quitter ses parents pour émigrer est un signe de bravoure, d'héroïsme et de courage ».*

Cet avis de N.Mboup, un émigré de la première génération âgé de 45 ans témoigne que l'émigration nécessite un degré d'endurance, tolérance et maturité de la part de l'émigré. Il doit accepter de souffrir pour pouvoir réussir car sa famille fonde son espoir sur lui.

Dans ces pays, comme partout, seul travail payé.

« Koubeugue akara dagay gnémé Kani, » ; ce maxime veut littéralement dire que : celui qui veut obtenir une chose, doit accepter de consentir les efforts et sacrifices nécessaires à sa réalisation. Pour dire que rien ne

soutient facilement dans la vie. Surtout quand on n'est loin de ses parents. La responsabilité de l'émigré à braver tout seul les obstacles impose à celui-ci du courage et de l'abnégation.

A LO, un émigré de la troisième génération, âgé de 45 ans « *Les émigrés sont de véritables hommes déterminés et armés de courage et d'abnégation dans les PA. Nous sommes des gens conscients des problèmes dont souffrent nos familles. Dans ces pays, nous ne nous occupons que de nos boulots. Notre seul souci est de faire tout pour maximiser nos profits. Pour cela, nous consentons d'énormes sacrifices en travaillant durement* ».

« *Djiom moye toukki, wanté fayda moye déloci* » pour dire que ceux qui partent, sont courageux mais ceux reviennent, sont plus responsables. Cette opinion qui est largement diffusée à Kébémér vérifie l'attachement des émigrés à leur localité d'origine. Ils ne partent que pour rester quels temps dans l'optique de capitaliser le maximum de profit.

Dans l'adage, on dit que « *se contenter de ce que l'on a est trop ordinaire pour se justifier devant l'honorable principe de ce que l'on veut.* » L'homme doit toujours aller jusqu'au bout de ses forces pour obtenir dignement ce à quoi il aspire. Ils ne s'occupent que de leur boulot et font tout pour maximiser leur profit. C'est-à-dire qu'ils font d'énormes sacrifices en travaillant durement. En effet, ils dorment que cinq à six heures de temps par jours pendant toute la semaine. Mais dès qu'ils commencent à gagner beaucoup d'argent leur nombre de jours de travail va diminuer.

Seulement, comme ils ont toute une famille à entretenir et des projets d'investissement lucratifs à entreprendre, les Modu-Modu sont obligés de travailler généralement 6 jours sur sept avec un seul jour de repos. Ce qui fait que quand ils sont au Sénégal, tous les premiers jours, ils ne les passent au lit afin de se reposer. C'est la noce chez eux pour compenser leur force de travail. Cette fatigue s'explique aussi par le nombre élevé d'heures de travail qu'ils ont dans la journée.

**Paragraphe 2 : « Modu-Modu : liguey la xam » (Le Modu-Modu passe tout son temps au travail)**

*« Chez tous les candidats au départ on rencontre une image des pays d'accueil comme des pays accueillants, prospères et libres où il y a beaucoup de travail. Tous imaginent qu'en émigrant, grâce aux salaires élevés pratiqués dans ces pays, ils pourront rapidement résoudre leurs problèmes de santé, d'alimentation etc. Dans ces pays connus à travers les médias et les récits des premiers voyageurs, ils pensent pouvoir accéder à une aisance économique et matérielle puis qu'ils auront là-bas des travaux bien payés. De cette façon leur sacrifice portera des fruits durables : Ne voyant que la réussite, ce qui renforce leur illusion, c'est qu'ils espèrent pouvoir rapidement participer à cet eldorado que demeurent pour eux l'Europe et la France particulièrement. Ils sont prêts à accepter toutes les conditions de vie et de travail. Un peu difficile au début, elles changeront assez rapidement pensent-ils.»<sup>70</sup>*

Ce constat de MINCES sur les étrangers de France, montre toute la quintessence de cette opinion largement acceptée à Kébémér que le Modu-Modu passe tout son temps au travail.

Au début, à moins que l'émigré soit venu légalement avec une assurance d'embauche par une entreprise étrangère, il est forcément dans le besoin de trouver un emploi. Comme tel les Modu-Modu n'ont pas le choix face au travail à faire ; ils sautent sur la première occasion en attendant de voir mieux. Dans cette perspective de recherche d'emplois, la vocation ne vient qu'après l'intégration et la stabilité. C'est-à-dire que quand le Modu-Modu sera à ces trois à quatrième voyage et aura déjà un travail fixe pour sécuriser sa situation d'émigré. Car, cet emploi donne le droit à une carte de travail d'abord puis de long séjour. Maintenant son nombre d'heures de travail devient limité et il n'a plus besoin d'exercer plus de deux activités à la fois car il a commencé à investir au pays. Et son séjour ne dure plus que

---

<sup>70</sup> MINCES, Juliette, op.cit.p53

quelques mois à l'étranger du fait que chaque année, il prend un congé de travail pour rentrer au Sénégal voir sa famille.

**Paragraphe 3 : Modu-Modu : dawoul dafa dani dolém ditime rew» (Le Modu-Modu ne fuit pas la pauvreté mais il est parti à la recherche du travail ou d'un travail plus rémunérateur)**

*« Le Modu-Modu est celui qui est parti travailler sous le soleil pour assurer la survie de ceux qui sont restés à l'ombre. En plus l'accent est mis sur son abnégation au travail par l'usage de tournures équivalentes à ; qu'il vente ou qu'il pleuve le Modu-Modu sera toujours prêts à travailler à la sueur de son front. »<sup>71</sup>*

Cette opinion largement partagée par les populations de kébémér et du Sénégal, montre que l'émigration n'est pas liée à la fuite individuelle de l'environnement historique et socio-économique défavorable, mais l'émigration est une opportunité qui offre à l'émigré la possibilité de trouver un ou plusieurs emplois. La recherche d'emploi ou d'un emploi plus rémunérateur explique les nombreux déplacements.

La personne a le devoir moral de travailler : « Ku Gnakh Diarignou » Pour dire que celui se sue dans le travail, a normalement les moyens de subvenir à ses besoins. Ou bien encore « Ku ligueyoul do tédde » : Celui qui ne travaille pas n'est rien et n'a rein. L'oisiveté est la mère de tous les vices. Pour fuir l'oisiveté et le problème du chômage, les émigrés vont traverser des déserts, des montagnes, des océans pour trouver la pécune.

A cause du pouvoir symbolique des Modu-Modu, des chanteurs sénégalais en l'occurrence Abdou Guité Seck, ( dans le titre Modu-Modu), Ami Mbengue, Youssou Ndour et tant d'autres évoque la bravoures des émigrés.

---

<sup>71</sup> . Mourtala MBOUP, - Les Sénégalais d'Italie, émigrés agents de changement social, Paris l'Harniattan, 2000, 29p

**Paragraphe 4 : Le Modu-Modu, est un «Nawlé » (un Référent social).**

L'effet modèle joue un rôle non-négligeable, car la population kébéméroise est fortement imprégnée par certaines valeurs traditionnelles. En effet, l'altérité est souvent utilisée comme indice de jugement. Autrui pouvant être l'ami avec qui on a grandi, la personne de même statut social ou statut social différent ou tout simplement une personne étrangère. Ainsi, c'est ce « Nawlé » dont parle les wolofs qui sert d'habitude d'exemple dans le bon et dans le mauvais sens.

Ainsi, il n'est pas rare d'entendre une mère faire des remontrances à son fils, lui suggérant de faire comme ses « *nawlé* » qui deviennent ainsi un référentiel au plan économique et social. D'ailleurs, la grande majorité de nos enquêtés – y compris les 70% des motivations objectives – affirment avoir voyagé sous la pression de leur famille et surtout de leur mère. C'est le cas de I.Sall qui affirme : *« l'atmosphère de la maison était invivable, il ne se passait pas une journée sans que ma mère ne me rappelle que je reste à la maison sans rien faire et ceci en me montrant le bâtiment que mon ami du voisinage avait construit pour sa mère, mais depuis mon retour de voyage, Dieu merci, les choses vont mieux ».*

## **Section II: LE ROLE DU CAPITAL SOCIAL DES MODU-MODU DANS LA MOBILITE SOCIALE**

Concrètement, selon les formes de représentations sociales, la participation des Modu-Modu dans le développement local leur confère un pouvoir envers les populations locales qui se manifeste par un statut social valorisé. C'est ce qui pousse D.Kébé à dire que : « *dundu gu doy ak thiolka gu mat doyna sakk* » ceci pour dire qu'une alimentation suffisante et un habillement décent constituent un gage sûr de respect et de reconnaissance sociale.

En effet, le pouvoir économique des Modu-Modu est réinvesti dans le champ social pour servir de pouvoir social permettant au détenteur, en l'occurrence ici les émigrés et leur groupe d'appartenance, de se repositionner dans la hiérarchie sociale. De ce fait ce pouvoir social constitue un facteur de bouleversement de certaines valeurs socio-culturelles comme la laudation, l'endogamie des castes, le communautarisme etc.

### **Paragraphe 1 : Le capital SOCIAL des Modu-Modu, un facteur d'indépendance économique**

Aujourd'hui, nous assistons de plus en plus dans les zones de départ à l'émancipation des femmes et des jeunes Modu-Modu.

« *La nécessité de s'en sortir n'est pas seulement masculine, les femmes aussi ont un besoin fort de s'épanouir socialement non pas par le mariage mais par la réussite matérielle. C'est nous qui souffrons plus que tout autres du chômage et ne bénéficions pour autant d'aucune faveur pour la réussite sociale. Dès lors, comme les hommes, nous devons oser affronter les risques de l'émigration* ».

Cet avis de M.Ndiaye une émigrée de 33 ans explique l'implication des femmes dans le mouvement migratoire. En effet, les femmes aspirent à l'émancipation vis-à-vis des hommes, et l'émigration est une source de

richesses qui peut leur rendre indépendantes socialement et économiquement.

Nous sommes dans une société fortement hiérarchisée où la femme doit jouer le rôle d'épouse et de mère. Un tel statut tendrait à la confiner au foyer. A ce propos, T.Thiam, un noble du quartier de Mbassine pense que « *le rôle de la femme est de s'occuper des enfants et du ménage. C'est à son mari de se tracasser pour trouver la dépense quotidienne de la famille. En plus de cela avec l'agression culturelle, il n'est pas sûr de laisser les femmes aller en émigration* »

## **Paragraphe 2 : Le capital social des Modu-Modu, un facteur de redistribution des statuts et rôles sociaux**

L'émigration constitue le modèle de réussite sociale à la mode. Les candidats au départ migrent dans un souci d'accomplissement, d'estime de considération, de relations sociales.

Ainsi, l'argent des émigrés est réinvesti dans le cadre des rivalités et concurrences sociales afin qu'ils aient la possibilité de se repositionner dans la hiérarchie sociale. L'émigration n'est pas qu'un simple déplacement géographique, mais le motif par lequel des changements qualitatifs peuvent s'opérer au sein des relations sociales.

Avec ce phénomène, l'actualisation du statut n'est plus fonction de son apparence à une caste mais la position sociale dépend maintenant des conditions économiques. Les relations socio-économiques entre les castes sont de plus en plus réduites. En effet, avec l'émigration, les neeno (guéweul ou griot, teug ou forgerons, oudé ou cordonniers, les laobés, les mabò etc.) abandonnent au fur et à mesure la pratique de la laudation envers les geer (les nobles). C'est-à-dire que les geer par des dons qu'ils offrent aux neeno, cherchent à consolider leur pseudo- supériorité.

L'émigration ne change pas pour autant les statuts sociaux de geer ou de neeno mais les maintiennent sous une autre actualisation. S'il était inimaginable qu'un geer demande la laudation à un neeno aujourd'hui, la tendance s'est inversée à cause du pouvoir économique des émigrés. L'émigration est de ce pas un facteur d'ajustement des inégalités qui donne à l'émigré et sa famille, quelle que soit sa caste, la possibilité et l'opportunité de se repositionner dans l'espace social.

Ce repositionnement montre que l'émigration est un facteur de redistribution des statuts et rôles sociaux.

S'agissant des jeunes comme nous le remarquons avec A LO, un émigré de la dernière génération âgé de 23 ans:

*« Nous partons à l'émigration car nous aspirons à une promotion sociale, une considération et une ascension. Nous partons à l'extérieur pour quitter des rôles coercitifs, comme le respect du droit d'aînesse, dans la conviction qu'avec l'émigration nous allons vivre plus librement ».*

Cet avis de A LO explique l'implication des femmes dans le mouvement migratoire. En effet, les femmes aspirent à l'émancipation vis-à-vis des hommes, et l'émigration est une source de richesses qui peut leur rendre indépendantes socialement et économiquement.

Ainsi, le besoin d'émigration découle d'un besoin d'accomplissement, d'estime et de considération chez les femmes, au-delà d'un besoin de satisfaction personnelle de leurs besoins. Comme telle, A.Thiam, un émigré de la dernière génération pense que, l'émigration est due au fait que « *ku liguéyoul dou téde* » ceci pour signifier que « celui qui ne travaille pas n'est rien et n'a rien ». Et l'émigration est perçue non seulement comme un travail mais comme une possibilité qui offre plusieurs occasions de travailler.

Dès lors, l'activité migratoire entre dans le cadre d'épanouissement et de considération sociale que procure un travail bien payant. Comme le dit Ndéye A .Kébé, une femme d'affaire, commerçante à New York : « *on part*

*pour quitter les rôles et les charges familiaux et sociaux qui sont coercitifs, dans la conviction que l'éloignement du lieu d'origine et de la famille permet de vivre plus librement et de se responsabiliser davantage donc d'être des assistantes sociales et économiques».*

Dans ce cas, la base de la décision de partir, proviendrait d'une attitude de la part des femmes émigrées qui s'opposent à certaines traditions et coutumes qui ne sont pas largement partagées : telles que par exemple, la femme doit rester au foyer. Ainsi, aujourd'hui, nous assistons de plus en plus à leur émancipation.

En effet, face à la conjoncture de plus en plus difficile, les femmes comme les hommes se portent garantes de satisfaire leurs propres besoins sans l'aide de qui que ce soit. C'est dans cette perspective qu'elles s'affirment comme des actrices économiques à part entière. Tantôt elles sont des femmes d'affaire, tantôt de grandes commerçantes qui sont à la recherche de l'aisance matérielle et économique qui n'est pas le propre des hommes seulement.

### **Paragraphe 3 : Le capital social des Modu-Modu, un facteur d'ascension sociale pour les jeunes**

Kébémér comme toute la société wolof a su garder des clichés qui déterminent la hiérarchisation sociale. D'ailleurs, 18 % des émigrés enquêtés et dans une large mesure une grande majorité dans candidats à l'émigration y voient une voie de sortie de crise, mais aussi et surtout, un gage de reconstitution des rapports sociaux. C.SALL déclare : *« de tous mes frères j'étais le seul à prendre l'option de travailler au pays. Au moment où ces derniers sont en Italie il n'y avait pas de problèmes, mais dès leur retour au pays tout a changé. Car, même mes frères cadets jouissaient d'une grande considération non seulement dans la maison mais dans la famille »*. A partir de cela, il ressort que l'émigration a bouleversé la position dans la fratrie Cette forme de hiérarchisation qui voulait que les aînés occupent le haut de l'échelle sociale.

La jeunesse et la féminisation de la migration internationale sont révélatrices d'un dynamisme nouveau. Ils sont animés non pas par un esprit d'aventure mais de leur ré-insertion sociale. Ce dynamisme fait dire à Sérigne Mansour Tall : « *Ces jeunes et ces femmes sont les catalyseurs du changement social* »<sup>72</sup>

L'émigration s'explique par un besoin de lien social et d'estime. C'est à dire que l'émigration répond à un besoin d'accomplissement. On cherche une affirmation de ses propres capacités du travail car comme le dit l'adage (se contenter de ce que l'on est trop ordinaire se justifier devant l'honorable principe de ce que l'on désire).

Dans cette situation, la considération et la reconnaissance, sociale, se mesurent à partir de la capacité d'investissement de l'individu. L'iniquité entre les personnes d'une même famille du point de vue de leur participation économique, fait les cadets se révoltent et essayent autant que possible de devenir indépendants.

Dès lors, l'estime qu'on a envers une personne, n'est plus fonction de son appartenance à une caste supérieure ou à une famille noble. Mais, aujourd'hui la référence c'est la richesse économique

En effet, l'émigration a augmenté de manière substantielle les revenus de l'émigré. Cette amélioration de leurs conditions de vie surtout celle des émigrés appartenant à des castes inférieures a des influences sur la hiérarchie statutaire de ces derniers.

---

<sup>72</sup> Sérigne Mansour TALL, op.Cit. p557

### **Section III : LE ROLE DU CAPITAL ECONOMIQUE DANS LA RECOMPOSITION DU LIEN SOCIAL**

En dehors de la fratrie, le désir d'émancipation sociale touche le rapport entre les castes. A travers le pouvoir économique qu'elle confère l'émigration peut briser les barrières de la hiérarchisation des castes. P.B.MBAYE affirme que: « *étant issue de famille N̄eeño j'ai voulu que la laudation qui avait fait de mes parents des acteurs hiérarchiquement inférieurs, soit abandonné par les membres de ma famille. Pour cela je me suis investi dans l'émigration afin de leur assurer la dépense quotidienne et un logement décent afin qu'il puisse relever la tête* ». Ce même sentiment anime l'ensemble des N̄eeño émigrés et candidats à l'émigration. Ce désir d'émancipation sociale cache un désir de repositionnement sur la hiérarchisation sociale, aussi et surtout, un désir de ré structuration du champ socioculturel.

#### **Paragraphe 1 : EMIGRATION ET SYSTEME DES CASTES**

L'émigration comme stratégie de lutte contre la pauvreté, s'attaque également aux considérations subjectives qui sous-tendent cette situation de crise à la fois sociale et économique. Dans cette optique, il nous semble important de saisir les effets de l'émigration sur certains critères qui fondent le système des castes à savoir: la division sociale du travail, l'endogamie et la hiérarchie. Ceci dans le but de rendre accessible et explicite à l'analyse les changements engendrés par l'émigration dans la société kébéméroise.

##### **1. 1. Emigration et hérédité professionnelle des castes**

Dans le système des castes wolofs, le facteur professionnel joue un rôle décisif dans la hiérarchisation sociale. En effet, comme le note A.B. DIOP: « *l'examen de la subdivision des groupes et des changements d'occupation confirme que le système des castes repose essentiellement sur la*

*division du travail, même si l'idéologie est nécessaire, voire indispensable pour sa consolidation et sa production. »*<sup>73</sup>

Le développement du phénomène migratoire s'accompagne d'une régression de certaines activités productrices. En effet, l'émigration exerce un effet dépréciatif sur toutes les branches artisanales. Cette dépréciation des activités artisanales qui est le fondement de la division sociale du travail au profit de l'émigration, est venue parachever un processus déjà enclenché avec la modernisation de la société.

En effet, l'industrialisation a contribué à affaiblir considérablement ce secteur et par analogie le cloisonnement socioprofessionnel. En outre, l'émigration a contribué à diminuer l'ostracisme qui frappait certains corps de métiers. En situation migratoire, toutes les castes se trouvent dans l'obligation d'exercer des métiers qu'ils répugnaient auparavant.

Cette mobilité professionnelle de la part des Géér et des Néeño a remis en cause la spécialisation héritée des castes. De retour au pays, ces émigrés ne sentent aucune gêne à décliner la profession qu'ils exercent en Europe. A ce propos M.S.AW avance que : *« l'émigration a beaucoup contribué au changement des mentalités dans la ville de Kébémér surtout en ce qui concerne l'artisanat. Depuis 1990, date à laquelle je suis parti en Italie, je travaille dans une fabrique de chaussures. J'avoue qu'au début j'étais un peu réticent par rapport à ce travail car je suis Géér et pour moi ce travail est dévolu aux Uudé. Mais devant l'incapacité, nul n'est tenu et là je suis toujours entrain d'exercer ce métier qui est devenu une passion pour moi. Mieux encore, mon projet de retour définitif au pays, je compte investir dans le secteur de la cordonnerie qui est très porteur ».*

L'émigration a favorisé un décroisement professionnel, qui est de plus en plus accepté par les familles d'émigrés. Ainsi, la spécialisation de castes est devenue désuète grâce aux effets conjugués de l'émigration et de la modernisation. De ce fait, beaucoup de jeunes filles, Géér ou Géwel, rêvent

---

<sup>73</sup> DIOP A.B. *La société wolof*, op.Cit. p58

d'aller monnayer leur talent de tresseuse à l'étranger avec souvent la bénédiction de leurs parents.

Dès lors, il s'agissait pour nous de voir les effets de la mobilité professionnelle dans le domaine matrimoniale et dans la hiérarchisation sociale. C'est ainsi qu'il apparaît que la mobilité professionnelle confère à l'émigrer une nouvelle position sociale. Et en même temps, elle brise les tabous socioculturels inhérents à l'exercice de certains métiers qui fondent la hiérarchisation des castes. Ces changements tout en présidant une prise de conscience du caractère coercitif de la stratification professionnelle des castes, n'ont aucunement ébranlé le fondement de cette hiérarchisation. Mais, ils ont favorisé l'émergence de représentations qui militent en faveur du dépassement de ces stéréotypes.

## 1.2 Emigration et endogamie de castes

*« L'endogamie est la conséquence directe de l'idéologie des castes dont nous avons noté le caractère biologique faisant de celle-ci comme des races différentes hiérarchisées ».*<sup>74</sup>

Dans le système des castes, l'endogamie est celle qui s'est le mieux maintenue dans la vie des wolofs, conduisant ainsi A.B. DIOP à la qualifier de « *survivance la plus tenace* ».

Dans nos entretiens informels et les interviews que nous avons tenus avec les populations, l'écrasante majorité considère que l'appartenance à des castes différentes ne doit pas être un motif valable pour justifier le refus d'unir deux personnes qui s'aiment. D'autres, vont plus loin, en considérant l'endogamie comme « *une erreur de l'histoire* » cela du fait de son caractère restrictif. S'il est vrai qu'une grande majorité des jeunes Kébémérois est

---

<sup>74</sup> DIOP A.B. La société wolof, op.Cit. p 67

hostile au système endogamique des castes, une insignifiante minorité se déclare prête à marier la personne qu'il aime sans distinction de caste.

En effet, sur notre échantillon 71,42 % déclare ne trouver aucun inconvénient à se marier avec une personne de caste différente. Dans notre étude nous avons dénombré deux cas d'union inter-castes. Ces acteurs disent avoir rencontré une opposition de la part de leurs parents, mais ils sont parvenus après plusieurs années à les rallier à leur cause.

Ces unions inter-castes, même si elles ne sont pas nombreuses témoignent d'un changement lent et irréversible qui s'opère dans la tradition endogamique. Selon certains interviewés, c'est le pouvoir financier détenu par les émigrés qui détermine leur capacité à défier les interdits et les tabous les plus tenaces. Selon le système de représentation wolof, on a coutume d'entendre : « *fo ragal yoni fa sa alal bo démé ñémé fa* », ceci pour dire que l'argent est la clé qui ouvre toutes les portes.

A partir de ces entretiens, nous avons constaté que l'opinion des jeunes rejoignait celle des émigrés sur cette question à savoir qu'il n'y avait pas de mal à épouser une fille d'une autre caste. Sur ce point, O.DIOP, un jeune de 22 ans soutient : « *je suis Géér mais je ne peux pas dire présentement dans quelle caste je choisirai ma femme. Ce qui est sûr c'est que mon choix ne sera pas déterminé par l'appartenance sociale. En ce qui concerne l'opinion de mes parents, je crois qu'ils se sont fait une raison depuis que mon grand frère a épousé une italienne* ».

A ce niveau, nous pouvons noter que beaucoup de jeunes se sont mariés en Europe, même s'ils ne sont pas représentés dans notre échantillon. Mais pour nos enquêtés, ces mariages sont plutôt stratégiques, ils se sont fait dans leur pays d'accueil pour régulariser leur situation. Comme l'on pouvait s'y attendre, ce sont les personnes âgées qui sont les plus réfractaires à l'instauration d'une anisogamie à grande échelle que pourrait engendrer l'émigration.

## **PARAGRAPHE 2 : EMIGRATION UN FACTEUR DE BOULEVERSEMENTS SOCIO- CULTUELS COMME LE STATUT DE CHEF DE MENAGE (« BOROOM KER ») et LA LAUDATION (Le « WAYANE »)**

### **2.1 CHANGEMENT DU STATUT DE CHEF DE MENAGE (« BOROOM KER »)**

Dans la famille Wolof, le statut de chef de ménage était détenu par les hommes appartenant à la branche agnatique. Parmi ces derniers, c'est la personne la plus âgée qui assumait ce statut. S'il est accepté que l'âge du chef de ménage soit l'un des critères qui lui conférerait ce statut, c'est surtout sa capacité à faire prospérer les activités économiques de la famille. Mais la crise des années 80 qui a finit par évincer l'économie arachidière, qui était l'une des sources de revenus les plus importantes de la famille, a totalement confiné le chef de ménage dans le statut de « *Magum Ker* » (qui signifie l'aîné de la maison).

A partir de ce moment, un nouveau type d'acteur va s'approprier le pouvoir économique au détriment du chef de famille traditionnel. Ce transfert de responsabilité du père vers son fils ne se fait pas sur la base de confrontation, car le modou-modou qui détient les moyens de production se voit confier de plus en plus une partie du pouvoir social. Cette situation est corroborée par le point de vue de I.Kébé, père d'émigré, qui affirme que : « *l'émigration en conférant un pouvoir économique au modou-modou, s'accompagne d'un transfert de pouvoirs sociaux. Ce dernier, se fait sans problème car les émigrés sont conscients de l'énorme sacrifice que nous avons consenti, mais nous sommes conscients de leurs responsabilités dans le cadre familial* ». Ainsi, la grande majorité des chefs de famille qui se sont prononcés sur cette question, acceptent les changements inhérents à la responsabilisation de l'acteur modou-modou. Pour B.Sall, père d'émigrés : « *je ne prends plus de décision qui concerne toute ma famille, sans en avoir déjà discuté avec mes enfants qui sont à l'extérieur, car comme on le dit en wolof : Badola rekk ngay Teral Muy raay Biiram Te naan, Daa Koo Yayoo* ».

Plusieurs parents s'accordent sur le fait qu'ils ne sont chef ménage qu'à titre honorifique, car chaque mois, ce sont les modou-modou qui assurent la dépense quotidienne et même la gestion est confiée aux femmes. A partir de cela, il importe de noter que le pouvoir économique ne crée pas une opposition générationnelle pour la quête d'un pouvoir social, mais, il permet un regain de considération des émigrés dans leur famille. Ainsi, ces changements sociaux introduits par l'émigration sur la hiérarchisation, sont plutôt d'ordre comportemental et psychologique, que d'ordre structurel. Car s'il est accepté par les kébémerois du rôle très important que jouent les émigrés dans le cadre familial, cette situation ne se manifeste pas concrètement par la gestion du rôle de chef de ménage ("*Borom kër*")

## **2.2. INTERDICTION DE LA LAUDATION (Le « WAYANE »)**

La société Wolof est très hiérarchisée. Cette hiérarchisation repose, selon Abdoulaye Bara DIOP, sur les liens de parenté, d'alliance, d'âge et de sexe. Elle repose essentiellement sur une différenciation du statut des membres qu'elle rend inégal. Il importe aussi de noter que la hiérarchisation, comme tout construit social, subit des changements souvent introduits par la refondation du lien social. C'est dans cette logique que l'émigration, en mettant devant la scène un type d'acteur nouveau avec des conceptions nouvelles, a légiféré les changements introduits par ces modou-modou. Parmi ces derniers, nous nous intéresserons sur le statut des modou-modou et sur le statut de la femme.

« Ku eumbeu sa sankhal eumbeu sa kersa » : La traduction littérale de ce maxime donne le fait que : Toute dépendance économique et matérielle envers une tierce personne entraîne de la part de l'assujettie, une soumission, un respect, une considération, une reconnaissance, de la gratitude, de l'estime à son égard. Ainsi, les émigrés grâce à leur manne financière et leur participation concrète dans le développement local de leur pays d'origine, sont devenues les élites économiques, des modèles de réussite économique et sociale.

Le pouvoir économique des Modu-Modu est réinvesti dans le champ social pour servir de pouvoir social permettant au détenteur, en l'occurrence ici les émigrés et leur groupe d'appartenance, de se repositionner dans la hiérarchie sociale. De ce fait ce pouvoir social constitue un facteur de bouleversement de certaines valeurs socio-culturelles comme la laudation, l'endogamie des castes, le communautarisme etc. Aujourd'hui, avec le pouvoir des Modu-Modu, nous avons de nouveaux rapports sociaux fondés sur la recherche de l'intérêt et du profit.

Ainsi, l'argent des émigrés est réinvesti dans le cadre des rivalités et concurrences sociales. L'émigration n'est pas qu'un simple déplacement géographique, mais le motif par lequel des changements qualitatifs peuvent s'opérer au sein des relations sociales.

Avec ce phénomène, l'actualisation du statut n'est plus fonction de son apparence à une caste mais dépend maintenant des conditions économiques c'est-à-dire du pouvoir économique de l'individu. Les relations socio-économiques entre les castes sont de plus en plus réduites. En effet, avec l'émigration, les neeno (guéweul ou griot, teug ou forgerons, oudé ou cordonniers, les laobés, les mabo etc.) abandonnent au fur et à mesure la pratique de la laudation envers les geer (les nobles). C'est-à-dire que les geer par des dons qu'ils offrent aux neeno, cherchent à consolider leur pseudo-supériorité.

## CONCLUSION GENERALE

Le phénomène de l'émigration a atteint au Sénégal une ampleur sans précédent. En effet, la manne financière générée par l'émigration est un exemple type de réussite économique et sociale. L'essentiel de cette manne financière est transféré vers le pays via les circuits formels et informels. Si une bonne partie des revenus des émigrés est destinée à la satisfaction des besoins des familles, le reste, non moins important est destiné aux investissements ou à des placements sur des comptes d'épargne pour la plupart domiciliée au Sénégal. Ces investissements d'émigrés Kébémérois sont essentiellement de deux ordres : l'immobilier et le commerce.

De nos jours, à cause de la modernité et des retombées économiques des émigrés, nous constatons l'exogamie des castes, la matérialisation des relations sociales, la cherté de la dote du mariage, l'individualisation des relations interpersonnelles avec les nouveaux modes d'habitation, au développement de l'urbanisation. Tous ces bouleversements, nous avons pu analyser à travers le concept générique de changement social.

Cependant, le mariage est en crise, du fait que les non-émigrés qui n'ont pas certains moyens économiques, et qu'aujourd'hui la dote est trop chère pour eux. Les entretiens individuels avec des notables révèlent, du côté des garçons qu'ils ont envies de se marier mais à cause de la cherté de la dote due à l'émigration, ils ne peuvent pas le faire. D'un autre point de vue, pour les jeunes prétendants non-émigrés et certains corps professionnels comme les enseignants et instituteurs, il est difficile de rivaliser avec les émigrés. Ces changements sont plus visibles si le mariage doit lier deux personnes de castes différentes. Parce qu'aujourd'hui à Kébémér « *kawélé ak soufèle si ame-ame leu wanté nékoule si askane waleu dérete.* » Pour dire que la considération qu'on a envers une personne, n'est plus fonction de son appartenance à une caste supérieure ou à une famille noble. Mais, la référence c'est la richesse économique. D'où nous assistons à la matérialisation des relations sociales par opposition au communautarisme. C'est pourquoi, nous voyons que sur les 40 émigrés interrogés avec le dialogue, les 35 émigrés soit 87,5 % de notre

échantillon déclare ne trouver aucun inconvénient à faire un mariage anisogamiques.

L'émigration ne change pas pour autant les statuts sociaux de geer ou de neeno mais les maintiennent sous une autre actualisation. S'il était inimaginable qu'un geer demande la laudation à un neeno aujourd'hui, la tendance s'est inversée à cause du pouvoir économique des émigrés. L'émigration est de ce pas un facteur d'ajustement des inégalités qui donne à l'émigré et sa famille, quelle que soit sa caste, la possibilité et l'opportunité de se repositionner dans l'espace social.

Ce statut de modou-modou est fonction des formes de représentations sociales qui constituent un ensemble de cristallisation, de points de vues individuels, qui finissent par créer un univers de sens au point d'orienter et de formater les comportements des acteurs. Ainsi, ce statut de l'émigré est fonction des rapports que ce dernier entretient avec sa sphère socioculturelle.

Dans l'imaginaire populaire wolof, le départ vers l'Occident est assimilé à une réussite assurée, car pour ces acteurs, on y gagne très facilement beaucoup d'argent. Cette forte prégnance symbolique fait qu'il est fréquent d'entendre que l'émigration est liée aux quatre « T » c'est à dire « *Touki, Tékki, Tééd, Terralé* ». Ce qui équivaldrait à dire qu'il suffit d'aller en Europe pour s'en sortir économiquement et par ricochet, pour relever considérablement le niveau de vie de sa famille et de ses proches. A partir de cette sur-valorisation de la destination européenne, il est né, un engouement démesuré et une propension accrue pour l'émigration qui devient, dans l'imaginaire populaire, la voie royale de la réussite.

Ces représentations sociales influencent l'imaginaire collectif de ces nombreux candidats à l'émigration qui seraient prêt à tout abandonner au profit d'un départ vers l'Europe. Malgré, des mises en garde quasi quotidiennes des modou-modou sur la précarité des conditions d'existence en Italie, ces derniers ne font que renforcer cet engouement pour l'émigration.

En accord avec nos objectifs et hypothèses, nous avons indiqué la démarche que nous pensons suivre pour faire aboutir notre projet de recherche, en faisant l'ébauche d'un canevas méthodologique et d'un modèle d'analyse.

Cependant, plusieurs domaines d'intérêt clef en matière de gestion des migrations sont apparus ou ont pris corps dans la communauté internationale, ces cinq dernières années. Le thème émergent qui domine est celui du partenariat renforcé entre pays d'origine, de transit, et de destination en matière de gestion des migrations. Cette approche reflète la constatation selon laquelle, dans de nombreux contextes comme celui du Sénégal, la meilleure formule de coopération, est celle qui combine une action conjointe de contrôle avec l'ouverture d'opportunités de migrations régulières et un renforcement du développement économique et social au niveau local.

Un autre domaine clé de la gestion des migrations en 2002 est celui du lien entre migration et sécurité. En effet, malgré les politiques de durcissement des pays de destination et à cause de l'impact de la migration dans le développement local et le changement social dans les pays d'origine, les mouvements migratoires s'intensifient avec des risques de morts ou de disparues.

Pour cette raison, ce travail présente, on le sait, beaucoup de lacunes dues autant à nos insuffisances qu'au caractère exploratoire - donc inachevé - de l'étude. Notre souci premier a été de bâtir un objet sociologique valable, détergé des prénotions. Ce qui suppose, bien sûr, un approfondissement de la démarche, pour mieux préciser les indicateurs pertinents.

En gérant ces exigences comme autant de préceptes méthodologiques à suivre, nous espérons pouvoir relancer notre itinéraire intellectuel et, dans le cadre d'une thèse de troisième cycle, perfectionner cet essai pour en faire un travail utile à la « communauté scientifique » /.

## BIBLIOGRAPHIE

**1-Abdou DIOUF**, « Discours à la nation du 03 Avril 1992 » In Ministère de la Coopération, *Programme d'Appui à la Décentralisation et au développement urbain au Sénégal (1992-1995)*, p.91

**2-Ambrosini M.**, « Les immigrés réguliers en Italie : liens ethniques et modes d'insertion dans le marché du travail », *Revue Européenne des Migrations Internationales*, 13 (1), 1997 : 95-124.

**3-Amselle J. L** (sous la direction de), *Les migrations africaines*. Paris, Maspéro, 1976.

**4-BA Awa (1996)**, *Impact de l'environnement socio-culturel et politico-économique sur les stratégies d'accumulation et l'utilisation du profit chez les acteurs du secteur informel, l'exemple des Modu-Modu dans le Département de Louga*, UGB de Saint Louis, Section Sociologie, 120pages.

**5-BA Cheikh Oumar (1996)**, *Dynamiques migratoires et changements sociaux au sein des relations de genre et des rapports jeunes/vieux des originaires de la moyenne vallée du fleuve Sénégal*, Thèse de troisième Cycle de géographie, UCAD de Dakar, FLSH, .214pages.

**6-BA Cheikh Oumar (1993)**, *Migration et insertion urbaine. Étude de cas : les migrants africains à Dakar*, Mémoire de maîtrise de géographie, UCAD de Dakar, FLSH, 96 pages.

**7-BEITONE Alain, DOLLO Christine, GERVASONI Jacques, LE MASSON, et RODRIGUES Christophe Emmanuel (2002)**, *Sciences sociales*, Ed SIREY, 3<sup>e</sup> éd, 412 pages.

**8-BECHERS, J.M, KUBAT, D et HOFFMAN, N (1981)**, « Migration : Vers un nouveau paradigme », in *Revue Internationale des Sciences Sociales*, Vol XXIII, N°02, p 345.

**9-BENENATI Elisabetta (2002)**, « Le travail comme valeur, comme imaginaire, comme pratique quotidienne dans un millier de rapports sociaux d'affection. Un cas. Les Sénégalais originaires de la région de Louga (nord Sénégal) immigrés à Turin et leurs familles au Sénégal », 2pages, in BENENATI Elisabetta et ali « *(acura di Lavoro) Lavra, genere e sviluppo locale in Mali in Sénégal*, L'Harmattan, Italia., p 23-49.

**10-BENENATI Elisabetta (2002)**, « Le travail comme valeur, imaginaire, et expérience pratique dans l'émigration sénégalaise à travers les entrevues aux immigrés à Turin et leurs familles au Sénégal », 5pages, in BENENATI Elisabetta et ali « *(acura di Lavoro), genere e sviluppo locale in Mali e in Sénégal* », L'Harmattan, Italia, p 23-49.

**11-BENENATI Elisabetta (2002)**, « Je viens de la région de Louga et travaille à Turin », 14pages, in BENENATI Elisabetta et ali « *(acura di Lavoro) Lavra, genere e sviluppo locale in Mali in Sénégal*, L'Harmattan, Italia, p 23-49.

**12-Communiqué de Presse (Le New York du 28 octobre 2000)**, *Pop/843*, le nombre de migrants dans le monde, in <http://www.Un.org>.

**13- Comité de jumelage Louga- Millau (1974)**, *Louga, Voyage au cœur d'une ville du Sahel*, les presses du Midi, Millau, France, 78pages.

**14-Commune de Kébémér (Juillet.1997)**, *Procès-verbal du conseil Municipal* -10pages.

**15-CROSIER, M et FRIEDBERG, E (1997)**, *L'acteur et le système: les conditions de l'action collective*, Paris, Le Seuil, 506 pages.

**16-Dia Amadou Hamath (Janvier 2000-2001)**, « *Les interactions rurales et urbaines, circulation et mobilisation des ressources: Les associations d'immigrés en France et leurs liens avec les membres et leurs territoires d'origine; l'exemple des ressortissants de Kanel en France (A. R. K .F)*», in *Revue Sénégalaise de Sociologie*, n°4/5, pp 295-328.

**17- DELVILLE Philippe (1994)**, *Migration internationales, restructurations agraires et dynamiques associatives en pays Soninké et Haalpulaar (1975-1990)*. *Essais d'anthropologie du changement social*, Thèse de Doctorat, EHESS, Marseille, 394 Pages.

**18-DE SARDAN Jean-Pierre Olivier (1995)**, *Anthropologie et développement. Essai en socio-anthropologie du changement social*, Paris, Karthala, 221 pages.

**19-DIENG. Mamadou (1996)**, *Incidences des mouvements migratoires sur le système matrimonial Toucouleur*, UGB, 89pages.

**20-Dieng Amadou Ali, (2000)**, (sous la direction de), *Le Sénégal à la vielle du 3<sup>e</sup> millénaire*, Paris, l' Harmattan. 326 pages.

**21-Dieng S. A (1998)**, « La Banque Mouridoulah : une contribution de la confrérie mouride au financement de l'économie sénégalaise » ( p 66-72), in. Jean-Michel Servet et David Vallat, *Rapport Exclusion et liens financiers 1997*. Paris : AEF/Montchrestien.

**22-Dieng S. A. (1999)**, « Portée et limites des réseaux de transferts financiers utilisés par les migrants maliens et sénégalais » ( : 345-352) in. *Rapport Exclusion et liens financiers 1998*. Paris : Économica.

**23-Dieng S. A. (2000)**, *Épargne, crédit et migration : le comportement financier des migrants maliens et sénégalais en France*, Thèse de doctorat Université de Lyon II. Classe de Doctorat.

**24- DIOP Abdoulaye Bara (1981)**, *La société wolof, Les systèmes d'inégalités et de domination*, Paris, Karthala, 355pages

**25- DIOP Abdoulaye Bara (1985)**, *La famille wolof, Tradition et changement*, Paris, Karthala, 262pages.

**26-Dione Babacar (2004)**, *Tendances récentes des migrations internationales dans le Sénégal urbain : existe-t-il une dynamique de*

quartier ? Les quartiers de Dakar, Touba et Kaolack, thèse de Doctorat de 3<sup>e</sup> cycle, Université de René Descartes, Paris, 23 pages.

**27-Diop Momar Coumba** (Sous la direction de) **(2002)**, *Le Sénégal contemporain*. Paris, Karthala, 532 pages.

**28-Diop Momar Coumba. (Sous la direction de) (2002)**, *la société sénégalaise entre le global et le local*, Paris, Karthala, p723 pages.

**29-KANE Abdoul Idrissa (2000)**, *L'impact de l'activité migratoire sur la pauvreté dans la commune d'Arrondissement de Golleré*, UGB, 86pages.

**30-LALLEMENT Michel (1993)**, *Histoire des idées sociologiques, de Parsons aux contemporains*, Nathan, 249 pages.

**31- LO El Hadji Djily Mbaye, (1997-1998)**, *L'émigration, un facteur de changement social : impact du phénomène migratoire sur le système des castes et les relations de genre dans la ville de Louga*, Mémoire de Maîtrise, UCAD de Dakar, Faculté des lettres et sciences humaines, Département de Philosophie, sous la dir. Pr. Malick NDIAYE, 90pages.

**32-LY Boubacar (Janvier 1997)**, « Processus de rationalisation et changement des valeurs sociales au Sénégal », « *Revue sénégalaise de sociologie* », n°1, pp 21-59.

**33-Marc Totté, Tarik Dahou et René Billaz Cota (2003)**, *La décentralisation en Afrique de l'ouest entre politique et développement*, Paris, Karthala-Enda Graf, 342pages.

**34-MBOUP Mourtala (2000)**, *Les sénégalais d'Italie, émigrés agents de changement social*, Paris, l'Harmattan, 171pages

**35-Ma Mung E (1996)**, *Mobilités et investissements des émigrés*, Maroc, Tunisie, Turquie, Sénégal. Paris : L'Harmattan.

**36-Mendras, \*Henry (1983)**, Le Changement social : tendances et Paradigme, Paris, Amand Colin, 1<sup>e</sup> édition, 224pages..

**37-MURDUCK M.S (1989)**; *Le suivi des activités agricoles dans la moyenne vallée du fleuve Sénégal*, Birgham, IDA, 241pages.

**38-NIANG Abdoulaye (2000)**, « Le sociologue, les réalités socio-culturelles du milieu d'étude et les problèmes posés par l'emploi du questionnaire : le dialogue méthodique, une alternative culturelle », *Annales de la Faculté des Lettres et Sciences humaines*, n°30, p 106.

**39-NIANG Abdoulaye (janvier 2001)**, « L'implication associative au Développement local et ses enjeux sociaux : le cas de l'association pour le développement de Diamaguène, (ADD) in *Revue Sénégalaise de Sociologie* n°4/5, Saint louis, Xamal, 475p (47-127)

**40- NIANG Abdoulaye (Juin, 1997)** « Le secteur informel, une réalité à ré-explorer : ses rapports avec les institutions et ses capacités développantes », *Arica Développement*, vol XXI, n°1 1996, du CEPED numéro 46, Paris, 42pages.

**41-NIANG Abdoulaye (Janvier 2001)**, « L'implication associative au développement local et ses enjeux sociaux : le cas de l'Association pour le Développement de Diamaguène (ADD) » In *Revue Sénégalaise de Sociologie*, n°4/5, Saint-louis, Xamal, 475 pages, p.p. 47-127.

**42-NIANG Abdoulaye (Janvier 1999)**, « La société civile : une réalité sociale en question » in *Revue Sénégalaise de Sociologie*, n°2/3, 215 pages.

**43-NDIAYE, M (mardi 19 et mercredi 20 octobre 1993)**, *Irrésistible ascension des modou-modou*, in *Quotidien Wal Fadjiri*, N°495, pp 7-8.

**44-NDIAYE Malick (1998)** *L'éthique ceddo et la société d'accaparement, les Modu-Modu ou l'éthos du Développement au Sénégal*, Dakar, PUD, 443pages.

**45-Ndiaye O. Nd (1990)**, *Les dynamiques migratoires dans la société wolof : l'exemple du N'Diambour : 1900-1950*. Dakar : Mémoire de maîtrise d'histoire.

**46-NDIAYE Birame Owens (Janvier 1999)**, « Rôle des ONG dans la décentralisation pour un développement local », in *Les Cahiers du CONGAD*, n°1, 76 pages.

**47-ODEYE-FINZI M**, *Les associations en villes africaines*, Paris, L'Harmattan, 1985, 125pages.

**48-OMI**. Délégation pour le Sénégal. *Rapport d'activités 1990*. Dakar, 28 février 1991.

**49-Parrot L.**, *Le rôle des transferts migratoires dans l'économie des ménages de la vallée du fleuve Sénégal.*, Dakar: Orstom: Rapport de stage, 1993.

**50-** « **Plan de** développement Economique et social de Kébémér », 07-10 - 2002, pp 7-30

**56 Rapport, FORUM SOCIAL AFRICAIN (22-23 et 26-31 janvier 2005)**, Porto Allègre, , émigration et solidarité internationale : ces citoyens entre deux mondes , 15 pages.

**57-Raymond GUILLIEN et Jean VINCENT, 1993**, Lexique des termes juridiques, Paris, Dalloz, p.177

**58-République du Sénégal (1996)**, *Textes de lois sur la décentralisation*, Dakar, Saint-Paul, 186 pages.

**59- Robin NELLY (14 Janvier 2000)**, « L'émigration internationale récente : une dynamique de crise », Table ronde *Migrations et développement local*, GRDR, Dakar, 15p

**60-Robin NELLY, LALLOU Richard, NDIAYE Malick, (1999)** « Facteurs d'attraction et de répulsion à l'origine des flux migratoires internationaux,

Sénégal », **Rapport de la Commission européenne et Eurostrat, Bruxelles, 184 pages**

**61-Robin N (1997)**, *Atlas des Migrations ouest-africaines vers l'Europe, 1985-1993*. Paris : Éditions de l'Orstom.

**62-Salem G (1983)** « Investissements immobiliers, travailleurs migrants et stratégies de groupe dans le Grand Dakar (Sénégal) », *Études méditerranéennes*, n° 62-67.

**63-SANE Ibou, (mai 1996)**, *De l'économie informelle au commerce international: Les réseaux des marchands ambulants sénégalais en France*, Thèse de doctorat, Université de Lyon II, 396 pages.

**64-Seck, Alioune (2004)**, *Les enjeux de l'intensification de l'émigration internationale dans la commune de Kébémér : Analyse anthropo- sociologique du pouvoir des Modu-Modu*, Mémoire de Maîtrise, SLD de Mr Abdoulaye Niang, Maître De Conférences, UGB – Saint Louis, Section Sociologie 185 pages.

**65-Sénégal, MAESE-(1996)**, « Aspect historique du phénomène, conditions des émigrés dans les pays d'accueil et Assistance apportée par le Ministre délégué chargé des émigrés- Emigration et politique de réinsertion dans les circuits économiques du Sénégal », 35pages.

**66- Sénégal- Ministère de l'économie des finances et du plan –Direction de la Prévision et de la Statistique-(septembre 1992)** ,*Recensement général de la Population et de l'Habitat de 1988, « Rapport national EXCAF, Juin 1993 » et Rapport régional (résultats définis) Louga*, 55pages.

**67- Sénégal- Ministre de l'intérieur –Direction des collectivités locales-** « Tableau de bord des Communes Kébémér Dakar », 1993-39pages.

**68- Sénégal -Ministère de l'urbanisme et de l'Habit- Direction de l'urbanisme et de l'architecture-** « Plan directeur de l'Urbanisme de Kébémér et Livre Blanc- Setic- Dakar», 1995,48 pages.

**699-Tall Sérigne Mansour (2002)**, « L'émigration internationale sénégalaise d'hier à demain » p549- 579, in Diop M.-C.(sous la direction de ), *la société sénégalaise entre le global et le local*, Paris : Karthala, 723pages

**70-Tall Sérigne Mansour (1995)**, « Les investissements immobiliers des migrants internationaux à Dakar », *Revue européenne des migrations internationales* 10 (3),p 137-151.

**71-Tall Sérigne Mansour (juillet 1995)**, « Kara International Exchange, une institution hybride pour le transfert de l'argent des migrants sénégalais aux États-Unis », *Lettre du Résomis*, 5 :7- 8.

**72-TANDIAN.Aly**, cité par **Dia Amadou Hamath (janvier 2000-2001)**, « Les interactions rurales et urbaines, circulation et mobilisation des ressources : Les associations d'immigrés en France et leurs liens avec les membres et leurs territoires d'origine ; l'exemple des ressortissants de Kane en France ( A R K F )», in *Revue sénégalaise de Sociologie*, n°4/5, pp 295-328.

**73-Tarrius (1992)**, cité par Dia. Amadou Hamath, « Les interactions rurales et urbaines, circulation et mobilisation des ressources : Les associations d'immigrés en France et leurs liens avec les membres et leurs territoires d'origine ; l'exemple des ressortissants de Kane en France (A.R. K. F)», in *Revue sénégalaise de Sociologie*, n°4/5, janvier 2000-2001, pp 295-328.

**74- Thomas Bierschenk, Jean-Pierre Chauveau et Jean-Pierre Olivier de Sardan (Sous la direction de), (2000)**, Courtiers en développement, les villages africains en quête de projet, APAD- KARTHALA, 328 pages.

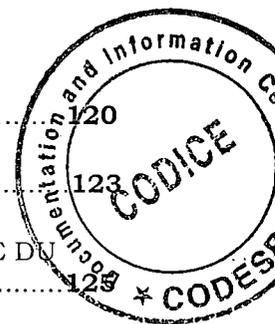
# ANNEXES

## ANNEXES 1 : TABLE DES MATIERES

DEDICACES.....	1
REMERCIEMENTS.....	2
GLOSSAIRE.....	3
LISTE DE TERMES WOLOFS .....	4
SOMMAIRE.....	5
EPIGRAGHE.....	6
INTRODUCTION GENERALE.....	7
<i>PREMIERE PARTIE : CADRE THEORIQUE ET METHODOLOGIQUE.....</i>	<i>15</i>
<b>CHAPITRE I : CADRE THEORIQUE.....</b>	<b>15</b>
<i>Section I : OBJECTIFS DE L'ETUDE ET INTERET DU SUJET.....</i>	<i>15</i>
<i>Paragraphe 1 : OBJECTIFS DE L'ETUDE.....</i>	<i>15</i>
<i>Paragraphe 2 : L'INTERET SCIENTIFIQUE DU SUJET.....</i>	<i>17</i>
<i>Section II : PROBLEMATIQUE DE RECHERCHE .....</i>	<i>20</i>
<i>Paragraphe 1 : LE CONTEXTE GENERAL DE L'ETUDE.....</i>	<i>18</i>
<i>Paragraphe 2 : LE CONTEXTE SPECIFIQUE DE L'ETUDE.....</i>	<i>23</i>
<i>Paragraphe 3 : REVUE CRITIQUE DE LA LITTERATURE, OU HISTORIOGRAPHIE DE L'EMIGRATION INTERNATIONALE ARTICULEE AU CHANGEMENT SOCIAL AU SENEGAL...27</i>	<i>27</i>
<i>Section III : CONSTRUCTION DE L'OBJET.....</i>	<i>38</i>
<i>Paragraphe 1: HYPOTHESES DE RECHERCHE .....</i>	<i>38</i>
<i>Paragraphe 2 : APPROCHE CONCEPTUELLE.....</i>	<i>39</i>
<i>Paragraphe 3 :LE MODELE D'ANALYSE .....</i>	<i>62</i>

<b>CHAPITRE II : METHODOLOGIE.....</b>	<b>70</b>
<b>Section I: PHASE EXPLORATOIRE .....</b>	<b>71</b>
<b>Paragraphe 1 : RECHERCHE DOCUMENTAIRE.....</b>	<b>71</b>
<b>Paragraphe 2 : LES ENTRETIENS EXPLORATOIRES.....</b>	<b>73</b>
<b>Paragraphe 3 : LE CHOIX DES UNITES D'OBSERVATIONS.....</b>	<b>74</b>
<b>Section II : L'ENQUETE TEST ET LES OUTILS DE COLLECTE ET TECHNIQUES TRAITEMENT DONNEES UTILISES.....</b>	<b>75</b>
<b>Paragraphe 1 : LES APPROCHES EN TERMES DE STRATIFICATION SOCIALE DE WARNER .....</b>	<b>75</b>
<b>Paragraphe 2 : LE DIALOGUE METHODIQUE, UNE ALTERNATIVE AU QUESTIONNAIRE CLASSIQUE.....</b>	<b>76</b>
<b>Paragraphe 3 : L'ENTRETIEN SEMI-DIRECTIF .....</b>	<b>77</b>
<b>Paragraphe 4 : LES ENTRETIENS INFORMELS .....</b>	<b>77</b>
<b>Paragraphe 5 : L'ENQUETE TEST.....</b>	<b>78</b>
<b>Paragraphe 6: TECHNIQUES DE TRAITEMENT .....</b>	<b>78</b>
<b>Paragraphe 7: LES DIFFICULTES RENCONTREES.....</b>	<b>79</b>
<b>DEUXIEME PARTIE : PRESENTATION DU CADRE D'ETUDE.....</b>	<b>80</b>
<b>CHAPITRE I: MONOGRAPHIE DE LA COMMUNE DE KEBEMER.....</b>	<b>80</b>
<b>Section I : LES CARACTERISTIQUES GEOGRAPHIQUES.....</b>	<b>80</b>
<b>Paragraphe 1 : LOCALISATION.....</b>	<b>80</b>
<b>Paragraphe 2 : LE MILIEU PHYSIQUE.....</b>	<b>81</b>
<b>Paragraphe 3 : CARACTERISTIQUES HUMAINES ET SOCIO- DEMOGRAPHIQUES.....</b>	<b>82</b>
<b>Paragraphe 4 : LES MIGRATIONS.....</b>	<b>85</b>
<b>CHAPITRE II : DE LA NAISSANCE DE LA DECENTRALISATION A KEBEMER A LA MISE SUR PEIDS DU PLAN DE DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE ET SOCIAL DE LA COMMUNE .....</b>	<b>89</b>
<b>Section1 : HISTORIQUE DE LA DECENTRALISATION A KEBEMER.....</b>	<b>89</b>
<b>Paragphe1 : LA GENESE D'UNE VILLE.....</b>	<b>89</b>
<b>Paragraphe 2 : LES PARTENAIRES DE LA COMMUNE .....</b>	<b>90</b>

<b>Section 2 : HISTORIQUE DU PLAN</b> .....	<b>91</b>
<b>Paragraphe 1 : OBJECTIFS DU PLAN</b> .....	<b>91</b>
<b>Paragraphe 2 : LE PROCESSUS DE CREATION DU PLAN</b> .....	<b>92</b>
<b>Section II : L'ECONOMIE LOCALE ET SES LIMITES</b> .....	<b>93</b>
<b>Paragraphe 1 : LE COMMERCE</b> .....	<b>93</b>
<b>Paragraphe 2 : L'ARTISANAT</b> .....	<b>93</b>
<b>Paragraphe 3 : LE TRANSPORT</b> .....	<b>94</b>
<b>Paragraphe 4 : L'AGRICULTURE</b> .....	<b>94</b>
<b>Paragraphe 5 : L'ELEVAGE</b> .....	<b>95</b>
<b>Paragraphe 6 : LA PECHE</b> .....	<b>95</b>
<b>Section III : L'ORGANISATION SOCIO-CULTURELLES</b> .....	<b>96</b>
<b>Paragraphe 1 : L'EDUCATION ET LA FORMATION</b> .....	<b>96</b>
<b>Paragraphe 2 : SANTE ET ACTION SOCIALE</b> .....	<b>98</b>
<b>Paragraphe 3. HYGIENE ET ASSAINISSEMENT</b> .....	<b>98</b>
<b>Paragraphe 4 : SPORTS ET CULTURE</b> .....	<b>99</b>
<b>Section V: URBANISME ET AMENAGEMENT</b> .....	<b>100</b>
<b>Paragraphe 1 : URBANISME</b> .....	<b>100</b>
<b>Paragraphe 2 : AMENAGEMENT</b> .....	<b>101</b>
<b>TROISIEME PARTIE : PRESENTATION DES RESULTATS TEST</b> .....	<b>103</b>
<b>Chapitre I : IDENTIFICATION SOCIOLOGIQUE DES EMIGRES</b> .....	<b>103</b>
<b>Section I : EMIGRATION INTERNATIONALE, UN PHENOMENE COMPLEXE</b> .....	<b>103</b>
<b>Paragraphe 2 : LES ORIGINES DU CAPITAL ECONOMIQUE DES MODU-MODU</b> .....	<b>108</b>
<b>Chapitre II : LE MODU-MODU, UN ACTEUR DU DEVELOPPEMENT LOCAL URBAIN</b> ...	<b>116</b>
<b>SECTION I : LES INVESTISSEMENTS PERSONNELS DES MODU-MODU</b> .....	<b>116</b>
<b>Pragraphe1 : LES INVESTISSEMENTS FAMILIAUX DES MODU-MODU</b> .....	<b>117</b>
<b>Paragraphe 2 : LA PROMOTION ECONOMIQUE DES PARENTS DES EMIGRES</b> .....	<b>118</b>



**Paragraphe 3** : L'IMMOBILIER : SECTEUR D'INVESTISSEMENT DES MODU-MODU.....120

**Paragraphe 4** : LES INVESTISSEMENTS LUCRATIFS DES MODU –MODU.....123

**SECTION II**: LE ROLE D'INTERFACE DES MODU-MODU ET LA MISE EN ŒUVRE DU PLAN DE DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE ET SOCIAL DE KEBEMER.....122

**Paragraphe 1** : L'EMIGRATION, UN FACTEUR D'URBANISATION DES CAMPAGNES. ....125

**Paragraphe 2** : L'ASSOCIATIVITE ET LA SOCIABILITE DES MODU-MODU.....127

**Paragraphe 3** : LE COURTAGE DES MODU-MODU ET LA MISE EN ŒUVRE DU PLAN DE DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE ET SOCIAL DE KEBEMER .....128

**Chapitre III** : LE MODU-MODU, UN ACTEUR DU CHANGEMENT SOCIAL..... 133

**Section I** : LE CAPITAL SYMBOLIQUE DU MODU-MODU : UN FACTEUR DE DEVELOPPEMENT PERSONNEL DE L'EMIGRE : ..... 133

**Paragraphe 1** : « MODU-MODU : DJAMBAR LEU » (LE MODU-MODU : EST UN HOMME COURAGEUX)..... 133

**Paragraphe 2** : « MODU-MODU : LIGUEY LA XAM » (LE MODU-MODU PASSE TOUT SON TEMPS AU TRAVAIL)..... 135

**Paragraphe 3** : MODU-MODU : DAWOUL DAFI DANI DOLEM DITIME REW» (LE MODU-MODU NE FUIT PAS LA PAUVRETE MAIS IL EST PARTI A LA RECHERCHE DU TRAVAIL OU D'UN TRAVAIL PLUS REMUNERATEUR)..... 136

**Paragraphe 4** : LE MODU-MODU, EST UN «NAWLE » (UN REFERANT SOCIAL)..... 137

**Section II** : LE ROLE DU CAPITAL SOCIAL DES MODU-MODU DANS LA MOBILITE SOCIALE..... 138

**Paragraphe 1** : LE CAPITAL SOCIAL DES MODU-MODU, UN FACTEUR D'INDEPENDANCE ECONOMIQUE..... 138

**Paragraphe 2** : LE CAPITAL ECONOMIQUE DES MODU-MODU, UN FACTEUR DE REDISTRIBUTION DES STATUTS ET ROLES SOCIAUX..... 139

**Paragraphe 3** : LE CAPITAL ECONOMIQUE DES MODU-MODU, UN FACTEUR D'ASCENSION POUR LES JEUNES ..... 141

**Section III** : LE ROLE DU CAPITAL SOCIAL DANS LA RECOMPOSITION DU LIEN SOCIAL..... 143

**Paragraphe 1** : EMIGRATION ET SYSTEME DES CASTES..... 143

**Paragraphe 2** : EMIGRATION UN FACTEUR DE BOULEVERSEMENTS SOCIO- CULTUELS COMME LE STATUT DE CHEF DE MENAGE (« BOROOM KER ») et LA LAUDATION (Le « WAYANE »)..... 147

**CONCLUSION GENERALE**..... 150

**BIBLIOGRAPHIE**..... 139

## **ANNEXE 1 : DIALOGUE METHODIQUE (Destiné aux émigrés)**

### **SECTION I : Identification sociologique**

- 1 - Nom et prénom : .....
- 2 - Age : .....
- 3 - Sexe :                    Masculin     ( )  
   Féminin     ( )
- 4 - Situation matrimoniale ? :    Marié(e)     ( )            Veuf (ve)     ( )  
   Divorcé(e)   ( )            Célibataire   ( )
- 5 - Appartenance religieuse :        Musulmane   ( )  
   Chrétienne   ( )
- 6 - Niveau d'instruction     :        Primaire     ( )            Ecole coranique ( )  
   Secondaire   ( )            Alphabétisation ( )  
   Supérieure   ( )            Non instruit   ( )
- 7-Etudes effectuées :                Ecole française.( )    Ecole coranique ( )    Autre
- 7-Appartenance ethnique :        Wolof     ( )            Haalpulaar ( )    Autre ( )
- 8- Caste d'appartenance :        Ñeeno ( )            Géérs ( )
- 9- Activité économique avant émigration    commerce ( )    bijouterie ( )    autre ( )

### **Section2 : Le Modu-Modu, un acteur du développement local urbain**

#### **Thème1 : Les origines du capital économique des Modu-Modu**

- 10-Combien d'activités lucratives menez-vous à l'étranger ?
- 11- Quel est votre nombre moyen de jour de travail par semaine ?
- 12- Quel est votre nombre moyen d'heure de travail par jour ?
- 13-Quels sont vos domaines d'activités ?
- 14- Quelles sont les raisons du choix de chaque activité ?
- 15- quel est le nombre de langue que vous utilisez dans le travail ?

## **Thème 2 : Le rôle du capital social des Modu-Modu dans la mobilité sociale**

37- Le capital social des Modu-Modu ne constitue-t-il pas un facteur d'indépendance économique pour les jeunes et les femmes émigrés ?

38- Le capital social des Modu-Modu est-il pas encore un facteur de redistribution des statuts et rôles sociaux ? Justifier votre réponse

39- Le capital social des Modu-Modu, également un facteur d'ascension pour les jeunes ?

40- Aujourd'hui, l'émigré-t-il pas le référent social dans les rapports interpersonnels ?

## **Thème3 : Le rôle du capital social dans la recomposition du lien social**

41-L'émigration n'est-elle en un facteur d'hérédité professionnelle des castes

42- L'émigration ne remet-elle pas en cause l'endogamie de caste ?

43- L'émigration ne bouleverse-t-elle pas certaines valeurs socio-culturelles comme le statut de chef de ménage (« BOROOM KER ») et la laudation (LE « WAYANE ») ?

## **ANNEXE 2 : GUIDES D'ENTRETIENS**

### **GUIDE DESTINE AUX PERSONNES RESSOURCES (AUTORITES COMMUNALES, AUX AUTORITES VILLAGEOISES ET NOTABLES)**

#### **THEME1 : Les investissements communautaires des Modu-Modu**

Les interventions concrètes de l'A.R.K au niveau de la santé, l'éducation, la religion, l'administration et la politique

Les relations de coopération entre la ville et ses partenaires institutionnels des P.A.

Le patriotisme et l'associativité des Modu-Modu

Emigration et lutte contre le chômage et le sous-emploi

Emigration et l'urbanisation des campagnes

#### **Thème2 : le capital symbolique du Modu-Modu**

Les représentations sur les Modu-Modu et l'émigration d'une manière générale

Les conditions difficiles des sénégalais de l'extérieur

La clandestinité des départs et ses risques

LE Modu-Modu, un phénomène à la mode

Le courage de l'engagement des acteurs Modu-Modu dans les P.A

### **Thème 3 : LE ROLE DU CAPITAL SOCIAL DES MODU-MODU DANS LA MOBILITE SOCIALE**

L'indépendance économique des jeunes et des femmes émigrés

L'émigration et la redistribution des statuts et rôles sociaux

L'émigration et l'ascension sociale pour les jeunes envers les adultes, des femmes envers les hommes, des neeno envers les geer

La référence sociale des Modu-Modu dans les rapports interpersonnels

Thème4 : Le rôle du capital social dans la recomposition du lien social

L'émigration et l'hérédité professionnelle des castes

L'émigration et l'endogamie de caste

L'émigration et le statut de chef de ménage (« BOROOM KER

L'émigration et l'actualisation de la laudation (LE « WAYANE ») dans les relations inter-castes

### **GUIDES DESTINES AUX EMIGRES ET A LEURS PARENTS (père, mère, frère, sœur, époux ou épouse, oncle ou tante)**

#### **Theme1 : Les investissements personnels**

Le montant moyen et la fréquence des envois financiers aux familles des émigrés

La qualité des modes de transfert d'argent

L'amélioration de la qualité de la vie des familles des émigrés

La participation effective des Modu-Modu au développement des infrastructures communautaires de santé, d'éducation, de sport et celles religieuses

La promotion économique et sociale des membres de la famille de l'émigré

Les domaines d'investissements des émigrés

Les investissements lucratifs des Modu -Modu que vous connaissez

#### **Thème2 : le capital symbolique du Modu-Modu**

Les représentations sur les Modu-Modu et l'émigration d'une manière générale

Les conditions difficiles des sénégalais de l'extérieur

LE Modu-Modu, un phénomène à la mode

Le courage de l'engagement des acteurs Modu-Modu dans les P.A

### **Thème 3 : le rôle du capital social des Modu-Modu dans la mobilité sociale**

L'indépendance économique des jeunes et des femmes émigrés

L'émigration et la redistribution des statuts et rôles sociaux

L'émigration et l'ascension sociale pour les jeunes envers les adultes, des femmes envers les hommes, des neeno envers les geer

La référence sociale des Modu-Modu dans les rapports interpersonnels

### **Thème4 : Le rôle du capital social dans la recomposition du lien social L'émigration et l'hérédité professionnelle des castes**

L'émigration et l'endogamie de caste

L'émigration et le statut de chef de ménage (« BOROOM KER

L'émigration et l'actualisation de la laudation (LE « WAYANE ») dans les relations inter-castes ?

CODESRIA - BIBLIOTHEQUE